NUMÉRO DOUBLE
JEUDI 15 - VENDREDI 16 AOÛT 2024
80E ANNÉE - Nº 24764
3,60 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR -
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



l'été des livres — PANORAMA DE LA RENTRÉE LITTÉRAIRE – VILA-MATAS PARLE TRAVAIL

Comment les Ukrainiens ont pu entrer en Russie

▸ Bien planifiée, l'incursion de l'armée ukrainienne dans la région de Koursk, depuis le 6 août, a mis en évidence les vulnérabilités de l'armée russe

▸ La zone, un no man's land de 5 à 10 kilomètres, était jugée peu risquée par Moscou, et tous les regards étaient braqués sur le Donbass

▸ Selon un expert, les Ukrainiens sont entrés d'autant plus aisément que les Russes avaient commencé à déminer la zone pour une offensive

▸ Mercredi 14 août, le gouverneur de la région russe de Belgorod a décrété à son tour l'état d'urgence, évoquant une situation « extrêmement difficile »

▸ Notre reportage dans la région ukrainienne de Soumy, à la frontière avec la Russie, où l'évacuation des civils s'accélère

PAGE 3

RÉCHAUFFEMENT CES VILLAGES DES ALPES EN SURSIS

▸ Le changement climatique expose des vallées alpines à une montée des périls

▸ Nos reportages à La Bérarde et dans le Tessin, touchés par des catastrophes majeures PAGES 6-7



La fontaine du hameau de La Bérarde (Isère), le 1er août. BERTRAND STOFLETH POUR « LE MONDE »

Entretien Cécile Duflot : « Je plaide pour une coalition climat »

ANCIENNE CHEFFE de file des écologistes (2006-2012), puis ministre de l'égalité des territoires et du logement (2012-2014) de François Hollande, la directrice générale de l'ONG Oxfam France sort de sa réserve dans un entretien au *Monde*, alors que la situation institutionnelle est bloquée. *« On a besoin que la politique nationale ouvre un horizon de justice sociale et écologique »*, déclare-t-elle. Si le Nouveau Front populaire est arrivé en tête aux législatives, elle estime qu'il aurait dû chercher une majorité à l'Assemblée plutôt qu'un premier ministre. *« Il faut redonner les clés au Parlement. C'est-à-dire : ni au président de la République, qui croit encore pouvoir être maître de tout, ni aux appareils politiques, qui ont prouvé qu'ils étaient dépassés. »*

PAGE 8

Roumanie
Le chantier d'une grande base aérienne de l'OTAN

L'implantation militaire Mihail-Kogalniceanu, construite à l'époque communiste, face à la Crimée, a entrepris une mue pour renforcer l'Alliance dans l'est de l'Europe

PAGE 2

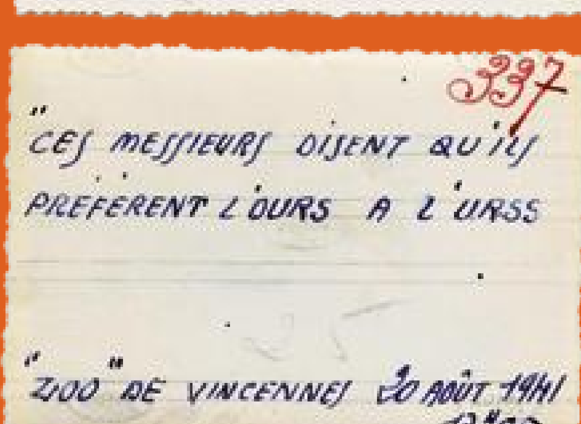
Israël
La remise en cause inavouée de la doctrine sur les otages

Alors que les négociations sur Gaza devaient reprendre, Nétanyahou et ses alliés écartent la politique de sauvetage qui a toujours prévalu pour les captifs israéliens

PAGE 5

l'été en séries





COLLECTION PRIVÉE STÉPHANE JAEGLE/STÉPHANIE COLAUX

Sur les traces du photographe inconnu

De 1940 à 1942, un homme brave tous les interdits en prenant des centaines de photos à Paris. Qui est-il ? A mesure que l'enquête progresse, de singuliers personnages émergent

PAGES 20-21

Suzanne et l'empoisonneur

Pour la troisième fois saisie de convulsions, Suzanne Bailly a le temps de signaler le « mauvais goût » de sa bouteille d'eau, qui contient un puissant toxique. « Mais qui m'en veut à ce point ? »

PAGE 22

Economie
L'eldorado américain entre bluff et réalité

La concrétisation des investissements liés à l'Inflation Reduction Act de Joe Biden fait débat

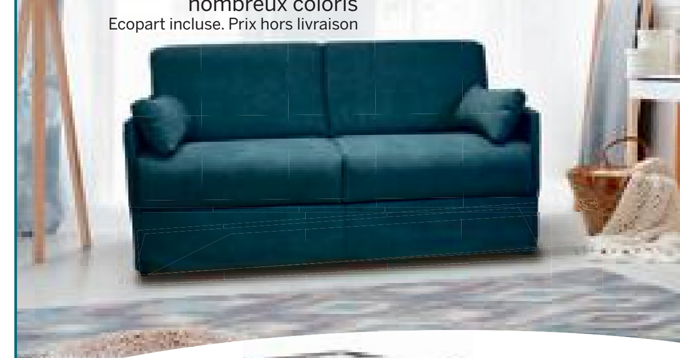
PAGE 11

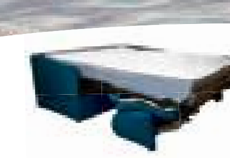
ÉDITORIAL
LA CAMPAGNE EN PANNE DE DONALD TRUMP

PAGE 26

À NOS LECTEURS

En raison de la non-parution du quotidien jeudi 15 août, pour le jour férié de l'Assomption, ce numéro double est daté jeudi 15 et vendredi 16 août. Merci pour votre fidélité.





Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT

M 00147 - 815 - F: 3,60 €

Le Monde
JEUDI 15 - VENDREDI 16 AOÛT 2024



Des soldats américains, au sein de la 57e base aérienne de l'armée de l'air roumaine, à Mihail-Kogalniceanu, en Roumanie, le 25 juillet.
ANDREEA CAMPEANU POUR « LE MONDE »

En Roumanie, le chantier d'une grande base de l'OTAN

Le site militaire Mihail-Kogalniceanu, face à la Crimée, est destiné à renforcer les capacités aériennes de l'Alliance dans l'est de l'Europe

REPORTAGE
BASE AÉRIENNE MIHAIL KOGALNICEANU (ROUMANIE) - *envoyé spécial*

Un ballet de pelleteuses et de camions laboure la Dobroudja, vaste plateau qui domine la mer Noire, dans l'est de la Roumanie. Au milieu de ce paysage sec et peu fertile, les engins terrassent, creusent et tracent déjà ce qui sera ici une piste d'atterrissage, là des voies de circulation pour les avions. *« Vous en pensez quoi ? »*, s'enquiert avec fierté le capitaine ingénieur Aurel Bocai en faisant en cette fin juillet la visite de ce gigantesque chantier commencé à peine un mois et demi plus tôt.

Officier des forces aériennes roumaines, il est le chef de projet de ce qu'il présente tout simplement comme *« le plus grand chantier entrepris par l'armée roumaine depuis les années 1990 »*. Si les 250 engins déployés six jours sur sept continuent à ce rythme, les avions de l'OTAN pourraient atterrir et décoller dès 2027 sur ce qui sera la deuxième piste de la base aérienne Mihail-Kogalniceanu. Construite à l'époque communiste, cette implantation militaire située à 30 kilomètres de la mer Noire connaît une nouvelle jeunesse depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Faisant face à la Crimée, la base « MK » – comme l'appellent les soldats étrangers déployés ici par peur d'écorcher le nom de la figure politique roumaine du XIXe siècle qui lui a donné son patronyme – est l'implantation la plus orientale de l'OTAN en Europe. Longtemps laissé à l'abandon, cet ensemble de vieux hangars rouillés et de bâtiments parfois mangés par la végétation est devenu, face à la menace russe, un des lieux les plus stratégiques pour la surveillance de la mer Noire et la protection aérienne du « flanc est » de l'Alliance atlantique.

Surface « multipliée par quatre »

Un peu partout entre les bâtiments anciens, des villages de containers ont été érigés à la va-vite, notamment par l'armée française, qui utilise toujours MK pour approvisionner ses forces terrestres déployées à Cincu, dans le centre de la Roumanie. A cela s'ajoutent les innombrables Humvee (des véhicules militaires) de couleur sable et les hélicoptères américains, et les avions de chasse finlandais alors chargés de la « police du ciel » roumain. Tous se partagent l'unique piste actuelle avec les avions low cost du petit aéroport civil voisin qui dessert Constanta, grande ville portuaire de l'est de la Roumanie.

« Avant 2022, il y avait surtout ici des champs de tournesol », décrit le commandant Nicolae Cretu, un grand brun, en montrant du doigt sur la vue aérienne de sa base étalée sur son bureau les parcelles qui sont désormais occupées par des engins ou des baraquements des forces militaires de l'OTAN. Décidée dès 2018, *« en réaction à ce qui s'est passé en Géorgie et en Crimée* [annexée par la Russie en 2014]*»*, l'extension permettra de transformer toutes ces installations temporaires en aménagements définitifs et d'augmenter sérieusement les capacités.

En plus du doublement de la piste, l'armée roumaine prévoit de multiplier les espaces de circulation et de stationnements pour les avions afin d'accueillir, notamment, un escadron de F16 que Bucarest doit bientôt acquérir auprès de la Norvège. Mais il y aura aussi *« des hangars, des parkings, une nouvelle tour de contrôle, des dépôts de munitions et de kérosène »*, promet le commandant Cretu, qui parle *« d'une multiplication par quatre de la surface actuelle »*.

Si le projet d'extension va bien au terme des quatre phases prévues, d'ici à 2040 c'est même *« une petite ville »* qui doit surgir au milieu de la steppe. *« On aura des écoles, des hôpitaux »* pour accueillir *« les familles des soldats »*, vante le militaire. *« Vous pouvez avoir des amis et des alliés, mais si vous n'avez pas de place pour les recevoir, vous ne pouvez pas exploiter le maximum de leur potentiel »*, résume-t-il, en évoquant l'idée d'accueillir des soldats de l'OTAN sur une durée beaucoup plus longue que les tournées actuelles de quelques mois.

Avec près de 3 000 hectares, la surface de la base dépassera même à terme celle de la base de Ramstein, en Allemagne, jusqu'ici plus grande implantation de l'OTAN en Europe, s'est empressée de noter la presse roumaine. Le commandant Cretu s'abstient d'une telle comparaison alors que la Roumanie est réputée avoir du mal à mener à bien ses grands projets d'infrastructures. Mais avec son budget de 2,5 milliards d'euros, il n'empêche que l'extension de MK est, de loin, le meilleur symbole de l'investissement majeur de ce pays de 19 millions d'habitants dans sa défense depuis l'invasion de l'Ukraine.

Membre de l'OTAN depuis 2004, la Roumanie est devenue, avec la Pologne, le voisin le plus important de l'Ukraine dans le soutien de son effort de guerre. Fermement pro-occidentale, la grande coalition entre socialistes et conservateurs au pouvoir depuis 2021 à Bucarest a décidé un investissement massif dans sa propre défense avec pour objectif d'atteindre 2,5 % de son PIB en 2024. *« La Roumanie est fortement engagée pour respecter ses engagements liés à son adhésion à l'OTAN »*, vante un porte-parole du ministère de la défense.

Au sein de ce budget, la dotation annuelle pour les projets d'infrastructures est passée de 149 millions d'euros en 2022 à 599 millions en 2024, ce qui permet *« d'améliorer l'état de préparation* [des bases militaires] *et de créer les conditions pour opérer et entretenir de nouveaux equipements »*, explique-t-il. Des chantiers ont été lancés à travers tout le pays sur des bases militaires souvent tombées dans le dénuement depuis la fin de la guerre froide.

Le gouvernement roumain a aussi fortement investi à Cincu, la base où l'armée française a installé, en 2022, le bataillon multinational dont elle a le commandement. *« Quand on est arrivés, les conditions étaient très spartiates, il a fallu installer des bungalows et construire des parkings. Ce sont des dizaines de millions d'euros qui ont été investis par la France et la Roumanie »*, assure le colonel Paul Courtiau, représentant adjoint des forces françaises en Roumanie.

> **D'ici à 2040, c'est même « une petite ville » qui doit surgir au milieu de la steppe**

Les Roumains ont notamment dû terrasser une colline et mènent *« des projets de réhabilitation de pont qui (…) nous permettront de faire des grands détours pour utiliser les routes aux abords de la base »*. A cela, s'ajoutent les nombreux aménagements en cours dans des bases secondaires autour de Cincu en vue des exercices Dacian Spring qui doivent démontrer, au printemps 2025, la capacité de l'armée française à projeter sur place une brigade de plus de 4 000 soldats en moins de dix jours en cas de besoin.

L'extension de la base aérienne de MK est, elle, placée davantage sous le patronage des Américains. Les forces armées des Etats-Unis l'utilisent depuis la fin des années 1990, notamment pour les guerres en Afghanistan et en Irak, mais elles sont devenues encore plus visibles depuis 2022. Le 21 juillet, deux bombardiers stratégiques B-52 américains ont même atterri à MK, une première en Roumanie.

« Cela va créer des emplois »

« Cela va nous donner la possibilité de nous entraîner ensemble et de voir s'ils peuvent opérer depuis ici en vérifiant toutes les procédures techniques », se réjouit le commandant Cretu, qui est régulièrement interrompu par le bruit de F18 finlandais qui assuraient encore fin juillet leur tour de soutien à la mission de police du ciel de l'OTAN en collaboration avec la Royal Air Force britannique, remplacée début août par les Espagnols. La veille, deux F18 ont dû décoller en pleine nuit pour réagir à la détection de drones russes ayant franchi les frontières roumaines, comme souvent depuis que Moscou vise les ports ukrainiens dans le delta du Danube.

> **Construit à l'époque communiste, le lieu connaît une nouvelle jeunesse depuis l'invasion russe en Ukraine**

« Au cours de notre mission [de quatre mois] *nous n'avons pas eu à lancer d'opération contre une action de l'armée russe en mer Noire, nos opérations collectives ont joué leur rôle dissuasif »*, se réjouit pour autant Karl Bird, commandant du détachement de six Typhoon de la Royal Air Force britannique arrivé d'Ecosse en mars avec près de 200 soldats. Même s'il refuse de critiquer les infrastructures actuelles, l'officier britannique a dû amener avec lui ses propres hangars aériens temporaires, ceux de MK n'étant plus utilisables depuis longtemps. Lorsqu'elle sera achevée, l'extension devrait permettre d'offrir plus facilement un soutien technique à tous les avions équipant les forces de l'OTAN.

Dans la petite ville voisine, qui s'appelle aussi Mihail Kogalniceanu, ce chantier est plutôt bien vu, même si de nombreux agriculteurs ont dû être expropriés. *« Cela va créer des emplois »*, salue Stefan, un Roumain de 23 ans qui travaille comme serveur au Hangar, un bar exclusivement destiné aux militaires américains avec ses prix indiqués en dollars et sa carte en anglais. *« Même s'il y a aussi le risque que les militaires bénéficient de tous les services dans l'enceinte de la base et n'en sortent plus du tout »*, s'inquiète ce jeune du cru.

« Notre niveau de vie va augmenter ! Sans la base il n'y aurait que du travail dans l'agriculture ici », est également persuadé Stefan Popa, 66 ans, ancien mécanicien pour les forces américaines venu profiter de la fraîcheur du soir dans le square qui fait face à l'entrée de la base, avec sa fille et ses petits-enfants. Dans cette ancienne ville de garnison construite à l'époque communiste pour héberger les familles de soldats puis tombée dans la léthargie, les décollages bruyants qui se multiplient sont synonymes de renaissance. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

A Soumy, en Ukraine, l'évacuation des civils s'accélère

Les habitants fuient la région devenue zone de guerre, où transitent des convois vers la Russie



Lidia quitte sa maison d'enfance, à Iounakivka, dans l'oblast de Soumy (Ukraine), le 12 août. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

REPORTAGE

SOUMY, YUNAKIVKA (UKRAINE) - *envoyé spécial*

Le visage de Lidia se déchire dans un sanglot alors qu'elle observe sa maison depuis la fenêtre d'un minivan s'apprêtant à l'emmener à des kilomètres de chez elle. L'intensification des bombardements sur son village de Iounakivka, en Ukraine, a fini par la forcer à demander une évacuation avec ses parents âgés.

Dimanche 11 août, à la veille de ce départ en trombe le long d'une route de terre, deux bombes aériennes guidées russes se sont fracassées à une rue de distance. *« C'était épouvantable,* se souvient-elle, secouée de spasmes, tandis que d'autres civils pénètrent dans le véhicule. *Tout ce que je suis parvenue à faire, c'est prier. »* Nul ne sait si elle reverra un jour le village et sa maison. Les affaires des familles ont été préparées à la hâte, rassemblées dans des cabas contenant des vies entières.

Le déclenchement, quelques jours plus tôt, le 6 août, de l'incursion ukrainienne sur le sol de la Fédération de Russie – la frontière est à quelques kilomètres à peine de Iounakivka –, a provoqué une intensification des bombardements russes sur les zones toutes proches. Depuis, ces territoires se sont brutalement transformés en zone de guerre où circulent à toute vitesse des convois militaires ukrainiens entrant et sortant de Russie.

Les évacuations des civils, impossibles à réaliser avant l'incursion en raison du secret militaire, nécessitent d'agir avec rapidité. Elles sont menées par des militaires, des policiers et des volontaires quand les Ukrainiens ne peuvent partir d'eux-mêmes. Serhiy Nadyarny, chargé de communication de l'administration de la région de Soumy, affirme que *« plus de 45 000 personnes »* sont susceptibles d'être éloignées, *« dont 3 600 enfants »*. Selon ce porte-parole, environ 20 000 habitants se sont déjà enfuis.

Dans le petit village de Iounakivka, lundi 12 août, l'organisation de volontaires Vostok-SOS, déjà active depuis 2014 dans l'est du pays, assistait encore plusieurs Ukrainiens, tout en proposant à d'autres civils de partir. Des explosions retentissaient au loin, alors que le minivan s'apprêtait à reprendre la route pour la ville de Soumy, à une trentaine de kilomètres.

L'intensification des frappes sur les villages a poussé de nombreuses personnes à trouver refuge dans la grande ville voisine, épargnée ces derniers temps par les bombardements. Si les tirs d'artillerie sur les zones frontalières se sont réduits avec le recul des forces armées russes, les civils rencontrés disent tous observer une intensification des frappes avec des bombes aériennes guidées.

> **Tetiana explique s'être décidée à partir après qu'une bombe est tombée sur la maison à côté de chez elle**

Nombreux risques

Dans un centre d'accueil de Soumy, Tetiana, 48 ans, qui refuse de donner son nom et d'être photographiée, à l'instar d'autres personnes, explique s'être décidée à partir après qu'une bombe est tombée sur la maison à côté de chez elle. *« La nôtre aussi est sans toit, sans porte et sans murs,* explique cette femme originaire du village de Bassivka, à 3 kilomètres de la frontière russe. *Il n'y a plus de moments de calme, c'est juste explosion après explosion. »*

Mardi 13 août, avec son mari, leurs enfants, et ses parents, elle a donc pris la route en voiture pour quitter Bassivka. Tetiana ne sait pas quoi penser de l'offensive ukrainienne sur la région de Koursk : *« On est juste contents que ce soit notre armée qui soit là-bas et pas les Russes ici. »*

Si les intérêts stratégiques de l'incursion dans la région russe de Koursk demeurent incertains, le fait que l'armée ukrainienne reparte à l'offensive semble satisfaire une partie de la population. *« C'est très bien,* affirme Natalia, 48 ans, originaire du village de Khotyne, situé à 10 kilomètres de la frontière russe. *On veut que nos garçons aient du succès là-bas. »*

L'opération comporte de nombreux risques pour les forces armées, alors que plusieurs brigades ukrainiennes ont été déployées. *« J'espère juste qu'ils n'ont pas envoyé des réserves qui pourraient être utiles sur d'autres fronts »*, reconnaît Natalia, rencontrée dans la périphérie de Soumy, non loin d'un centre d'accueil pour réfugiés.

Comme elle, beaucoup espèrent que l'offensive permettra d'alléger la pression des forces russes dans la région de Donetsk, où les forces armées ukrainiennes, en infériorité numérique, ne cessent de reculer. Les dernières informations arrivées de ce front situé plus au sud montrent que les troupes russes continuent de progresser. Selon le site *DeepState*, qui met à jour régulièrement l'évolution de la situation militaire sur une carte, elles ne se trouveraient plus qu'à 15 kilomètres de la ville stratégique de Pokrovsk.

« Très en colère »

Pour le moment, dans la région de Soumy, les civils attendent de voir comment cela va évoluer, tout en se réjouissant à demi-mot de l'humiliation subie par le Kremlin. *« On espère qu'avec cette offensive, les Russes comprendront qu'ils ne peuvent pas occuper l'Ukraine comme ils le souhaitent »*, dit Tetiana, du village de Bassivka.

Comme nombre d'habitants de ces régions frontalières de la Russie, Iryna Shevchenko, 47 ans, employée dans un petit magasin de la ville de Khotyne, avait elle aussi des amis et de la famille en Russie. Mais, depuis le début de l'invasion, *« nous n'avons plus que de la pitié pour eux »*, explique-t-elle. *« Nous sommes tous très en colère »*, renchérit Natalia, à ses côtés. *« Ça fait déjà trois ans qu'ils nous bombardent,* s'énerve Lydia, 72 ans, *et ils ne veulent pas se lever contre Poutine ? »*

Toutes disent avoir coupé les relations avec leurs proches dans le pays voisin depuis le déclenchement de l'invasion, en février 2022, car ces derniers ne les croyaient pas lorsqu'elles leur expliquaient être sous les bombes. *« Maintenant, ceux qui sont là-bas commencent à comprendre ce que nous vivons »* depuis deux ans et demi, assène Olga, 40 ans, également originaire de Khotyne. Est-ce qu'elles pensent qu'ils parviendront à se reparler un jour ? *« Il faudra des décennies, plusieurs générations,* considère Iryna Shevchenko. *Même nos petits-enfants, je ne suis pas sûre qu'ils y parviendront, car ils grandissent alors que les Russes sont notre plus grande menace. »* ■

THOMAS D'ISTRIA

Comment les Ukrainiens ont pu entrer si facilement en Russie

La zone frontalière de la région de Koursk, un no man's land de 5 à 10 kilomètres, était jugée peu risquée par Moscou, selon des experts

Bien planifiée, l'incursion de l'armée ukrainienne dans la région de Koursk a mis en évidence les vulnérabilités de l'armée russe, portant un coup au récit officiel d'un pays épargné par les hostilités. Mardi 6 août, des milliers de soldats ukrainiens ont pénétré sur le sol de la Russie sans rencontrer de résistance majeure. Les postes de contrôle établis, côté russe, le long des 245 kilomètres de frontière que la région de Koursk partage avec l'Ukraine, étaient tenus pour l'essentiel par des appelés dans les rangs des gardes-frontières, dépendant du FSB, le service russe de sécurité, peu entraînés, et par des unités d'infanterie de l'armée légèrement équipées.

Les Ukrainiens ont effectué leur percée avec une facilité déconcertante. *« Ce n'était pas très dur*, assure Stéphane Audrand, consultant en risques internationaux et officier de réserve. *Depuis le printemps 2022, la frontière au nord du Donbass était calme, hormis quelques petits raids. Donc il n'y avait que deux lignes de tranchées assez simples, quelques champs de mines et peu d'hommes – quelques centaines de membres du FSB et de la garde nationale russe. »* La zone, un no man's land de 5 à 10 kilomètres de profondeur, était jugée peu risquée par Moscou, et tous les regards étaient braqués sur le Donbass, où se concentrent les combats depuis des mois.

Selon l'expert militaire, les forces ukrainiennes sont entrées d'autant plus aisément que leur ennemi avait commencé à déminer la zone en vue de lancer une offensive. *« Depuis quelque temps, les Russes préparaient à bas bruit une attaque sur Soumy* [Ukraine] *depuis la zone frontalière. Le déminage avait commencé, mais ils n'avaient pas massé de troupes. »* Avertis grâce aux drones et aux radars, les Ukrainiens y auraient vu *« un effet d'opportunité »* et décidé de *« préempter l'attaque »* en s'élançant les premiers, poursuit M. Audrand : *« C'est astucieux, ils ont repris l'initiative alors que, depuis novembre 2023, la Russie imposait son tempo. »*

L'effet de surprise a été d'autant plus grand que Moscou était convaincu que les Ukrainiens n'étaient pas en capacité d'attaquer et qu'ils se focalisaient sur le Donbass et la Crimée. Quelques semaines avant l'incursion, Kiev avait massé des milliers de soldats dans la région de Soumy. Comment se fait-il que ces mouvements n'aient pas retenu l'attention du renseignement russe ? *« Je ne peux pas croire qu'*[ils] *ne savaient pas »*, a confié, lundi 12 août, le général Andreï Gouroulev, vice-président du comité de défense de la Douma, la Chambre basse du Parlement russe, au média en ligne *Svobodnaïa Pressa*.

Ce revers jette une lumière crue sur le fonctionnement du haut commandement de l'armée de Moscou. Selon les chaînes Telegram russes Rybar et VchK-OGPU, le général Esedoulla Abatchev, chargé de la protection de la frontière à Koursk, avait signalé à ses supérieurs, il y a de cela quelques semaines, une concentration anormale de troupes ukrainiennes dans la région de Soumy, mais l'état-major n'y avait pas cru ou n'avait pas voulu y croire.

Assaut minutieusement préparé

De fait, Kiev martèle depuis des mois être à court d'hommes et de munitions. Comment imaginer que ses forces puissent lancer une attaque de cette envergure, de surcroît sur le sol ennemi ? *« Les Russes pensaient aussi qu'ils* [les Ukrainiens] *n'auraient pas le soutien des Etats-Unis »* pour attaquer leur territoire, ajoute M. Audrand.

Les Ukrainiens semblent avoir minutieusement préparé leur assaut. Contrairement aux incursions précédentes, effectuées avec des effectifs très limités – quelques dizaines à une centaine d'hommes –, ils ont cette fois déployé des milliers de soldats aguerris. *« Ils ont renoué avec le combat de manœuvre et créé des groupes mobiles. Ils sont arrivés par petits groupes, très discrètement, parfois en civils, puis ont concentré très rapidement leurs forces »*, décrypte M. Audrand. Les troupes de Kiev ont ensuite franchi les fortifications grâce à des drones FPV, *first person view*, une munition rôdeuse capable de frapper n'importe quelle cible avec une grande précision. *« C'est la première fois qu'on voit ces engins assurer à ce point un rôle d'appui feu ; d'habitude, on appelle un soutien artillerie »*, relève l'expert.

« On est au point culminant : ils [les Ukrainiens] *n'avancent presque plus, même s'ils attaquent certains points pour prendre des positions en hauteur »*, poursuit M. Audrand. Les forces ukrainiennes ont pris le contrôle de 28 localités, selon le rapport fait au président russe, Vladimir Poutine, par le gouverneur par intérim de la région de Koursk, Alexeï Smirnov. Mardi 13 août, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, en a pourtant revendiqué un plus grand nombre. *« Malgré des combats difficiles et intenses, l'avancée de nos forces dans la région de Koursk se poursuit (...). Il y a soixante-quatorze localités sous* [notre] *contrôle »*, a-t-il affirmé sur Telegram.

La riposte russe, elle, tarde à s'organiser. Moins mobiles, peu réactives et mal coordonnées, les troupes peinent, pour l'heure, à contrecarrer l'offensive ukrainienne. Le manque d'hommes et de matériel se fait sentir. *« Ils sont un peu à flux tendu car tout part vers le front. Donc, là, ils raclent les fonds de tiroir »*, affirme M. Audrand.

Des jours à venir décisifs

Moscou a fait venir quelques petites unités de positions situées en Ukraine, mais privilégie un renfort provenant du territoire russe pour éviter de dégarnir le front du Donbass. *« Il faut de nouveaux moyens pour monter la contre-offensive, et cela prend du temps*, analyse Thibault Fouillet, directeur scientifique de l'Institut d'études de stratégie et de défense. *Le but, c'est de circonscrire la menace à moindre coût. »*

Les jours à venir seront décisifs : les troupes ukrainiennes vont-elles se retirer, relancer des attaques ou chercher à tenir leurs positions ? Cette dernière hypothèse les exposerait au risque d'une nouvelle guerre d'attrition, favorable à la Russie. Se maintenir de façon durable dans la région de Koursk, surtout dans la profondeur, constitue un défi de taille pour les Ukrainiens, dont les lignes d'approvisionnement risquent d'être vulnérables aux tirs ennemis. Ces dernières heures, la situation a évolué rapidement. Des renforts russes sont en route vers la région de Koursk. *« Dix à douze bataillons, totalisant environ 5 000 hommes, y ont été transférés »*, a déclaré, lundi, l'expert militaire Iouri Fedorov à Radio Svoboda – le service en langue russe de Radio Liberté.

Pour l'heure, côté ukrainien, *« il semble y avoir un renforcement dans la région de Soumy, mais on ignore si c'est un renforcement ou juste des remplacements*, observe M. Fouillet. *Pour la première fois* [depuis le début de la guerre], *on assiste à un déplacement massif de la population russe et à la remise en cause du récit officiel du Kremlin, selon lequel il ne s'agit que d'une "opération militaire spéciale" et que tout est sous contrôle »*.

Mercredi 14 août, le gouverneur de la région russe de Belgorod a décrété l'état d'urgence, évoquant une situation *« extrêmement difficile »* due aux bombardements des forces ukrainiennes sur cette autre zone frontalière. ■

MARIE JÉGO ET FAUSTINE VINCENT

POLOGNE

Achat « historique » de 96 hélicoptères de combat américains

La Pologne a signé, mardi 13 août, un accord avec l'entreprise américaine Boeing pour l'achat de 96 hélicoptères de combat Apache, un contrat qualifié d'*« historique »* et destiné à renforcer l'armée polonaise en pleine modernisation depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le montant de cette transaction s'élève à 10 milliards de dollars (9,1 milliards d'euros), selon le ministre de la défense polonais, Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, lors d'une cérémonie officielle. *« Ces 10 milliards sont une assurance pour notre pays, une assurance de notre liberté »*, a souligné de son côté le vice-ministre, Pawel Bejda. – *(AFP.)*

JAPON

Le premier ministre nippon sur le départ

L'impopulaire premier ministre japonais, Fumio Kishida, a annoncé, mercredi 14 août, son intention de se retirer de la course à la tête du Parti libéral-démocrate (PLD) en septembre, ce qui signifie qu'il quittera son poste de chef du gouvernement. *« Dans cette élection pour la présidence* [du parti], *il est nécessaire de montrer au peuple que le PLD est en train de changer »*, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Le PLD, au pouvoir au Japon presque sans interruption depuis 1945, doit organiser en septembre une élection interne pour en désigner le chef, et donc celui ou celle qui assurera les fonctions de premier ministre. – *(AFP.)*

La Slovaquie en guerre contre les artistes

Des milliers de manifestants réclament la démission de la ministre de la culture d'extrême droite

VIENNE - *correspondant régional*

Sous une chaleur accablante, et malgré les congés estivaux, des milliers de Slovaques sont descendus, lundi 12 et mardi 13 août, dans les rues de Bratislava pour dénoncer une nouvelle étape dans les inquiétantes purges menées par le gouvernement populiste de Robert Fico au pouvoir depuis le 25 octobre 2023 dans ce petit pays d'Europe centrale. Constitués en grande partie d'artistes, les cortèges ont appelé à la *« démission »* de sa ministre de la culture, Martina Simkovicova, figure de l'extrême droite prorusse qui écarte un par un les artistes refusant de s'aligner sur sa vision de la culture.

Autoproclamée *« défenseuse de la culture slovaque et rien d'autre »*, Mme Simkovicova a lancé une véritable guerre culturelle contre *« l'idéologie LGBT »*, qu'elle accuse de participer *« à l'extinction de la race blanche »* en Europe. Après avoir déjà écarté plusieurs dirigeants d'institutions publiques ces derniers mois, cette complotiste antivax a mis le feu aux poudres, mardi 6 et mercredi 7 août, en licenciant sur-le-champ le directeur du Théâtre national slovaque, Matej Drlicka, et la directrice de la Galerie nationale slovaque, Alexandra Kusa. Tous les deux ont été accusés dans un communiqué d'*« activisme politique progressiste-libéral »*, non conforme au *« programme culturel du gouvernement axé sur les valeurs traditionnelles et l'héritage de nos ancêtres »*.

Le directeur du Théâtre national et la directrice de la Galerie nationale ont été licenciés

« Une fonctionnaire du ministère a sonné à la porte de mon domicile de bon matin pour m'annoncer mon licenciement », raconte, au *Monde*, M. Drlicka, qui dirigeait, depuis 2021, la principale scène publique slovaque, qui comprend à la fois un théâtre, un opéra et un ballet. *« Depuis que j'avais exprimé mon désaccord avec ce qu'il se passe en Slovaquie lors de la cérémonie de l'équivalent slovaque des Oscars, on m'avait fait comprendre que j'étais foutu »*, assure ce clarinettiste de formation qui vient, par ailleurs, d'être décoré pour sa carrière de l'ordre des Arts et des Lettres par la France.

Même s'il s'enorgueillit d'avoir fait de son lieu *« un miroir de la société slovaque »* avec de nombreuses pièces politiques au répertoire, M. Drlicka assure *« n'avoir jamais déclaré ses opinions politiques, ni appeler à voter pour qui ce soit »*. Mais, dans un pays copiant de plus en plus ouvertement la Hongrie voisine de Viktor Orban avec un gouvernement qui s'attaque à l'indépendance de la justice, de la police ou des médias et licencie les fonctionnaires gênants par dizaines, il suffit désormais d'apparaître comme un artiste un brin contestataire pour être visé par le pouvoir.

Dans une conférence de presse convoquée pour défendre ces limogeages, le très influent secrétaire général du ministère de la culture, Lukas Machala, a ainsi vivement attaqué les manifestants en promettant ouvertement de licencier prochainement d'autres dirigeants d'institutions culturelles. *« Nous ne serons jamais intimidés, ni intéressés par les pleurs, les lamentations et les aboiements de ceux qui vivent de vos impôts »*, a fustigé ce proche de la ministre, connu pour être allé jusqu'à se demander si la Terre était ronde.

Purges dans la police

Mme Simkovicova a été désignée ministre de la culture en octobre 2023 par le Parti national slovaque (SNS), une formation d'extrême droite prorusse, qui a formé une coalition avec le parti populiste Smer-SD de Robert Fico. Ancienne présentatrice de télévision, elle s'était fait connaître en 2015 pour avoir été licenciée de la plus grande chaîne privée du pays, après avoir tenu des propos xénophobes, puis était devenue une des modératrices les plus connues d'une influente chaîne de télévision en ligne prorusse.

Dès sa nomination, elle a cessé de financer tous les projets artistiques promouvant la tolérance pour les minorités sexuelles. *« Les organisations LGBT ne parasiteront plus l'argent du département de la culture »*, a-t-elle estimé. Elle a ensuite fait remplacer la directrice du musée pour enfants de Bratislava par une de ses proches et fait licencier la totalité des équipes du musée d'art contemporain Kunsthalle Bratislava. En parallèle, elle s'est attaquée à l'audiovisuel public en faisant voter une loi pour prendre le contrôle de ses organes de direction. Entrée en vigueur début juillet, ce texte s'est déjà traduit par la mise à l'écart de plusieurs journalistes jugés trop critiques.

Face à ces purges, près de 180 000 Slovaques ont signé une pétition pour dénoncer *« les attaques contre la liberté de création »* et appeler Robert Fico à la démettre de ses fonctions. *« La mobilisation est énorme, les étudiants et les syndicats commencent à bouger »*, assure M. Drlicka, qui prévoit de grandes grèves lors de la reprise de la saison culturelle en septembre et veut croire qu'il existe *« une chance »* pour que M. Fico préfère se séparer de sa ministre. Cet ancien social-démocrate, devenu de plus en plus nationaliste au fil de ses quatre mandats de chef de gouvernement, n'a toutefois montré jusqu'ici aucun signe qu'il était prêt à prendre ses distances avec ses alliés du SNS.

L'« idéologie LGBT » participe « à l'extinction de la race blanche », pour la ministre de la culture prorusse

Visé par une tentative d'assassinat le 15 mai, M. Fico se montre au contraire encore plus radical depuis son retour de convalescence en juillet. Dans des discours incendiaires, il a notamment accusé ses opposants et *« le café de Bratislava »*, une expression qui désigne l'élite culturelle du pays, d'être derrière la main du retraité anonyme qui lui a tiré dessus en le blessant gravement. Dimanche 11 août, le chef du gouvernement a de nouveau pris la défense de sa ministre de la culture, dans une vidéo publiée sur Facebook, en assurant que *« nos opposants la détestent parce qu'elle a fait adopter un certain nombre de lois importantes sur les médias »*.

Lui-même continue en parallèle de mener de vastes purges dans la justice et dans la police contre tous ceux qui ont osé enquêter ces dernières années sur les affaires de corruption l'impliquant, tout cela sous l'œil jusqu'ici impuissant de l'Union européenne. Au moment même de l'annonce des limogeages dans la culture, le ministre de la justice, Boris Susko, a subitement décidé, à la surprise générale, de suspendre la peine de l'ancien procureur Dusan Kovacik, condamné en 2022 à huit ans de prison pour corruption. Bien que très contestée, cette libération est passée au second plan face à l'indignation provoquée par les purges dans la culture. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Le Parti libéral allemand assume une « politique pour la voiture »

En perte de vitesse, le FDP prône le retour de l'automobile au centre-ville, quitte à accroître les tensions au sein de la coalition au pouvoir

BERLIN - *correspondant*

Alors que les trois partis membres du gouvernement d'Olaf Scholz ont déjà le plus grand mal à s'entendre pour boucler leur projet de budget pour 2025, un nouveau sujet de discorde vient fracturer encore un peu plus la coalition du chancelier allemand. Sous le titre « Une politique pour la voiture », les libéraux-démocrates ont présenté, lundi 12 août, une série de mesures accueillies avec consternation par leurs partenaires sociaux-démocrates et écologistes. La principale d'entre elles concerne le stationnement de courte durée dans les centres-villes. Idéalement, le Parti libéral-démocrate (FDP) souhaiterait qu'il soit gratuit, mais il propose d'instaurer un abonnement valable à l'échelle nationale, à l'instar du passe ferroviaire permettant de voyager de façon illimitée dans toute l'Allemagne pour 49 euros par mois.

Afin de faciliter la vie des automobilistes, le FDP propose également de rendre plus compliquée la création de pistes cyclables et de rues piétonnes, en obligeant les communes à consulter davantage les habitants et les entreprises avant de prendre toute décision allant dans ce sens. *« Nous ne voulons pas d'une politique antivoiture fondée sur toujours plus d'interdictions »*, a résumé le secrétaire général du FDP, Bijan Djir-Sarai, lors de la présentation de ce plan, qui promet de porter un coup d'arrêt aux *« projets de l'Union européenne contre les véhicules diesel »* et veut rendre l'Allemagne *« plus attractive »* pour ceux qui souhaitent développer le sport automobile en général, et la formule 1 en particulier. *« Nous voulons alléger les contraintes qui pèsent sur les automobilistes et nous opposer à la politique de mise sous tutelle prônée par les Verts »*, a ajouté M. Djir-Sarai.

Sans surprise, ces derniers ont balayé les propositions de leurs partenaires de coalition. *« Cela n'a pas de sens d'opposer les voitures aux piétons »*, a réagi le vice-président du groupe Vert du Bundestag, Andreas Audretsch. *« Croire que l'on va renforcer l'activité économique des centres-villes en augmentant le nombre de voitures est une dangereuse erreur »*, lui a fait écho le maire écologiste de Hanovre, Belit Onay.

Chute libre dans les sondages

Au Parti social-démocrate (SPD), le parti de M. Scholz, l'accueil a été tout aussi glacial. *« Le FDP exploite le thème de la voiture sur un mode populiste dans la perspective des prochaines élections régionales* [prévues en septembre dans trois Länder d'ex-Allemagne de l'Est]. *Dans sa façon d'opposer les modes de transport les uns aux autres, il revient à une vision des années 1970 »*, a fustigé le député Detlef Müller, spécialiste des questions de transport au SPD.

Déjà absent des Parlements régionaux de Saxe et du Brandebourg, le FDP, traditionnellement faible dans l'est du pays, pourrait cette fois être également évincé du Parlement de Thuringe. Dans ce Land, où ils comptent actuellement quatre députés, les libéraux ne sont crédités que de 2 % à 3 % des intentions de vote, loin des 5 % nécessaires pour être représentés au Parlement régional.

Que le FDP, opposant de longue date à l'instauration d'une vitesse limite sur les autoroutes allemandes, défende les intérêts des automobilistes n'a rien d'étonnant. Son président en personne, Christian Lindner, l'actuel ministre fédéral des finances, a depuis toujours la passion des grosses cylindrées, ayant lui-même acheté sa première Porsche à l'âge de 19 ans.

Au cœur de l'été, et tandis que le gouvernement devait se réunir pour la première fois en conseil des ministres, mercredi 14 août, après deux semaines de pause, cette initiative n'en est pas moins politiquement significative. Alors que d'autres formations politiques, comme la CDU-CSU (droite conservatrice) ou l'Alternative pour l'Allemagne (extrême droite), se veulent également les porte-voix des automobilistes, le FDP veut éviter, au risque de pratiquer la surenchère, de se faire déposséder d'un sujet qui a toujours fait partie de son ADN.

Pour un FDP en chute libre dans les sondages – il est crédité de 5 % à l'échelle nationale, soit moitié moins que son score aux législatives de 2021 –, ce retour aux fondamentaux a tout de l'opération de survie politique. Reste que, ce faisant, les libéraux envoient un message sans équivoque : à treize mois des législatives, prévues en septembre 2025, ils ne sauraient signifier plus clairement que leur alliance avec les Verts et les sociaux-démocrates, dont la cohésion est déjà rudement mise à l'épreuve depuis près de trois ans, n'a plus guère d'avenir à leurs yeux. ■

THOMAS WIEDER

Israël : la remise en cause inavouée du sauvetage des otages

Alors que les négociations sur Gaza devaient reprendre, Nétanyahou et ses alliés écartent la doctrine qui prévalait pour les captifs israéliens



Soutiens et proches des otages retenus par le Hamas prient, lors de la fête juive de Tisha Beav, à Jérusalem, le 12 août. LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

JÉRUSALEM - *correspondance*

Dans les rues d'Israël, les affiches montrant les otages ont changé, depuis leur première impression. Les noms et les visages restent les mêmes, mais après plus de trois cents jours de détention, les âges ont été corrigés. Trente-neuf ans au lieu de 40 pour l'un des otages, 20 plutôt que 19 pour un autre. *« Nous voulons un accord. Nous voulons que notre gouvernement fasse sa part. Il y a eu de nombreuses occasions ratées. Mais, à chaque fois, on espère. Les otages ne pourront pas tenir beaucoup plus longtemps… »*, s'inquiète Naomi Sappir, volontaire au Forum des familles de disparus et otages, une organisation israélienne non gouvernementale qui tente de maintenir l'attention sur cette cause. Elle organisait, dans la soirée du lundi 12 août, à Jérusalem, la cérémonie de Tisha Beav, consacrée cette année aux captifs du Hamas, encore 115, sur les 240 pris en otage le 7 octobre 2023.

La foule est nombreuse, environ 2 000 personnes, et mélangée. Au public habituel, plutôt, laïque, se mêlent des familles à l'allure plus religieuse. Commémoration en souvenir des calamités qui se sont abattues sur le peuple juif, Tisha Beav rappelle, entre autres, la destruction des temples de Jérusalem, l'expulsion d'Espagne, ou encore la Shoah. Le massacre du 7 octobre 2023 sera peut-être ajouté à cette terrible liste. Ou, plus précisément, la prise d'otages qui a suivi, inédite par son échelle dans l'histoire d'Israël.

Jeudi 15 août, l'Etat hébreu s'apprête à s'engager dans des négociations de la dernière chance, à Doha. Pressé par son allié américain, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a accepté d'envoyer des émissaires dans la capitale qatarie. Les pourparlers échouent depuis la première trêve de novembre 2023, qui a permis la libération de 80 Israéliens.

S'ils n'aboutissent pas, cette fois encore, la région est promise à une escalade dangereuse avec l'Iran et ses alliés, et notamment le Hezbollah, après l'assassinat ciblé d'un de ses cadres, Fouad Chokr, et celui du chef du bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, tous deux attribués à Israël, et commis le même jour, le 31 juillet, à Beyrouth et Téhéran.

Empêcher la capture de soldats

Le kidnapping de masse du 7 octobre 2023 pourrait aussi signifier le dernier acte d'un changement de doctrine de l'Etat d'Israël. Le prix à payer pour le retour des otages paraît trop élevé à deux figures du gouvernement, membres de l'extrême droite suprémaciste, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir. Indispensables à M. Nétanyahou pour que celui-ci se maintienne au pouvoir et évite les procès pour corruption, fraude et abus de confiance, lors desquels il pourrait être condamné à des peines de prison, MM. Smotrich et Ben Gvir refusent tout arrangement avec le Hamas au profit de la poursuite de la guerre et d'une destruction sans retour de Gaza. Le premier qualifie un éventuel accord de *« dangereux piège »*, tandis que son acolyte estime qu'il s'agirait d'une *« grave erreur »*.

Cet abandon des otages est pourtant en contradiction avec l'une des valeurs fondatrices de l'Etat d'Israël : celle de ramener tous ses citoyens juifs, morts ou vivants. Dès la guerre d'indépendance, en 1948, l'exemple du « convoi des 35 », une escouade de la Haganah, organisation paramilitaire sioniste, tombée dans une embuscade tendue par des combattants palestiniens, est entré dans la légende du nouvel Etat. Israël a fait tout son possible pour récupérer les corps. Cet état d'esprit a perduré dans les guerres suivantes, où le retour des prisonniers et des morts au combat a été une priorité nationale.

Mais la fin des guerres entre Etats au profit de groupes armés a fait monter les enchères. Les échanges sont devenus de plus en plus inégaux. L'accord Jibril, en 1985, a permis la libération de 1150 détenus palestiniens en échange de trois soldats israéliens. L'Israélien Elhanan Tannenbaum, capturé par le Hezbollah à Dubaï, a été libéré en 2004, accompagné des dépouilles mortelles de trois soldats, contre 435 prisonniers. Quant au soldat franco-israélien Gilad Shalit, aux mains du Hamas pendant cinq ans à Gaza, il a été échangé en 2011 contre 1027 Palestiniens – dont Yahya Sinouar.

Ce que certains considéraient comme un point faible a entraîné la mise en place d'une directive, restée longtemps secrète, dite « Hannibal », réservée aux militaires. Premier accroc à la doctrine de sauvetage à tout prix, son objectif est d'empêcher la capture de soldats israéliens vivants, quitte à les tuer à distance avec leurs ravisseurs. Elle aurait été mise en place au plus fort de l'occupation du sud du Liban, en 1986. Et le journal *Haaretz* a révélé, au mois de juillet, qu'elle avait été utilisée à six reprises au moins le 7 octobre 2023.

Le deuxième accroc paraît être le prix payé pour la libération de Gilad Shalit. Fortement critiqué pour cette opération, Benyamin Nétanyahou semble, alors, avoir décidé d'abandonner les otages, par calcul politique ou conviction idéologique. En 2014, il a fait traîner les pourparlers pour échanger les corps de deux soldats israéliens capturés lors de la guerre à Gaza, ainsi que deux civils, que le Hamas, et en premier lieu Yahya Sinouar, tentait de monnayer contre des prisonniers. *« Il y a un prix pour l'absence d'accord. Au bout de neuf ans de négociations sans succès, Sinouar a compris qu'il fallait augmenter la mise »*, analyse le colonel de réserve Doron Hadar, ancien négociateur qui a notamment participé aux pourparlers aboutissant à la première trêve, en novembre 2023. Selon lui, l'attaque du 7 octobre 2023 avait été conçue, avant tout, comme une immense opération de prise d'otages.

Indispensables à M. Nétanyahou, deux figures d'extrême droite au gouvernement refusent tout arrangement avec le Hamas

Ajout incessant de conditions

Depuis, le premier ministre ralentit les multiples négociations qui se tiennent, par des provocations martiales ou l'ajout incessant de nouvelles conditions, comme le révèle, dans une enquête publiée mardi, le *New York Times*. M. Nétanyahou a vertement répliqué sur le réseau social X qu'il ne s'agissait que de *« clarifications »*. Mais il a surtout pris soin de rappeler vouloir la *« destruction »* du Hamas, un objectif encore loin d'être atteint, alors que Yahya Sinouar vient d'être nommé chef du bureau politique du mouvement islamiste palestinien, en remplacement d'Ismaïl Haniyeh.

Architecte de l'attaque du 7 octobre 2023, dur parmi les durs, Yahya Sinouar pourrait ne pas être fermé aux négociations. *« Je l'ai rencontré personnellement et je crois que je sais comment il pense. C'est un narcissique avec des objectifs maximalistes, mais c'est aussi un réaliste qui comprend les bénéfices d'un accord »*, affirme Doron Hadar.

Le mouvement islamiste palestinien demande, quant à lui, le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza, le retour des déplacés dans leurs lieux de résidence, plus d'aide humanitaire et le lancement de la reconstruction. Mais surtout, il souhaite la libération de nombreux prisonniers, dont des figures de premier plan comme Marwan Barghouti, très populaire auprès des Palestiniens, et partisan de la solution à deux Etats.

Peu d'analystes sont optimistes quant au succès des pourparlers, organisés jeudi, pour un cessez-le-feu. Asa Kasher ne croit pas pour autant à une remise en question des valeurs fondamentales d'Israël. Ce professeur de philosophie à l'université de Tel-Aviv, qui a contribué à la rédaction du code d'éthique de l'armée, estime que l'abandon des otages est l'œuvre d'un gouvernement radical, pas de l'Etat hébreu : *« Dans leur vision raciste et fanatique, les partis ultranationalistes veulent voir Israël conquérir la bande de Gaza. Benyamin Nétanyahou se comporte comme un chef mafieux. Les familles des otages se font attaquer dès qu'elles s'expriment. On se bat dans un cadre démocratique contre des forces non démocratiques. »* ■

SAMUEL FOREY

La dernière provocation de Ben Gvir

Figure de l'extrême droite suprémaciste, le ministre de la sécurité nationale israélien, Itamar Ben Gvir, veut précipiter une guerre régionale. Accompagné de quelque 2 200 colons, il a prié, mardi 13 août, sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam, en violation d'un statu quo établi par l'Etat d'Israël lui-même, après la conquête de la ville sainte en 1967. Une première pour un ministre israélien. Si l'esplanade Al-Aqsa, considérée comme le mont du Temple, un lieu sacré, pour les juifs, est ouverte à tous lors des heures de visite, seuls les cultes musulmans y sont autorisés – les rites juifs sont réservés au mur des Lamentations, un vestige de l'ancien temple détruit par les Romains en 70 de notre ère. *« Provocation inutile »* ou *« inacceptable »*, l'ONU, l'Union européenne, les Etats-Unis et plusieurs pays musulmans ont dénoncé l'attitude du chef du parti d'extrême droite Puissance juive, qui souhaite raser l'esplanade pour construire un troisième temple.

En Flandre, un écrivain de renom poursuivi pour antisémitisme

Dans une chronique, Herman Brusselmans dit son « envie d'enfoncer un couteau pointu dans la gorge de chaque juif » qu'il rencontre

BRUXELLES - *correspondant*

L'Association juive européenne (EJA) et diverses organisations belges de défense de la communauté juive entendent faire traduire en justice Herman Brusselmans, 66 ans, l'un des écrivains flamands les plus célèbres, auteur d'une chronique, parue le 4 août, dans le magazine *Humo*. Evoquant la guerre à Gaza et s'incarnant en un père palestinien voyant son fils pleurer sa mère morte, M. Brusselmans évoquait notamment sa colère et son envie *« d'enfoncer un couteau pointu dans la gorge de chaque juif que je rencontre »*. *« Bien sûr, il faut toujours se dire que tous les juifs ne sont pas des salauds meurtriers »*, ajoutait l'écrivain.

Avec son texte, cet auteur de nombreux romans et essais a, en tout cas, déclenché une tempête médiatique et juridique et s'est attiré les foudres d'Unia, l'Institut flamand des droits humains. Face aux critiques virulentes qui ont rapidement enflé, il a invoqué son droit à la libre expression, à la satire, *« à l'exagération, à l'ironie et même au sarcasme »*.

Les organisations juives refusent, elles, de croire que sa tribune relève d'autre chose que d'une incitation au meurtre et réclament des excuses. Elles ont aussi demandé – en vain – le retrait du magazine de la vente et la suspension du chroniqueur. La porte-parole du centre Unia a, elle, jugé que le texte alimente *« le climat ambiant hostile aux juifs »*.

Après avoir défendu Herman Brusselmans, la direction d'*Humo*, propriété du puissant groupe DPG, présent également aux Pays-Bas et au Danemark, a finalement retiré le texte de son site vendredi 9 août.

Des propos « choquants »

D'autres journaux du groupe DPG n'ont pas clairement défendu le chroniqueur, qui n'en est pas, par ailleurs, à sa première polémique. Il a notamment été condamné à une amende de 100 000 euros en 1999 pour avoir dénigré une créatrice de mode, Ann Demeulemeester, qualifiée dans un de ses livres de *« polype naine aux yeux boudeurs »*.

Het Laatste Nieuws plaidait cependant, le 8 août, pour *« une idée de la liberté d'expression (…) qui s'applique à tout et à tout le monde »*. *De Morgen* écrivait, de son côté, que *« dans une société véritablement libre, dotée d'une opinion véritablement libre, les propos durs, simples et inappropriés d'Herman Brusselmans devraient également pouvoir passer. C'est-à-dire : avec beaucoup d'indignation, de critiques et de droits de réponse, mais sans menace judiciaire »*.

Pol Deltour, président de l'Association des journalistes professionnels, estime également que les propos, *« en effet choquants »*, de l'intéressé pouvaient toutefois être publiés dans le cadre d'une chronique. Mardi 13 août, le célèbre écrivain néerlandais Arnon Grunberg, qui collaborait depuis vingt-cinq ans avec *Humo*, annonçait, pour sa part, en signe de protestation contre cette publication, mettre un terme à ses chroniques dans le magazine qu'il taxe désormais de *« révisionniste »*.

Herman Brusselmans se retrouvera-t-il bientôt devant un tribunal ? Juriste et professeur émérite de droit des médias aux universités d'Anvers et de Louvain, Leo Neels pense qu'il échappera à une condamnation pénale mais qu'un juge civil aura, lui, à faire la balance entre le droit à la liberté d'opinion et une éventuelle incitation à l'antisémitisme.

Les avocats des parties civiles entendent, eux, bel et bien obtenir la tenue d'un procès devant le tribunal correctionnel d'Anvers et introduiront prochainement une requête en ce sens, confirme au *Monde* Me Julien Uyttendaele.

Dans les quelque soixante-quinze livres qu'il a publiés, Herman Brusselmans, ancien bibliothécaire et footballeur, a souvent raillé une société flamande conformiste et mis en scène des personnes marquées par l'ennui ou essentiellement caractérisées par leur attrait pour le sexe et l'alcool. Ses romans se moquent aussi généreusement du monde des lettres. L'auteur, célèbre pour l'abondante chevelure qui l'a longtemps caractérisé, est aussi parvenu à capter l'intérêt des jeunes générations par ses nombreuses apparitions dans des émissions de télévision. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Climat : dans les Alpes, des villages en sursis

Dans le Tessin, des pans entiers de montagne se sont écroulés en raison du changement climatique



Au hameau de Fontana, dans le val Bavona (Suisse), le 31 juillet, après que des laves torrentielles se sont déversées dans la nuit du 29 au 30 juin. BERTRAND STOFLETH POUR « LE MONDE »

REPORTAGE

VAL BAVONA (SUISSE) - *envoyé spécial*

La montagne s'est toujours écroulée par ici, semblent rappeler les monolithes de gneiss antédiluviens encombrant le lit de la rivière, depuis longtemps recouverts de végétation. Mais la montagne s'est rarement écroulée comme dans la nuit du 29 au 30 juin, comme en témoigne l'énorme amas de roches qui a englouti la moitié du village de Fontana, à l'entrée du val Bavona, en Suisse. Nous sommes à une trentaine de kilomètres au nord de Locarno (canton du Tessin), la ville du célèbre festival de cinéma, sur les rives du lac Majeur. L'éboulement a failli, à 1 mètre près, emporter le *rustico* (maison en pierre) de Fabian Balli, occupé à dégager ce qui reste de sa terrasse.

Effort dérisoire : le spectacle qui s'offre à la vue n'est plus que désolation minérale, là où se trouvaient il y a quelques semaines les maisons de ses voisins et les pâturages des chèvres. *« Il pleuvait depuis des heures, une pluie inouïe, terrible. On sentait bien qu'elle pouvait apporter un grand malheur, car la montagne était instable depuis des mois, avec les précipitations continuelles,* raconte l'homme en sueur, une pelle à la main. *Il était 23 h 30. Je dormais à l'étage quand j'ai été réveillé en sursaut par un grondement indescriptible, de la terreur pure. Je suis descendu, j'ai ouvert la porte, et j'ai deviné dans la pénombre que tout le paysage alentour avait disparu. »*

Du doigt, Fabian Balli pointe l'habitation du dessus – inoccupée au moment des faits – pulvérisée par l'impact de l'éboulement. Dans sa main droite, sur l'écran de son smartphone, des images du village guilleret, avant l'anéantissement par les forces de la géologie. Dévalant de 2 500 mètres d'altitude, la lave torrentielle a coupé l'unique route du val Bavona en plusieurs endroits. Plus d'un mois après les destructions, le génie de l'armée s'évertue encore à tracer tant bien que mal une piste sur les débris. Cette nouvelle voie passe 30 mètres au-dessus de l'ancienne, ensevelie sous la masse rocheuse. Au fond de la vallée, le hameau de San Carlo, qui compte une vingtaine d'habitants, n'est toujours desservi que par hélicoptère.

« On ne reconstruira pas. A cette échelle de destruction, la question ne se pose plus, dit Fabian Balli. *Mais nous avons eu de la chance. Plus bas, il y avait du monde dans les maisons fracassées. »* La catastrophe a fait huit morts, et une personne est toujours portée disparue. Un bilan exceptionnellement élevé pour ce type d'événement dans les Alpes suisses. Car le pays est riche, et surveille les mouvements de la montagne partout, avec des capteurs ultrasophistiqués, pour parer à tout imprévu.

Désormais, tout s'accélère. La fonte du pergélisol sur les hauteurs libère des masses considérées comme stables jusqu'à récemment. Les principaux cantons alpins en Suisse (Valais, Grisons et Tessin), qui disposent des vallées les plus longues, les plus hautes et les plus encaissées, additionnent les incidents ces derniers mois : routes coupées, tunnels ensevelis, lignes ferroviaires d'altitude menacées. Le ciment glaciaire naturel qui tenait les massifs est en train de rendre l'âme, sous les coups de boutoir du réchauffement.



« PERTE D'HABITATS »

Quelles conséquences en tirer ? Comme souvent en Suisse, l'interpellation vient de l'extérieur. D'un autre pays alpin en l'occurence, l'Autriche, à peine moins menacée – la hauteur des cimes y est inférieure. Selon Reinhard Steurer, professeur de politique climatique à l'Université des ressources naturelles de Vienne, *« le plus inquiétant dans la crise climatique est la perte d'habitats » : « Pas seulement dans les zones côtières en raison de la montée du niveau de la mer, ou dans les plaines avec la multiplication des inondations, mais aussi dans les régions alpines exposées, notamment dans les Alpes occidentales, les plus hautes. A quelle fréquence les infrastructures peuvent-elles être reconstruites ? Cela en vaut-il la peine, après la dixième lave torrentielle ? »* Il prévoit que les vallées les plus touchées devront être abandonnées d'ici à la fin du siècle, car les infrastructures y seront détruites plus souvent qu'elles ne pourront être remises en état.

En Suisse, ce constat radical rappelle de mauvais souvenirs : en 2005, dans un rapport du ministère de l'aménagement du territoire helvétique, quatre architectes et un géographe avaient élaboré leur vision de l'avenir du développement urbain du pays et proposé de transformer les vallées structurellement faibles en friches alpines, provoquant un déluge de critiques. Le débat touchait en effet à l'identité helvétique et à ses origines, un peuple de montagnards constitué en nation autour de l'idée du réduit alpin inexpugnable. Les récents éboulements à répétition ont remis le sujet tabou au goût du jour. Et la prise de position du chercheur autrichien sert désormais de base à des réflexions helvétiques.

« Nous ne pourrons probablement pas éviter l'abandon de certaines zones, estime Lukas Rühli, responsable de la recherche sur la bonne gouvernance au sein du groupe de réflexion libéral Avenir Suisse. *C'est brutal pour les personnes concernées, mais vous ne leur rendez pas justice si vous gardez le sujet sous silence. »* La Confédération et les cantons investissent beaucoup dans les régions structurellement faibles des Alpes, explique-t-il : *« Or, s'il devient plus coûteux de maintenir ces lieux en vie en raison de la menace de dom-*

Recul des glaciers, écroulements… Le déclin accéléré des géants blancs

Les montagnes du massif des Alpes subissent une série de périls, qui se sont fortement aggravés depuis quelques années

Comme tous les étés depuis quinze ans, le glaciologue Luc Moreau raconte l'histoire de l'emblématique mer de Glace, dans le massif du Mont-Blanc (Haute-Savoie), aux deux mille à trois mille touristes quotidiens venus voir le plus grand glacier des Alpes françaises. Mais, comme chaque année, il est affecté par le spectacle de la longue traînée qui noircit toujours davantage. *« Elle n'est plus qu'un tas de cailloux, un champ de bataille,* se désole-t-il. *Le pire, c'est que nous sommes la cause de cette disparition. »*

Les Alpes européennes font partie des régions glaciaires les plus touchées au monde par le dérèglement climatique d'origine humaine. Le déclin de ces mythiques montagnes s'est fortement accéléré ces dernières années : elles ont perdu un tiers de leur volume de glace en vingt ans. Les glaciers ont reculé en moyenne de 30 mètres par an sur la période, et se sont dépouillés de 1 à 1,5 mètre d'épaisseur chaque année en moyenne sur l'ensemble de leur surface.

Pour la mer de Glace, les chiffres donnent également le tournis : elle a reculé de 1 kilomètre en trente-cinq ans (il lui reste encore 11 kilomètres), et a perdu 160 mètres d'épaisseur. Le déclin est tel que la Compagnie du Mont-Blanc a dû installer une nouvelle télécabine, en février, pour que l'on puisse rejoindre le glacier, toujours plus éloigné. Il reste malgré tout 150 marches à descendre, et *« il faudra en rajouter chaque année »*, prévient Luc Moreau.

Agir pour limiter les dégâts

En 2022, le déclin des géants blancs a atteint des niveaux catastrophiques. Au point que même les plus hauts glaciers ont connu un amincissement. *« Cela n'avait jamais été observé. Ils ont perdu plus de 3 mètres d'épaisseur vers 4 000 à 4 300 mètres d'altitude, soit davantage en une année qu'en cent ans, entre 1905 et 2005 »*, note Christian Vincent, ingénieur de recherche à l'Institut des géosciences de l'environnement (IGE) de Grenoble. L'année 2023 *« est malheureusement assez standard, avec des bilans de masse largement déficitaires »*, poursuit-il. Il y a eu bien plus de fonte de glace en aval que d'accumulation de neige en amont.

L'année 2024 pourrait offrir un maigre répit aux glaciers, même s'il est trop tôt pour le confirmer. Les sommets au-dessus de 2 500 mètres ont accumulé beaucoup de neige en raison d'importantes précipitations en hiver et au printemps. Mais les fortes chaleurs de la fin du mois de juillet ont accéléré la fonte. Tout dépendra des températures des mois d'août, de septembre, voire d'octobre.

Dans tous les cas, l'avenir est sombre. Les glaciers des Alpes européennes perdront au moins un tiers de leur volume entre 2022 et 2050, quoi que l'on fasse, en raison d'une inertie dans le système climatique. *« C'est la trajectoire la plus optimiste, si le réchauffement s'arrêtait aujourd'hui »*, explique Antoine Rabatel, glaciologue à l'IGE et l'un des auteurs de travaux publiés en décembre 2023. Une hypothèse illusoire, alors que les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter.

Une projection *« plus réaliste »* démontre que, sans mesure drastique, près de la moitié (46 %) du volume des glaciers des Alpes aura réellement disparu d'ici au milieu du siècle, si la tendance de fonte des vingt dernières années se poursuit, voire 65 %, si l'on extrapole les données depuis dix ans. *« Ce sont des résultats que l'on envisageait pour la fin du siècle »*, s'alarme Antoine Rabatel, qui rappelle que l'on peut encore agir pour limiter les dégâts.

Un déclin à marche rapide qui pourrait même être pire dans les Alpes françaises. Selon une étude publiée en mai 2023, le glacier de Saint-Sorlin, dans le massif des Grandes Rousses, en Savoie, culminant à 3 450 mètres, devrait disparaître vers 2050, quel que soit le scénario d'émissions de gaz à effet de serre. Or il est représentatif de 75 % des surfaces glaciaires des Alpes françaises. *« Je ne m'attendais pas à un tel résultat,* confie Christian Vincent, qui parcourt les glaciers depuis quarante ans. *Cela va beaucoup plus vite que ce que l'on pensait il y a vingt ans. »*

« Epée de Damoclès »

Alors qu'il a découvert la disparition de glaces très anciennes (datant de 6 200 ans) au cours des étés 2022 et 2023, Ludovic Ravanel, géomorphologue à l'université Savoie-Mont-Blanc, estime que les Alpes arrivent à un moment charnière. *« Dans les prochaines décennies, elles atteindront l'englacement le plus faible depuis le début de l'holocène* [il y a 11 700 ans]. *»*

L'agonie des colosses glacés est synonyme de dangers exacerbés, notamment ceux liés aux lacs glaciaires, qui se développent beaucoup plus rapidement. La vidange d'une poche d'eau sur le glacier de Bonne-Pierre a ainsi contribué à la lave torrentielle qui a dévasté le hameau de La Bérarde, dans le massif de l'Oisans (Isère), fin juin. La station de ski de Tignes (Savoie) est menacée par un lac formé sur la rive gauche du glacier de la Grande-Motte, qui a atteint 150 000 mètres cubes en juin 2023. Des travaux ont lieu pour abaisser son niveau, mais le lac continue de se remplir à mesure que le glacier recule. Des opérations plus importantes, au moyen de tunnels dans la glace, seront nécessaires.

LES GLACIERS DES ALPES EUROPÉENNES PERDRONT AU MOINS UN TIERS DE LEUR VOLUME ENTRE 2022 ET 2050, QUOI QUE L'ON FASSE

Le changement climatique peut aussi fragiliser les langues glaciaires en réchauffant leur base. Le glacier de Taconnaz, dans le massif du Mont-Blanc, constitue une *« épée de Damoclès pour la vallée de Chamonix »*, avertit M. Vincent. Il pourrait glisser de son socle et décrocher jusqu'à 10 millions de mètres cubes de glace, si sa base passait de froide à tempérée dans les prochaines décennies.

La hausse du thermomètre est aussi responsable d'une *« accélération des écroulements rocheux »*, dangereux pour les habitants et les alpinistes, explique Ludovic Ravanel. Le scientifique en a décompté 1 700 dans le centre du massif du Mont-Blanc depuis 2007, dont 300 rien que pour 2022, chacun libérant un volume supérieur à 100 mètres cubes de roches. En cause : le réchauffement du permafrost, ces terrains toujours gelés dont la glace fait office de « ciment » des montagnes.

Le déclin des glaciers devrait aggraver en outre la sécheresse en montagne. *« Ils jouent un rôle très important pour maintenir le débit des rivières en fin d'été »*, rappelle Antoine Rabatel. Certaines risquent de se retrouver à sec. Un tas de cailloux, comme la mer de Glace. ■

AUDREY GARRIC



« À QUELLE FRÉQUENCE LES INFRASTRUCTURES PEUVENT-ELLES ÊTRE RECONSTRUITES ? CELA EN VAUT-IL LA PEINE APRÈS LA DIXIÈME LAVE TORRENTIELLE ? »

REINHARD STEURER
universitaire

mages causés par le changement climatique, cela ne sera plus justifié économiquement. »

L'argumentaire ulcère Wanda Dado, maire depuis quelques mois du village de Cevio, là où le val Bavona et son voisin, le val Lavizzara (lui aussi très endommagé), fusionnent pour devenir le val Maggia. Ces dernières semaines, elle a dû s'occuper de la réparation en urgence de l'adduction d'eau potable de la vallée, le captage à la source ayant été obstrué par les éboulis. Il a aussi fallu attendre que l'armée pose un pont temporaire, pour que la vallée ne soit plus coupée en deux. Aussi les considérations politiques sur l'avenir des vallées alpines ont-elles tendance à l'agacer.

« SOLIDARITÉ NATIONALE »

« Abandonner nos vallées ? C'est une idée d'universitaires et d'ingénieurs, qui ne repose que sur des calculs économiques en oubliant l'identité, rétorque-t-elle. *Mais soit, prenons-les au mot et parlons économie. Tout en haut de nos vallées se trouvent des barrages qui assurent l'approvisionnement du pays en énergie verte et non carbonée. Dans les années 1960, quand ils ont été construits, nous avons prêté nos territoires pour le bien commun, alors je trouverais élégant qu'on nous renvoie l'ascenseur quand nous en avons si cruellement besoin. »* Les dégâts dans le val Bavona se chiffrent à plusieurs dizaines de millions de francs suisses (autant d'euros).

L'entreprise publique hydroélectrique du val Maggia (Ofima) prendra en charge 60 % de la facture ; elle a de toute manière besoin d'une route jusqu'à ses installations. Le canton paiera 20 %, et la commune de Cevio, à laquelle est rattachée la vallée sinistrée, les 10 % restants, une somme qui n'existe de toute manière pas dans ses caisses. Voilà pourquoi Wanda Dado a fait appel à la *« solidarité nationale »* sur toutes les chaînes de télévision de Suisse en juillet. Elle a bon espoir de parvenir à récolter les fonds, en priant pour que la montagne se tienne tranquille.

A 800 mètres de son bureau, dans un élégant immeuble en granit, des pelleteuses mécaniques s'activent sous le pont temporaire. Dans un grand nuage de poussière minérale, comme si la montagne avait été moulue par les éléments déchaînés, elles élargissent le cours de la rivière Maggia pour faciliter l'écoulement en cas de prochaine crue. Dans la touffeur de l'été, de gros cumulonimbus moutonnent sur les crêtes. Dans la région, on ne les regarde plus de la même manière. ■

SERGE ENDERLIN



Dans le hameau de La Bérarde, le 1er août, après les laves torrentielles du 21 juin. BERTRAND STOFLETH POUR « LE MONDE »

Dans le massif de l'Oisans, l'épineuse question de la reconstruction de La Bérarde

La plupart des bâtiments détruits par un écoulement torrentiel, fin juin, sont situés en zone d'exposition « forte », voire « très forte ». Le hameau est interdit d'accès, sauf aux propriétaires

REPORTAGE
HAMEAU DE LA BÉRARDE (ISÈRE) - *envoyée spéciale*

Le fracas des pelles mécaniques résonne loin dans la vallée. Perché sur un amoncellement de roches, au cœur du hameau de La Bérarde (Isère), un engin déplace des cailloux par tonnes. Ici, on peut apercevoir la toiture d'une maison, ensevelie sous des rochers. Là, une dizaine de maisons serrées les unes contre les autres émergent miraculeusement. Certaines semblent intactes, d'autres dévoilent crûment un salon ou une chambre éventrés par les intempéries du 21 juin. Pendant quarante-huit heures, de fortes pluies, conjuguées à la fonte brutale des neiges et à la vidange d'un lac qui s'était formé sur le glacier de Bonne-Pierre, ont déversé 200 000 mètres cubes d'eau et 350 000 mètres cubes de roches sur le hameau de la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, sans faire de victime.

Plusieurs semaines après la catastrophe, l'accès au lieu est toujours interdit, sauf aux propriétaires, et il est défendu d'entrer dans les maisons. Malgré l'interdiction, Cyrille Tairraz, comme d'autres propriétaires, s'est rendu dès qu'il a pu dans son chalet, situé au cœur du hameau et partiellement enseveli. Les fondations ont été épargnées, bien que la bâtisse soit entourée de gros blocs rocheux, mais à l'intérieur les cailloux et le sable ont envahi le rez-de-chaussée du sol au plafond. *« Il faut qu'on fasse vite, car, si le bâtiment passe l'hiver comme ça, l'humidité va tout détruire avec le gel »*, explique-t-il, dans la pénombre d'une salle à manger. Son voisin, Wim Maginelle, un Belge qui a acheté une maison à La Bérarde il y a une quinzaine d'années, l'aide à déblayer à l'aide d'une grosse brouette : *« Ma maison a été "seulement" inondée. C'est sa maison qui a protégé la mienne, alors je viens l'aider comme je peux. »*

Comme tous ceux dont l'habitation est restée debout, Cyrille Tairraz espère que l'accès au hameau sera de nouveau autorisé le plus vite possible – pour son activité économique, son chalet étant divisé en plusieurs appartements en location, mais pas seulement : la dimension émotionnelle est aussi très forte pour les propriétaires de La Bérarde. *« Cette maison, c'est une ancienne auberge acquise par mes grands-parents, j'y ai toute ma vie. Si on n'avait pas l'interdiction d'être là en hiver, on voudrait pouvoir y vivre toute l'année »*, raconte Cyrille Tairraz. *« On nous a dit : "Vous avez de la chance, ce ne sont que des maisons secondaires." Entendre ça, c'est compliqué »*, souffle-t-il, ému.

Phase de sécurisation

D'autres dégâts matériels se sont produits dans les jours qui ont suivi le pic des intempéries. L'emblématique chapelle de Notre-Dame-des-Neiges, construite en 1892, a fini par être totalement emportée, après avoir été fendue en deux dans les premières heures de la catastrophe. Plusieurs autres bâtisses l'ont suivie, emportées par l'impitoyable torrent des Etançons, dont le lit a largement débordé du cône de déjection historique, c'est-à-dire la zone où le torrent dépose habituellement des sédiments en arrivant dans la vallée. Au moins douze bâtiments, sur la cinquantaine que compte le hameau, ont été entièrement détruits, et huit ont été ensevelis, selon les chiffres donnés par la préfecture de l'Isère.

La forte aura de La Bérarde, véritable Mecque de l'alpinisme et point de départ réputé des courses dans le massif des Ecrins, a permis de soulever une vague de solidarité financière après la catastrophe. Les collectivités ont créé des fonds d'urgence et des associations, comme celle des Amis de La Bérarde, ont ouvert des cagnottes en ligne, à la fois pour financer les travaux et pour soutenir les professionnels de la vallée, dont la saison touristique est sévèrement amputée. Selon Oisans Tourisme, structure de promotion touristique, au moins 170 professionnels et entre 250 et 300 emplois sont touchés. *« On a pu délocaliser une partie de notre activité pour l'instant, mais nous n'avons pas de solution pour les nombreux stages de la fin de l'été »*, se désole Bruno Pellicier, président du Bureau des guides de La Bérarde.

« SI L'ON POUVAIT SAUVER AU MOINS QUELQUES BÂTIMENTS HISTORIQUES DU VILLAGE, CE SERAIT UNE TRÈS BONNE CHOSE »

JEAN-LOUIS ARTHAUD
maire de Saint-Christophe-en-Oisans (Isère)

Le temps est compté avant l'arrivée de l'hiver, et les pelles mécaniques s'affairent sans relâche. Mais la partie est encore loin d'être gagnée. La phase « d'urgence » terminée, celle de la sécurisation du hameau commence désormais. Les roches, accumulées à certains endroits jusqu'à 14 mètres de haut, sont déplacées autant que possible. Le terrible torrent des Etançons, traversant le village d'est en ouest, s'est complètement déplacé et élargi. *« On a chenalisé le torrent, le temps qu'il "fixe" son lit et trouve son niveau d'équilibre. Ensuite, on va sécuriser ce chenal avec des blocs rocheux »*, détaille Pierre Verry, chef de secteur Isère du service restauration des terrains en montagne (RTM), qui apporte son expertise à la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, maître d'ouvrage des travaux.

L'avancée des travaux réconforte, mais la question du risque est désormais présente dans tous les esprits. Comment faire pour cohabiter en sécurité avec la montagne, quand les événements considérés comme exceptionnels se multiplient ? La vidange brutale du lac né sur le glacier de Bonne-Pierre, qui a contribué à la catastrophe, est l'un des points d'interrogation majeurs. *« Ce lac se vide de manière saisonnière, sans que cela ait posé problème jusque-là. Mais il est possible que d'année en année son volume ait augmenté, renforçant la pression sur les conduits dans le glacier »*, détaille Emmanuel Thibert, glaciologue à l'Institut des géosciences de l'environnement, l'un des scientifiques mobilisés par l'Etat pour retracer la catastrophe.

Prochaine échéance touristique

Après la catastrophe, le RTM a classé les bâtisses de La Bérarde en fonction de leur niveau d'exposition aux écoulements torrentiels. Seules trois ne sont pas en exposition « forte », voire « très forte », à ces risques. Une analyse bâtimentaire va être effectuée par la commune pour que soit revue cette classification, une fois les travaux achevés. *« Si l'on pouvait sauver au moins quelques bâtiments historiques du village, ce serait une très bonne chose »*, avance prudemment le maire de Saint-Christophe-en-Oisans, Jean-Louis Arthaud.

Chaque décision prendra du temps. *« Ceux dont la maison a été détruite, je ne peux pas leur promettre qu'on va pouvoir la reconstruire au même endroit*, soupire l'élu. *On pourra peut-être envisager de reconstruire plus en amont, ou plus en aval, je ne sais pas. La décision finale ne m'appartient pas. »* Un chargé de mission envoyé prochainement par l'Etat aura la lourde responsabilité de répondre à ces interrogations.

Les scientifiques, de leur côté, auront pour mission de calculer la probabilité qu'un événement de cette ampleur survienne de nouveau. En attendant, les élus et les acteurs locaux réfléchissent déjà à la prochaine échéance touristique, l'été 2025. *« Mon souhait, c'est d'avoir d'ici là des accès rétablis jusqu'à La Bérarde et des circuits pour traverser le village en sécurité, pour aller vers les refuges »*, appuie M. Arthaud. De quoi réchauffer les espoirs des propriétaires, comme Cyrille Tairraz : *« On va se battre pour notre village, pour le reconstruire. »* ■

RAPHAËLLE LAVOREL

Duflot : « Je plaide pour une coalition climat »

La directrice générale d'Oxfam France estime que le NFP doit avant tout chercher une majorité à l'Assemblée

ENTRETIEN

Ancienne cheffe de file des écologistes (2006-2012), ancienne ministre de l'égalité des territoires et du logement (2012-2014) de François Hollande, Cécile Duflot a pris du champ avec la politique en devenant, en 2018, directrice générale d'Oxfam France, ONG qui lutte contre la pauvreté.



Cécile Duflot, à Paris, le 27 juin. STÉPHANE LEMOUTON/BESTIMAGE

Quelles leçons tirez-vous de ces dernières semaines ?

Il y a un profond décalage. Les Français se sont émerveillés avec le succès des Jeux olympiques. Ils ont donné l'impression de vouloir faire famille ensemble. Ils sont aujourd'hui dans un refus de la tension, dans une recherche d'apaisement, de concorde. Regardez aussi le succès du film *Un p'tit truc en plus [comédie réalisée par Artus]*. C'est une excellente nouvelle après la tension née de la dissolution de l'Assemblée et du risque de division profonde du pays.

Les dirigeants politiques persistent, eux, à diviser plutôt que rassembler. En tant que citoyenne et dirigeante d'ONG, je me dis qu'on a besoin que la politique nationale réponde à cette demande, qu'elle ouvre un horizon de justice sociale et écologique et qu'elle retrouve une certaine grandeur à l'heure des conflits qui nous entourent et nous menacent.

Emmanuel Macron avait demandé une trêve politique. Sur quelles bases repartir ?

Lors des élections législatives, les Français ont dit deux choses. D'une part ils ont refusé de donner les clés de la victoire au Rassemblement national *[RN]*, pourtant annoncée et préparée par certains. En votant parfois contre leurs convictions, mais pour faire barrage à la menace, les électeurs se sont montrés plus responsables et plus ouverts que certains de leurs dirigeants qui prônaient le « ni RN ni "insoumis" ». D'autre part, ils ont sanctionné le bilan du chef de l'Etat sans plébisciter un camp. Il n'y a pas de majorité évidente. Il faut donc sortir des idées préconçues et des vieux schémas.

Comment appréhendez-vous la rentrée politique ?

Il y a une obligation de lucidité pour tous les responsables associatifs ou politiques : le Nouveau Front populaire *[NFP]* est arrivé clairement en tête – que cela plaise ou non –, mais, au vu de son score, il aurait dû chercher une majorité plutôt qu'un nom de premier ministre. Dire qu'ils peuvent gouverner seuls et sans compromis sur leur projet est une impasse.

La question est de trouver un chemin pour faire émerger, sinon une coalition, au moins des proximités qui concernent aussi bien la justice sociale que la paix civile, la transition écologique que le renouveau démocratique.

Que préconisez-vous pour sortir de l'impasse politique ?

Il faut redonner les clés au Parlement. C'est-à-dire : ni au président de la République, qui croit encore pouvoir être maître de tout, ni aux appareils politiques, qui ont prouvé qu'ils étaient dépassés. Je plaide donc pour une « coalition climat » qui, comme dans tous les grands moments de notre histoire, nous ferait passer une étape.

Il faut adopter un budget qui finance la transition écologique. Il faut aussi répondre à la justice sociale et imposer une nouvelle loi sur les retraites. Enfin, rien ne peut se résoudre sans s'attaquer à la crise démocratique. La mise en place de la proportionnelle est devenue une nécessité. Celle-ci permettrait au Parlement de retrouver du poids et de faire émerger, plus naturellement, des coalitions. Car le mode de scrutin actuel pousse à fossiliser des accords d'appareils et à empêcher le dialogue, notamment dans la crainte d'une nouvelle dissolution.

> **« Rien ne peut se résoudre sans s'attaquer à la crise démocratique. La proportionnelle est devenue une nécessité »**

Sans scrutin proportionnel, comment desserrer l'étau ?

Il faut ouvrir la possibilité d'une coalition qui ne soit pas guidée seulement par des tactiques électorales, mais qui réponde à l'urgence sociale et à la transition écologique. La société civile au sein de Coalition 2024 *[alliance composée d'une centaine de syndicats et d'associations]* s'est mobilisée comme jamais lors des législatives contre l'extrême droite autour de seize propositions phares.

Cela pourrait être un point de départ : trouver des points de convergence pour répondre aux problèmes concrets de la vie quotidienne, se concentrer sur le contenu, pas sur l'étiquette. Définir dans le dialogue les mesures qu'on va mettre en place pour plus de justice sociale, pour la transition écologique et pour la paix civile. Y compris pour répondre à l'enjeu budgétaire : qui peut aujourd'hui être contre la taxation des superprofits ? Les Français ont, il me semble, envoyé un message aux responsables politiques, celui de se débrouiller avec une majorité compliquée : « Parlez-vous et avancez. » Même si c'est inconfortable, il faut sortir d'une vision extrêmement binaire. Je comprends que ce soit compliqué, mais il y a un devoir d'essayer…

Le NFP ne semble pas enclin à faire le moindre compromis sur son programme…

En restant barricadé sur son îlot, en disant peu ou prou « c'est nous, rien que notre programme, tout notre programme », le NFP prendrait le risque de pousser l'ensemble des députés macronistes à se résigner à une alliance avec la droite quand il faudrait plutôt les pousser à prendre leurs responsabilités en leur ouvrant un chemin qui permette de répondre aux urgences partagées du moment et en trouvant des points de convergence pour répondre aux problèmes de la vie quotidienne.

Que pensez-vous de la lettre envoyée par Lucie Castets aux parlementaires ?

J'ai beaucoup de respect pour Lucie Castets et son combat pour la défense et pour la réparation de services publics malmenés par une vision libérale de court terme et menacés, dans certains cas, de privatisation. Elle a la possibilité de conduire cette ouverture en fédérant au-delà des partis, c'est-à-dire en tendant la main à la société civile et en bâtissant des compromis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TELO

Après les lettres de Lucie Castets, celles de la coalition présidentielle

Avec ces missives, aussi bien la gauche que la majorité sortante ont fait des propositions pour tendre la main aux camps adverses

La *« trêve olympique »* décrétée par Emmanuel Macron est bel et bien terminée. Alors que le président de la République entretient le suspense sur la nomination d'un premier ministre, les partis politiques cherchent à reprendre la main, soucieux de se montrer capables de constituer une majorité parlementaire, et donc aptes à gouverner.

Lundi 12 août, Lucie Castets, la prétendante à Matignon du Nouveau Front populaire (NFP), a donné le coup d'envoi d'une drôle d'avalanche épistolaire. Elle a adressé des lettres à tous les parlementaires hors extrême droite, cosignées par les présidents de groupe du NFP (socialistes, communistes, « insoumis » et écologistes). Elle prend acte de la nécessité de *« construire des majorités »* et leur propose une *« évolution »* des *« pratiques parlementaires »* et des *« relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif »*, notamment en répartissant *« les responsabilités »* des rapporteurs sur les textes ou en *« partageant l'ordre du jour parlementaire »*.

Pour le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner, ces lettres sont une façon de *« ne pas laisser le maître des horloges monopoliser le terrain »*. Il s'agit de se montrer ouvert, en affirmant que le NFP, ce n'est pas *« tout le programme, rien que le programme »*, comme édicté par Jean-Luc Mélenchon le 7 juillet, après les législatives. *« Il n'y a aucun revirement »*, dément Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise (LFI), qui rappelle que l'objectif d'un gouvernement du NFP est de *« proposer des textes de loi sur la base de son programme »*.

La démarche a été lancée sans consultation en amont des parlementaires de droite ou du camp présidentiel. *« Je n'ai pas eu de contact personnel avant l'envoi de ma lettre »*, reconnaît Lucie Castets, qui souhaite montrer aux présidents de groupe qu'elle était *« totalement disponible »* pour échanger sur *« cinq priorités »* – pouvoir d'achat, services publics, écologie, éducation, et fiscalité. Certains au PS interprètent ce manque de préparation comme la simple envie de faire de l'affichage, sans véritable envie de gouverner.

Reprendre l'initiative

Plutôt que répondre directement au NFP, le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, également président du groupe Ensemble pour la République, a préféré tenter de reprendre l'initiative. Mardi 13 août, il a écrit à ses homologues au Palais-Bourbon – sauf Mathilde Panot (LFI), Eric Ciotti (A droite) et Marine Le Pen (Rassemblement national, RN) – pour leur proposer un *« pacte d'action pour les Français »*. Le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné, adressait simultanément la même lettre aux chefs de files de parti. Les deux dirigeants recensent *« six chantiers »* constituant *« la base »* sur laquelle *« engager des discussions »*. *« Le rétablissement de nos comptes publics, la défense de nos valeurs »* et *« la sécurité »* en tête.

Quant au courrier de Lucie Castets, il est qualifié *« d'elliptique »* par un conseiller du premier ministre, jugeant qu'il est *« difficile de voir à ce stade des points de convergence »*. Et de réaffirmer que le NFP ne saurait être à l'initiative d'une nouvelle majorité relative. *« Aucune bannière portée pendant la campagne ne s'est vue donner par les Français une majorité suffisante pour gouverner seul le pays »*, écrit le locataire de Matignon.

Patrick Kanner voit dans les missives macronistes *« un contre-feu »* allumé *« dans la précipitation »*. Le député (PS) du Calvados Arthur Delaporte fustige *« un déni de réalité »*. *« Ils font comme si le NFP n'existait pas »*, s'énerve-t-il. Lucie Castets, elle, préfère s'abstenir de tout commentaire. Mais l'initiative suscite aussi l'incompréhension au sein du camp Macron.

« Quel est l'objectif de toutes ses lettres ? Tout cela peut vite paraître comme de la manœuvre politicienne », s'inquiète le président du groupe des élus MoDem à l'Assemblée, Marc Fesneau. *« La question à la fin est celle de la nomination d'un premier ministre, qui tienne compte des réalités du Parlement. Ensuite, les groupes parlementaires devront dire s'ils soutiennent telle ou telle équation. »*

D'autant qu'au sein de la majorité sortante, l'épisode a donné lieu à nouvelle prise de distance entre Renaissance et les troupes d'Edouard Philippe. Après la lettre de Lucie Castets, et avant celle de Gabriel Attal, le président du groupe Horizons au Palais-Bourbon, Laurent Marcangeli, écrivait à ses homologues pour détailler son *« programme d'action pour une majorité d'urgence nationale »*. Peu ou prou les mêmes propositions que celles du parti présidentiel. Sans que la kyrielle de missives ait jusque-là suscité le moindre dialogue. ■

ROBIN D'ANGELO ET SANDRINE CASSINI

JO : comment la vidéosurveillance algorithmique s'est déployée

A titre d'expérimentation, 485 caméras ont fonctionné pendant les Jeux

PARIS 2024

Quatre cent quatre-vingt-cinq caméras, comme autant de paires d'yeux, et une intelligence artificielle (IA) en guise de cerveau. La Préfecture de police (PP) de Paris et la RATP ont procédé, au cours des Jeux olympiques (JO), à la phase la plus importante de l'expérimentation de la vidéosurveillance algorithmique, prévue par une loi, adoptée en mai 2023. Pendant deux semaines, des images de caméras de surveillance, à Paris et dans plusieurs villes d'Ile-de-France, ont été analysées par Cityvision, un logiciel d'IA capable de détecter différents comportements : objets abandonnés, chutes, mouvements de foule, etc. Mais cela ne s'est pas fait dans une transparence totale.

Le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, a pris et publié, le 19 juillet, un premier arrêté pour autoriser l'utilisation de Cityvision par la RATP, à compter du 22 juillet. Deux autres arrêtés ont suivi, pour autoriser la Préfecture de police elle-même à recourir à la vidéosurveillance, à partir du 26 juillet, date de la cérémonie d'ouverture. Tous deux sont signés du 25 juillet, mais l'un d'eux n'a été publié que le 30 juillet. Pour cette raison, La Quadrature du Net, association de défense des libertés numériques, a saisi, le 31 juillet, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). *« C'est la publication d'un arrêté qui le fait entrer en vigueur, donc s'il n'a été publié que le 30, et que la vidéosurveillance a démarré avant, on a un problème de légalité »*, juge Noémie Levain, juriste au sein de l'association. La Préfecture indique que la vidéosurveillance algorithmique n'a été *« utilisée qu'à compter du 29 juillet »*.

A l'occasion de précédents tests, tels que les concerts des Black Eyed Peas, le 20 avril, et de Taylor Swift, du 9 au 12 mai, à Paris La Défense Arena, les arrêtés préfectoraux avaient déjà été publiés seulement un ou deux jours avant. *« Ces publications très tardives ne laissent aucun délai pour engager un recours si l'autorisation ne semble pas légitime,* souligne Mme Levain. *D'autre part, cela ne permet pas une correcte information des personnes exposées à cette surveillance. »*

La Quadrature du Net a saisi, le 31 juillet, la Commission nationale de l'informatique et des libertés

Dans le cas des JO, la PP affirme avoir réalisé, *« dès le 26 juillet, un affichage autour des zones d'installation des caméras, qui présente le dispositif et renvoie, via un QR code, à une page d'information »*. Dans les couloirs du métro, la RATP a fait figurer un affichage, dès le début de l'année. Plutôt discrets, les panneaux indiquent qu'*« afin de renforcer la sécurité dans cette* [station/gare], *la RATP est susceptible de mettre ponctuellement en œuvre, à titre expérimental, une analyse automatisée, en temps réel, des images de vidéoprotection »*. Sans mentionner si cette analyse est en cours, à un instant donné.

« Rigoureusement calibré »

Dans le détail, la PP présente sur son site une liste de la répartition des 185 caméras utilisées. La RATP, elle, mentionne les 46 gares concernées par l'expérimentation, sans détailler le nombre de caméras. *« Nous avons fourni 300 "licences flottantes" à la RATP, c'est-à-dire qu'ils peuvent utiliser 300 caméras simultanément, mais décider de ne pas toujours utiliser les mêmes,* précise Matthias Houllier, cofondateur de Wintics, qui a développé Cityvision. *Au total, le logiciel peut être utilisé par des milliers de caméras. »* Contactée, la RATP explique que *« l'expérimentation a été mise en œuvre avec un maximum de 300 caméras de vidéoprotection »,* sans plus de détails.

La RATP rappelle que *« l'ensemble des dispositifs a été rigoureusement calibré et élaboré avec le comité de pilotage, sous le contrôle de la CNIL ». « Je n'ai pas encore eu d'informations sur cette expérimentation, mais une réunion est prévue en septembre,* explique Jean-Paul Jeandon, coprésident de la commission prévention de la délinquance et sécurité de l'Association des maires de France, et membre du comité de pilotage. *Le risque serait une généralisation sans aucune évaluation en amont. »*

Un comité d'évaluation aura justement à apprécier l'efficacité du dispositif. *« C'est important que cette évaluation ne soit pas purement technique, mais qu'elle se demande s'il s'agit d'un bon outil de politique publique,* estime Mme Levain. *Il ne s'agit pas seulement de savoir si une détection a été techniquement correcte, mais surtout de savoir si elle était nécessaire. »* La PP et la RATP ont indiqué qu'il était encore tôt pour faire un bilan de ces deux semaines de test. La prochaine phase, incluant la SNCF et dix gares d'Ile-de-France, aura lieu du 28 août au 8 septembre, durant les Jeux paralympiques. ■

ARTHUR CARPENTIER

Les « Jeux antigaspi » de l'aide alimentaire

Paris 2024 a demandé à trois associations de récolter le surplus alimentaire de ses sites

« La pause n'est pas encore là, c'est toujours les Jeux antigaspi et solidaires pour nous », raconte Valérie de Margerie, présidente du Chaînon manquant. Tout comme la Fédération française des banques alimentaires et Les Restos du cœur, cette association a été mobilisée par le Comité d'organisation des Jeux de Paris 2024 pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Leur mission consiste à récolter quotidiennement le surplus de nourriture des différents sites des Jeux olympiques et paralympiques (JOP), afin de les redistribuer grâce au réseau associatif, au titre de l'aide alimentaire.

Les bénévoles reçoivent leur feuille de route dans la nuit, et se rendent dès l'aube en camionnette sur les différents sites des JOP. Ils relaient ce qu'ils ont effectivement collecté à la hotline du Chaînon manquant, qui les redirige ensuite vers les sites de livraison, en fonction des réponses en direct des associations de redistribution, comme Emmaüs Solidarité ou La Chorba. *« Tout s'organise au fil de l'eau, c'est un travail de fou ! »*, raconte Juliette Hadchouel, 51 ans, bénévole. Elle a participé à la collecte des sandwichs, salades, plats préparés, yaourts ou encore fruits, à Paris La Défense Arena et à l'Arena Bercy – entre autres.

« On collecte ces sites toute l'année, c'est quelque chose que l'on connaît », explique Valérie de Margerie. Le défi ne réside donc pas tant dans la logistique, déjà bien huilée, que dans les horaires de collecte contraints (pour la plupart entre minuit et 7 heures) et la présence moindre de bénévoles pendant l'été.

« Une très belle collecte »

Si la collecte continue avec le déstockage des sites, et reprendra pendant les Jeux paralympiques, les trois associations marquent un point d'étape au lendemain de la cérémonie de clôture des JO. *« Avec environ 34 tonnes de produits, c'est une très belle collecte »*, se félicite Serge Malet, responsable départemental de Paris des Restos du cœur. Le bilan du Chaînon manquant se dresse à plus de 15 tonnes, et François Gras annonçait 60 tonnes pour la Banque alimentaire sur Franceinfo, lundi 12 août.

Grégoire Béchu, chef de projet alimentation durable à Paris 2024, souligne un volume de surplus en accord avec ce qui s'observe habituellement sur les opérations de restauration, *« autour de 4 % à 5 % de produits qui ne sont donc pas consommés sur le site »*, sans pour autant être gaspillés.

Les associations se réjouissent du bon déroulé des opérations et des repas qui ont pu être distribués grâce aux denrées collectées, tout en rappelant que *« le nombre de gens précaires augmente, on cherche des bénévoles et c'est difficile d'en trouver »*, selon Serge Malet. ■

VICTORIA LEMAIRE

JUSTICE

Trente personnes seront jugées dans l'enquête sur la messagerie cryptée Sky ECC

Deux juges d'instruction ont ordonné, mardi 13 août, un procès pour trente personnes liées à la messagerie cryptée Sky ECC. Parmi ces mis en cause figurent des responsables de la société canadienne Sky Global, des distributeurs, des revendeurs et des intermédiaires du circuit de financement. Ce système avec un chiffrement très robuste était *« principalement (voire exclusivement) destiné à des organisations œuvrant dans la criminalité organisée »* et le narcotrafic, selon les magistrats. Le dirigeant de la société, Jean-François Eap, s'est défendu en affirmant par le biais de son avocat que *« Sky ECC n'a jamais été ni pensé, ni imaginé, ni commercialisé pour un usage criminel ». – (AFP.)*

Besançon : un mineur écroué après une rixe mortelle

Un mineur de 17 ans a été mis en examen pour « meurtre » et écroué, mardi 13 août, a indiqué le procureur de la République de Besançon, Etienne Manteaux, au cours d'une conférence de presse. L'adolescent est soupçonné d'avoir mortellement poignardé, dimanche, un homme de 27 ans après *« un conflit autour d'une chaise »* pour profiter de la fraîcheur au pied d'un immeuble. Selon ses déclarations, le jeune homme, mineur non accompagné de nationalité malienne, aurait d'abord été frappé et menacé avant de se faire justice lui-même. – *(AFP.)*

Immigration : tensions entre Alger et Paris

La brouille sur le Sahara occidental commence à se faire sentir dans les centres de rétention

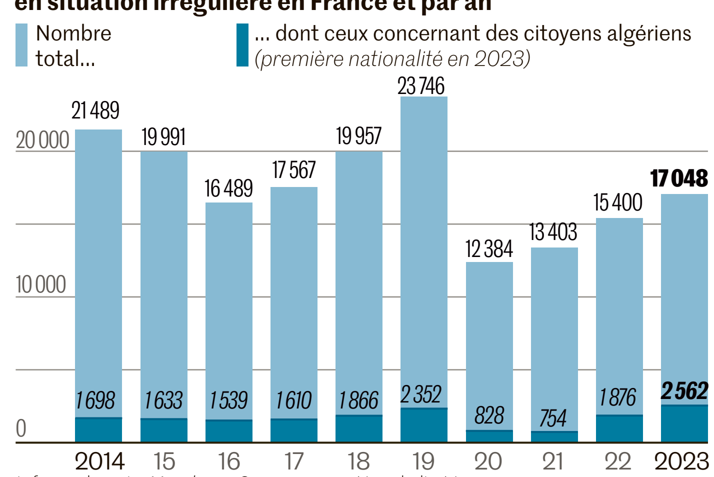
La brouille diplomatique entre Paris et Alger va-t-elle grever les éloignements de ressortissants sans titre de séjour ? La question se pose depuis que l'Algérie a décidé, le 30 juillet, *« le retrait de son ambassadeur auprès de la République française avec effet immédiat »*. Une rupture des relations bilatérales qui intervient après que le président de la République, Emmanuel Macron, a adressé une lettre au roi du Maroc, Mohammed VI, à l'occasion de l'anniversaire de son intronisation, dans laquelle il estime que *« le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine »*.

Ancienne colonie espagnole, le Sahara occidental est contrôlé en majeure partie par le Maroc, mais il est revendiqué par les indépendantistes sahraouis du Front Polisario, qui réclament un référendum d'autodétermination. L'ONU le considère comme un *« territoire non autonome »*. Le gouvernement français *« bafoue la légalité internationale (…) sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles »*, a déclaré le ministère des affaires étrangères algérien dans son communiqué du 30 juillet. La première d'entre elles pourrait être l'arrêt des expulsions d'Algériens sans-papiers. Sous le couvert de l'anonymat, une source policière reconnaît qu'actuellement *« le gouvernement algérien traîne pour délivrer des laissez-passer consulaires »*.

Le laissez-passer consulaire est un document de voyage nécessaire pour renvoyer un étranger dans son pays d'origine lorsqu'il ne dispose pas d'un passeport. Pour l'obtenir, le pays d'origine doit reconnaître l'étranger comme l'un de ses ressortissants et lui délivrer le laissez-passer. Sésame indispensable, il est un instrument de pression diplomatique fréquemment employé. En 2021, le gouvernement de Jean Castex avait annoncé un gel des visas aux pays du Maghreb en raison de la faible délivrance de laissez-passer consulaires de la part de ces Etats. Une brouille diplomatique qui avait duré un an. Pour reprendre aujourd'hui ? Moins de deux semaines après avoir provoqué l'ire d'Alger, dans la vingtaine de centres de rétention administrative (CRA), les situations sont encore difficiles à décrypter.

L'association Forum Réfugiés, présente dans sept CRA, où elle fournit une aide juridique et sociale aux personnes retenues, a observé, par exemple, que *« le consulat d'Algérie ne se déplace plus au centre de Nice depuis deux semaines »*, souligne Assane Ndaw, directeur adjoint de l'association. Au total, Forum Réfugiés comptabilise sept éloignements d'Algériens, depuis le 30 juillet, depuis les autres CRA où elle est présente.

Les éloignements des étrangers en situation irrégulière en France et par an



Infographie : *Le Monde* • Source : ministère de l'intérieur

Demandes de libération

« Il est encore un peu tôt pour avoir une analyse, on ne constate pas un arrêt total des reconduites », prévient à son tour Claire Bloch, de la Cimade, présente dans cinq CRA en métropole. *A Toulouse, par exemple, depuis le 30 juillet, aucun laissez-passer consulaire n'a été délivré et des vols ont été annulés. Il y a même un Algérien qui avait une carte d'identité valide, mais qui a été refoulé à son arrivée à Oran. De même, le 7 août, un vol charter parti du Bourget* [Seine-Saint-Denis] *n'a pas redécollé après une escale à Marseille. En revanche, on a vu, depuis le 30 juillet, huit expulsions d'Algériens retenus au CRA du Mesnil-Amelot, en Seine-et-Marne. Parmi eux, certains détenaient des passeports et d'autres s'étaient vu délivrer un laissez-passer avant la rupture des relations diplomatiques. »* Même prudence du côté de l'Association service social familial migrants (Assfam), qui intervient dans quatre CRA et a comptabilisé six éloignements vers l'Algérie depuis le 30 juillet. *« On n'a pas beaucoup de recul*, souligne Mathilde Buffière. *En attendant, les juges continuent de prolonger les rétentions. »*

Dans le contexte de tension, les faibles perspectives d'éloignement remettent en cause la légalité de la rétention. C'est ce qu'a essayé de faire valoir l'avocate Aziza Dridi, du barreau de Grasse (Alpes-Maritimes), dans quatre dossiers de personnes retenues dans le centre de Nice : *« J'ai fait des demandes de libération devant le juge de la liberté et de la détention, car il n'y a aucune perspective d'éloignement*, assure-t-elle. *Toutes ont été rejetées. »*

Les annonces diplomatiques *« sont par nature très évolutives »*, justifie ainsi le tribunal de Nice dans une de ses décisions, le 9 août, confirmée par la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Sollicités, ni le ministère de l'intérieur ni celui des affaires étrangères, n'ont souhaité répondre au *Monde*, mais, dans une décision du 10 août du tribunal de Rennes, qui prolonge la rétention d'un ressortissant algérien, le juge relève que le représentant de la préfecture a précisé à l'audience que *« dix-huit éloignements ont pu avoir lieu depuis le 2 août »* vers l'Algérie.

« Si le conflit dure, il y aura des libérations, estime l'avocate Me Dridi. *En attendant, des personnes sont retenues pour rien. »* Les Algériens sont les premiers étrangers placés en CRA. Selon le rapport interassociatif sur ces centres publié annuellement, ils représentaient 33 % des personnes retenues en métropole – soit 5 636 personnes –, mais la France n'est parvenue à éloigner que 23 % d'entre eux. *« Cela illustre la persistance de l'administration à placer des personnes en rétention sans s'interroger sur l'existence réelle de perspectives d'éloignement »*, soulignait le document. La non-délivrance des laissez-passer consulaires est un des principaux freins à ces expulsions. Selon les derniers chiffres publiés par le ministère de l'intérieur, l'Algérie a délivré 46 % des laissez-passer consulaires qui lui ont été demandés en 2022, contre 5,8 % en 2021. ■

JULIA PASCUAL

Affaire Levrault : pourquoi la CEDH a rejeté la requête du juge

L'ex-magistrat en poste à Monaco contestait son non-renouvellement, alors qu'il enquêtait sur une affaire de corruption

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) s'est refusée, le 25 juillet, à émettre la moindre réserve sur les curiosités du système judiciaire monégasque, dont un juge d'instruction français a fait les frais en 2019. L'affaire était pourtant remontée jusqu'au président de la République et avait provoqué un léger incident diplomatique avec Monaco. Le juge a saisi, mercredi 7 août, la Grande Chambre, l'instance suprême de la CEDH.

Edouard Levrault a été détaché en 2016 à Monaco pour trois ans, renouvelable une fois – le renouvellement n'est pas un droit, mais un usage habituel sur le Rocher. En décembre 2018, le directeur des services judiciaires de Monaco (l'équivalent du ministre de la justice) lui assure qu'il est favorable à son renouvellement, mais fait brutalement volte-face six mois plus tard, le 24 juin 2019, en indiquant sobrement que ses décisions *« n'ont pas à être motivées »*.

C'est que le juge Levrault s'est intéressé d'un peu trop près au milliardaire russe, et président de l'AS Monaco, Dmitri Rybolovlev, inculpé pour corruption active et trafic d'influence. Avait suivi la mise en examen de notables monégasques, dont le directeur de la police judiciaire, alors qu'une centaine de policiers manifestaient sous ses fenêtres : le juge avait même demandé à entendre le prince Albert, goutte d'eau fatale et cause de sa disgrâce.

A Paris, la garde des sceaux (2017-2020) Nicole Belloubet estime alors que l'affaire *« pose un problème d'indépendance »*, et signale au prince Albert que l'affaire tombe mal, au moment où Monaco veut intégrer le Groupe d'Etats contre la corruption (Greco). Mais Monaco est un Etat souverain, Emmanuel Macron et le prince Albert se mettent d'accord : le juge Levrault ne sera pas renouvelé, mais le directeur des services judiciaires de Monaco, Laurent Anselmi, sera aussi écarté.

L'affaire a fait quelque bruit. Neuf magistrats français détachés à Monaco ont dénoncé *« les atteintes graves portées à l'indépendance de la justice »*, et le Greco a estimé qu'*« une telle décision n'est pas de nature à assurer la sérénité de l'exercice indépendant des fonctions de juge détaché à Monaco »*. Les aventures du juge Levrault ne s'arrêtent pas là : il s'est vu poursuivre en 2020 par le nouveau garde des sceaux, Eric Dupond-Moretti, pour des propos au sujet de Monaco à la télévision – le Conseil supérieur de la magistrature a estimé, en 2022, qu'il n'avait commis aucune faute. Le ministre, qui avait été l'avocat du chef de la police monégasque, a dû s'en expliquer devant la Cour de justice de la République, qui l'a blanchi en novembre 2023.

Impartialité mise en doute

Edouard Levrault a saisi en 2020 la Cour européenne, en estimant que son non-renouvellement était *« une atteinte portée à son indépendance »*, et que la décision de la juridiction suprême monégasque qui l'avait débouté était *« manifestement arbitraire, péremptoire et constitutive d'un déni de justice »*.

Les sept juges de la 5e section de la CEDH ont repoussé sa requête, et estimé *« qu'en réalité il a pu librement mener de très larges investigations »*. *« Aux yeux de la Cour, l'attribution au requérant d'une affaire de corruption aussi sensible (…) est de nature à démontrer non seulement l'absence de pression sur lui (…) mais également l'absence de défiance à son égard ou encore d'une quelconque volonté de brider la conduite de l'enquête »*, a assuré la 5e section.

L'avocat du juge, Me François Saint-Pierre (par ailleurs l'un des avocats du *Monde*), a saisi, le 7 août, la Cour d'une demande de renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre, l'instance suprême qui statue sur les cas les plus épineux. Cinq juges décideront si l'affaire en vaut la peine. L'avocat estime que la 5e section a présenté l'affaire *« de manière tronquée, dénigrante pour M. Levrault et complaisante à l'égard de la Principauté »*. Cette même section, composée des mêmes juges (à un près), a rendu une décision en juin *« critiquant ad hominem M. Levrault pour l'instruction de la même affaire de corruption »*. Ainsi, Me Saint-Pierre met en doute *« l'impartialité des juges de la 5e section »*. Enfin, la décision romprait *« la jurisprudence de la Grande Chambre »* sur la protection des magistrats.

« La vocation de la Cour européenne est de sauvegarder et de promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales face à de tels abus de pouvoir, conclut l'avocat, *et non pas d'avaliser des actes gouvernementaux pris au nom de la raison d'Etat : la Cour européenne n'est pas un Conseil d'Etat. »* Une gracieuseté destinée au président de la 5e section, Mattias Guyomar, auparavant président de chambre au Conseil d'Etat. ■

FRANCK JOHANNÈS

L'eldorado américain, entre bluff et réalité

La concrétisation des investissements liés à l'Inflation Reduction Act, programme lancé il y a deux ans, fait débat



Pour séduire les investisseurs, l'Arizona, par exemple, fait valoir ses atouts énergétiques. Ici, un champ de panneaux solaires, à Kayenta, le 23 juin. BRANDON BELL/GETTY IMAGES VIA AFP

REPORTAGE

NATIONAL HARBOR (MARYLAND) - *envoyé spécial*

L'Oklahoma a connu son quart d'heure de célébrité en 2023 avec le film *Killers of the Flower Moon*, de Martin Scorsese, où des Blancs, joués par Robert De Niro et Leonardo DiCaprio épousaient, puis assassinaient des femmes natives américaines (Lily Gladstone) pour s'approprier leurs champs de pétrole, dans les années 1920. Un siècle plus tard, c'est de nouveau la ruée vers cet Etat du sud des Etats-Unis, non pour l'or noir, mais pour les énergies renouvelables.

Fin juin, à la faveur du forum SelectUSA, qui se tenait à National Harbor, sur les bords du fleuve Potomac, au sud de Washington, les Norvégiens de NorSun ont annoncé en grande pompe un investissement de 620 millions de dollars (573 millions d'euros) pour fabriquer des cellules photovoltaïques à Tulsa et créer ainsi 320 emplois.

Le gouverneur républicain de l'Etat, Kevin Stitt, se réjouit de profiter de cette révolution technologique et de s'affranchir enfin de la Chine. *« Nous essayons d'attirer cette nouvelle industrie. Notre réseau électrique est fiable, bon marché, et 45 % de notre électricité est renouvelable, ce qui plaît à de nombreuses entreprises »*, explique-t-il. Qui l'eût cru : c'est au cœur des Etats pétroliers, en terre républicaine, que prospère la révolution énergétique aux Etats-Unis. Juste avant l'Oklahoma, le Texas se targuait d'accueillir l'investissement de 110 millions de dollars du géant indien de l'acier JSW.

Plus que jamais, l'adage américain se vérifie : en Europe, l'énergie représente un coût ; aux Etats-Unis, une richesse. Un avantage compétitif majeur, accentué par le programme massif de subventions à la transition énergétique, baptisé Inflation Reduction Act (IRA). Cette loi, adoptée en août 2022, conduit les Européens à s'installer outre-Atlantique.

40 % des 230 milliards de dollars d'investissement annoncés la première année seraient en retard ou suspendus

Ainsi de David Weill, PDG du fabricant suisse de seringues Primequal. Il envisage de délocaliser son entreprise et d'investir 30 millions de dollars aux Etats-Unis. *« Il ne peut pas y avoir des prix de l'électricité multipliés par deux ou par six, comme en Europe*, explique-t-il au *Monde*. *Les Américains viennent d'étendre les crédits d'impôt au nucléaire. Cela veut dire qu'ils auront toujours de l'électricité pas chère. »*

« De l'espace et du soleil »

L'accès à une énergie presque inépuisable, c'est le nouvel argument de vente de tous les Etats qui cherchent à attirer le chaland sur leur stand. Chris Pasterz, directeur du développement économique du comté navajo d'Arizona, vante des projets solaires et éoliens d'un montant total de 4 milliards de dollars, qui vont remplacer progressivement les centrales à charbon des Navajo. Il se veut rassurant : ses projets ne sont pas situés sur le territoire des réserves, qui ont un handicap majeur, à savoir être soumises au droit tribal.

« Il est très difficile de faire du business dans les réserves [indiennes]. *Il y a trop de risques »*, confesse-t-il. Le gouverneur républicain du Nevada, Joe Lombardo, lui aussi, loue les mérites de son Etat désertique. *« Nous avons de l'espace et du soleil »*, souligne-t-il. Le Nevada a appris de la pandémie due au Covid-19 que la mono-industrie du jeu de Las Vegas le rendait très vulnérable. Il se reconvertit donc dans la transition électrique, avec usines de batteries, mines et panneaux solaires. Dans le Sud, où le vent ne souffle guère, la Géorgie met l'accent sur ses centrales nucléaires : *« Nous sommes le seul Etat à avoir raccordé au réseau deux réacteurs au cours des douze derniers mois »*, fait valoir Pat Wilson, commissaire au développement économique de la Géorgie.

Bien sûr, d'autres arguments sont avancés : une main-d'œuvre qualifiée (comme à Arlington, au sud de Washington, où se sont installés Amazon et Nestlé), une localisation idéale (à l'instar de la ville de Kansas City et de son aéroport, ou de la vallée de Lehigh, en Pennsylvanie) ou le modèle économique (l'Idaho et son libéralisme). *« Nous avons été désignés comme l'Etat le moins régulé »*, estime Kelly Anthon, leader républicain au Sénat de l'Idaho, un Etat des Rocheuses connu pour ses pommes de terre et qui accueille les laiteries du français Lactalis.

Mais la question de l'énergie refait sans cesse surface. C'est pourquoi M. Anthon promeut les projets nucléaires de sa région. Ceux-ci visent à fabriquer des miniréacteurs transportables sur camion et dont le cœur ne peut pas entrer en fusion. Les Etats qui n'ont guère d'énergie, à l'instar de l'Illinois (Chicago) et du Michigan (Detroit), berceaux de l'automobile, sont quelque peu gênés aux entournures. Ce qui n'empêche pas leurs gouverneurs démocrates respectifs, Jay Robert Pritzker et Gretchen Whitmer, de chanter les louanges de l'atome – en même temps que celles des immenses réserves d'eau potable qu'offrent les Grands Lacs.

Le forum SelectUSA est l'occasion d'une immense opération de marketing de la part de l'administration américaine, républicains et démocrates confondus. *« Le président Biden aime à dire que miser contre l'Amérique n'est jamais une bonne idée. Permettez-moi de le formuler un peu différemment : faites le pari de l'Amérique »*, a lancé le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, aux participants étrangers. *« Mon message aujourd'hui est simple : il n'y a pas de meilleur endroit au monde pour investir que les Etats-Unis et il n'y a pas de meilleur moment que maintenant. »*

L'enthousiasme, pourtant, est moins débridé qu'en 2023, ne serait-ce qu'à cause de la désaffection du consommateur pour les voitures électriques, vilipendées par Donald Trump sous prétexte qu'elles livreraient l'industrie automobile aux Chinois. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les Américains n'en ont acheté que 1,4 million, contre 2,4 millions en Europe.

Une situation de rattrapage

« Le consommateur américain n'aime pas qu'on lui dise ce qu'il faut faire. Quand l'élection [présidentielle du 5 novembre] *sera passée, le marché continuera de progresser »*, estime Pat Wilson, commissaire au développement économique de la Géorgie. *« Il sera fondé sur ce que souhaite le consommateur, et non sur l'argent supplémentaire du gouvernement fédéral »*, poursuit-il, insistant sur les défaillances du réseau de bornes de recharge et le coût pour le client, qui reste à améliorer.

Son Etat accueille des usines géantes des sud-coréens Hyundai, SK, Kia (véhicules et batteries électriques), Qcells (énergie solaire) ou encore le norvégien Freyr (batteries). Au total, 15 milliards de dollars d'investissement, 15 000 emplois liés à 28 projets, d'après le recensement du site spécialisé E2. Il faut s'adapter aux ratés de la voiture électrique, notamment chez Ford. A court terme, l'usine SK, censée fournir en batteries Ford et Volkswagen, va approvisionner Hyundai et Kia. Mais la tendance semble inexorable.

S'il faisait son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a promis de revenir sur les aides à l'électrique

Un vif débat concerne la réalité des investissements effectués dans le cadre de l'IRA, qui tarderaient à sortir de terre. *« Nous avons peut-être assisté à quelques cérémonies de pose de la première pierre, mais nous n'avons pas encore été témoins d'un grand nombre d'inaugurations. Parce qu'il faut du temps pour construire les usines »*, remarque la ministre de l'énergie, Jennifer Granholm.

Soucieuses, elles aussi, d'obtenir des aides, les entreprises européennes ont loué l'eldorado américain et menacé de délocaliser, faute d'IRA européen. Selon la direction de la concurrence de la Commission européenne, les Etats-Unis se trouvent avant tout dans une situation de rattrapage. Les aides d'Etat européennes sont passées de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB), en 2014, à 1 % du PIB à partir de 2017.

Bruxelles a d'ailleurs mis en place une clause de compensation permettant d'octroyer une aide à une société qui ferait le choix de l'Amérique en raison de subventions. Pour l'heure, une seule aide de 902 millions d'euros, versée par l'Allemagne à l'entreprise suédoise Northvolt, a été octroyée, afin de construire une usine de batteries dans le Schleswig-Holstein (nord de l'Allemagne), et pas aux Etats-Unis. La Commission attend les autres demandes, qui ne viennent pas, signe que l'IRA ne serait pas mirobolant.

Le site *Politico* a examiné les dépenses réelles du plan Biden. Pour que les aides d'Etat atteignent 1 % du PIB américain, soit le niveau des Européens, il faudrait qu'elles dépassent 250 milliards de dollars par an. Etalé sur une dizaine d'années, ledit plan ne semble pas aussi généreux. Sur les 145 milliards de dollars de dépenses directes de l'IRA, l'administration avait annoncé, début avril, environ 60 milliards de décisions de financement provisoires.

Le reste de l'IRA est essentiellement constitué de crédits d'impôt (une subvention au kilowattheure produit) pour, au moins, 525 milliards de dollars. Toutefois, des projets ont été annulés – dans l'éolien, en particulier offshore, en raison de l'inflation et de l'envolée des coûts – ou retardés, faute de précisions de l'administration sur l'éligibilité des entreprises, notamment dans l'hydrogène. Selon un décompte publié le 12 août par le *Financial Times*, 40 % des 230 milliards de dollars d'investissements concernant 114 projets annoncés la première année dans le cadre de l'IRA et du Chips Act (sur les semi-conducteurs) sont en retard ou suspendus.

« Besoin d'être tranquillisé »

Au total, à en croire le Forum New Economy, à Berlin, qui a retraité des données de l'Agence internationale de l'énergie, les investissements européens, Norvège et Royaume-Uni inclus, restent très supérieurs (430 milliards de dollars en 2023 contre 310 milliards aux Etats-Unis), mais le chiffre stagne sur le Vieux Continent depuis 2022, tandis qu'il s'envole outre-Atlantique. En 2023, l'investissement dans l'énergie propre aux Etats-Unis a atteint 265 milliards de dollars, en hausse de 40 % par rapport à 2022, et a triplé depuis 2019 selon les chiffres compilés par Rhodium Group et le Massachusetts Institute of Technology.

S'il faisait son retour à la Maison Blanche en 2025, Donald Trump a promis de revenir sur les aides à l'électrique. Néanmoins, tout le pays veut maintenir la dynamique actuelle. *« Le business a besoin d'être tranquillisé, et je pense que, s'il y avait un retour en arrière, les entreprises seraient assurées de conserver leurs droits acquis »*, indique le gouverneur de l'Oklahoma, Kevin Stitt, lequel se refuse à dire s'il fait du lobbying pour maintenir l'IRA ou s'il soutient la ligne officielle adoptée par M. Trump : *« Je ne pousse à rien. Je reste dans mon couloir. »* ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Thierry Breton isolé après avoir rappelé à l'ordre Elon Musk

La Commission européenne désapprouve le moment choisi par le commissaire français pour hausser le ton face au patron de X

BRUXELLES - *correspondance*

La Commission européenne ne veut surtout pas être accusée de se mêler de la très tendue campagne présidentielle américaine. L'institution s'est distanciée, mardi 13 août, du rappel à l'ordre adressé par Thierry Breton, commissaire chargé du marché intérieur et du numérique, à X, pile avant la diffusion d'un entretien entre le propriétaire du réseau social, Elon Musk, et le candidat républicain, Donald Trump. *« Le timing et la formulation de la lettre n'ont été ni coordonnés ni convenus avec la présidente* [Ursula von der Leyen] *ou le collège »* des commissaires, a déclaré Arianna Podesta, porte-parole de l'exécutif européen. La précision n'est pas anodine et sonne comme un désaveu du moment choisi par M. Breton pour hausser le ton.

Lundi, le Français a alerté le patron de X sur son devoir de respecter les règles européennes en matière de modération des contenus, dressées dans le règlement sur les services numériques (connu sous le sigle anglais DSA, pour Digital Services Act). Avec l'entrée en vigueur de cette législation, en octobre 2022, l'Union européenne (UE) est devenue pionnière en matière d'encadrement des réseaux sociaux et des risques systémiques qu'ils posent pour la société, leur imposant notamment de prévenir *« l'amplification de contenus dangereux »*, comme l'a souligné le Français dans sa lettre. Cette obligation vaut pour toute publication accessible aux citoyens européens, y compris pour *« les diffusions en live »*. Elle s'impose aussi à *« vous, en tant qu'utilisateur avec 190 millions de followers »*, a rappelé le commissaire à Elon Musk, qui partage, à l'occasion, de fausses informations, y compris sur l'élection américaine.

Fausses informations

Défenseur autoproclamé de la liberté (totale) d'expression, le milliardaire est engagé dans un conflit avec l'UE, qu'il accuse de vouloir le forcer à *« censurer la parole »*. En décembre 2023, la Commission avait lancé une enquête officielle au sujet de X, portant sur la dissémination de contenus illégaux et l'efficacité des mesures prises (ou pas) par l'entreprise pour lutter contre la manipulation de l'information. Les conclusions sont attendues dans les prochaines semaines. En vertu du DSA, la Commission peut infliger des amendes pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise concernée. En l'occurrence, elle pourrait même décider de baser son calcul sur les revenus de l'ensemble des firmes détenues par Elon Musk, au vu de son influence décisive sur le fonctionnement de X. De plus, en cas de violations graves et répétées, la plate-forme mise en cause peut être interdite d'opérer dans l'UE.

> **Ce n'est pas la première fois que le Français irrite Ursula von der Leyen**

Thierry Breton n'a pas hésité à indiquer que la Commission se penche, pour son enquête, sur tout contenu pouvant *« inciter à la violence, à la haine ou au racisme »*, dans le cadre de *« débats et d'interviews électoraux »*. Une référence à la conversation prévue entre Elon Musk et Donald Trump, diffusée par la suite sur X et ponctuée de fausses informations.

Mardi, la Commission a à son tour insisté sur l'obligation de X de se plier à la législation européenne. Elle a cependant refusé de commenter cet événement en particulier. *« Le DSA fournit un cadre général dans lequel les très grandes plates-formes doivent opérer, et cela va bien au-delà des cas spécifiques »*, a précisé Arianna Podesta. Et d'ajouter que la *« lettre* [de Thierry Breton] *ne voulait en aucun cas interférer avec les élections américaines. L'UE n'interfère pas dans des élections »*.

Chargé de faire appliquer le DSA, M. Breton n'était pas tenu de faire approuver son message. *« L'acte en question était une lettre politique rappelant à la plate-forme ses obligations »*, a précisé son cabinet, insistant sur le caractère de *« test »* conféré par M. Musk à cet entretien à grande audience, ce qui justifiait un rappel des règles. Mais le malaise est palpable. D'ailleurs, l'exécutif européen n'a pas défendu Thierry Breton face à l'insulte d'Elon Musk, qui a invité le commissaire à *« aller se faire mettre »* (*« Fuck your own face »*). Cette réaction illustre le défi que va poser le milliardaire à l'UE, dans ses efforts pour contenir les dangers des réseaux sociaux.

Ce n'est pas la première fois que le Français, avec son style franc-tireur, irrite Ursula von der Leyen. Et cet épisode risque de ne pas être le dernier, alors que l'Allemande a obtenu un nouveau mandat à la tête de la Commission et que Thierry Breton a été reconduit par le président français comme commissaire. ■

MARIA UDRESCU

Les éleveurs inquiets de la fièvre catarrhale

Le ministère établit un plan de vaccination après confirmation de trois foyers

Une vague de fièvre catarrhale ovine (FCO), surnommée « maladie de la langue bleue », a débarqué en France. Trois foyers de sérotype 3, jusqu'alors inconnu en France, ont été confirmés par le ministère de l'agriculture, jeudi 8 août, dans des élevages ovins situés dans les départements du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. Et vingt-deux cas suspects sont étudiés.

Dès fin juillet, le gouvernement avait tiré le signal d'alarme alors que le virus sérotype 3 (FCO-BTV3), présent en Belgique depuis octobre 2023, atteignait un élevage belge proche de la frontière. Comme l'y oblige la réglementation, des mesures de restriction avaient été promulguées dans une zone dite « régulée », dans un périmètre de 150 kilomètres autour du foyer belge. Avec la détection de foyers dans trois départements français, cette zone a été agrandie.

En parallèle, l'Etat se devait de mettre en place un plan de vaccination volontaire et gratuite contre le nouveau sérotype dans la zone régulée. Transmise par les insectes piqueurs, les culicoïdes, la maladie de la langue bleue touche les bovins mais plus durement les ovins. Elle entraîne des mortalités, mais aussi des problèmes de fertilité. Avec l'extension du périmètre sous contrôle, le ministère a dû revoir à la hausse le nombre de doses qu'il devrait mettre à disposition des vétérinaires et des éleveurs. Il chiffre le total à 6,4 millions de doses de vaccins, dont 1,1 million de doses uniques pour les ovins et 5,3 millions de doses pour les bovins, qui recevront deux injections.

« Coût psychologique »

Près de 2,5 millions de doses auraient été livrées à l'Etat. Le ministère a communiqué sur une accélération de la campagne de vaccination, la date des premières livraisons aux vétérinaires étant passée du 14 au 12 août. Deux jours d'avance, sur une campagne qui doit durer jusqu'en décembre.

« L'avancée des insectes piqueurs nous inquiète. Il faut des commandes de vaccins supplémentaires, alors que nous avons 5,1 millions de brebis en France, sans compter les agnelles et les béliers », réagit Michèle Boudoin, présidente de la Fédération nationale ovine qui évoque *« le coût économique mais aussi psychologique de la maladie pour les éleveurs »*, mais appelle au *« maintien de la sérénité »*.

Pour l'instant, les éleveurs qui souhaiteraient vacciner leurs animaux hors de la zone réglementée doivent payer la facture. C'est le cas pour le sérotype 8 de la FCO, entré sur le territoire il y a une quinzaine d'années. Ce sérotype a touché 2 000 élevages en 2023 et a connu depuis 2024 une résurgence en Occitanie, où 350 foyers ont été détectés. L'inquiétude monte alors que le nouveau sérotype se développe très vite en Europe. ■

LAURENCE GIRARD

Pierre Salama

Economiste spécialiste de l'Amérique latine



A Mexico, en 2006.
CABACA/NOTIMEX VIA AFP

Professeur émérite à l'université Sorbonne Paris Nord, ancien directeur scientifique de la revue *Tiers Monde*, auteur d'ouvrages traduits en diverses langues, pédagogue surdoué capable de rendre intelligibles des questions très complexes, Pierre Salama a formé plusieurs générations d'étudiants et de militants dans un marxisme hétérodoxe, ouvert sur les réalités contemporaines. Il est mort à Paris, des suites d'un cancer, vendredi 9 août, deux jours avant de fêter ses 82 ans.

Pierre Salama est né à Alexandrie, en Egypte, le 11 août 1942, comme un signe du destin qui le portera vers le grand large et l'amour des livres. Sa jeunesse d'étudiant engagé contre les guerres d'Algérie puis du Vietnam est marquée par le militantisme, communiste puis trotskiste (version Ligue communiste révolutionnaire).

La rencontre décisive avec l'ancien ministre brésilien Celso Furtado, exilé à Paris où il prodigue son enseignement, lui fait découvrir l'Amérique latine, devenue son terrain de recherche privilégié. M. Salama professe un retour à Marx, mâtiné par l'école économique de Cambridge, à contre-courant d'un contexte idéologique dominé par Louis Althusser et ses disciples. Sa thèse de doctorat en Sorbonne, sur les limites de l'accumulation du capital national dans les économies semi-industrialisées (1970), est immédiatement traduite en italien, en espagnol et en portugais, sous le titre *Le Processus de « sous-développement »*.

A l'affût de l'actualité

Le goût de l'aventure collective l'amène à participer à deux initiatives singulières : la revue trimestrielle *Critiques de l'économie politique*, fondée en 1970 avec ses camarades Jacques Valier et Jean-Luc Dallemagne, et le Groupe de recherche sur l'Etat, l'internationalisation des techniques et le développement, qu'il anime pendant une dizaine d'années dans un esprit résolument pluridisciplinaire.

La revue éditée par François Maspero connaît un grand succès, en dépit de son ambition théorique : plusieurs numéros sont d'ailleurs repris en format de poche. *L'Introduction à l'économie politique*, coécrite par MM. Salama et Valier (Maspero, 1974), est vendue à 70 000 exemplaires, l'édition espagnole à 40 000, sans compter dix autres traductions.

Pierre Salama pratique le comparatisme, alors peu courant dans l'université française, et inconnu des économistes latino-américains enfermés dans le carcan national – voire nationaliste. Voyageur infatigable, il fait du terrain et entretient ses réseaux d'interlocuteurs, au Brésil, en Argentine, au Mexique, en Colombie ou encore au Chili. Ce fort en mathématiques assimile de manière critique toutes les données disponibles, mais il est aussi un littéraire, qui avoue avoir appris davantage avec le roman latino-américain qu'avec les rapports de la Banque mondiale. Il signe notamment *Le Défi des inégalités. Amérique latine/Asie : une comparaison économique* (La Découverte, 2006) et *Les Economies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis* (Armand Colin, 2012).

Dans la revue *Tiers Monde* ou ailleurs, il multiplie les nouvelles approches, analysant en particulier l'économie de la drogue et les violences. Tous ses textes et ouvrages sont aussitôt traduits en espagnol et en portugais. A l'affût de l'actualité, observateur souvent navré par les impasses de la gauche et la montée de l'extrême droite, sa retraite de l'enseignement n'avait pas mis un terme à son travail. En témoigne sa réaction à la pandémie de Covid-19 : *Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine* (Le Croquant, 2020).

Deux universités mexicaines lui avaient rendu hommage, en lui décernant le titre de docteur honoris causa. En quête d'autres horizons, ce polyglotte s'était mis à apprendre le chinois. Il avait un jardin secret, le dessin, qu'il lui est arrivé d'exposer. Lorsqu'ils regarderont les formes des nuages, en essayant d'identifier les animaux à l'instar des enfants, ses amis auront une pensée pour cet homme de cœur. ■

PAULO A. PARANAGUA

11 AOÛT 1942 Naissance à Alexandrie (Egypte)
1970-1984 Revue « Critiques de l'économie politique »
2006 « Le Défi des inégalités. Amérique latine/Asie »
2012 « Les Economies émergentes latino-américaines »
9 AOÛT 2024 Mort à Paris

Le Monde
Le Carnet

Nous informons nos lecteurs et nos annonceurs de la non parution de notre journal le jeudi 15 août 2024.

Le service du Carnet est ouvert ce jeudi 15 août, de 9 heures à 13 heures, pour notre édition du *Monde* datée du samedi 17 août 2024.

———

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)
soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Nicolas,
son fils,
Katharina,
sa belle-fille,
Noémie et Valérian,
ses petits-enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Anni BORZEIX,
née **HORINE,**

survenu à Paris, le 9 août 2024, un jour après son anniversaire.

Une cérémonie aura lieu au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris 13e, le samedi 17 août, à 15 heures.

Lucy Mitchell,
son épouse,
Cécile, Corinne, Lucie, Liliane, Adrien,
ses enfants,
Selma, Nora, Max, Kathryn,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christophe CAMPOS,
professeur des Universités,
chevalier
de l'ordre des Arts et des Lettres,
officer of the Order
of the British Empire,
ancien directeur
de l'Institut britannique de Paris,

survenu le 10 août 2024.

Un hommage lui sera rendu le lundi 19 août, à 10 heures, au centre funéraire de Châtellerault (Vienne).

Elisabeth et Nicolas Dubost,
ses enfants,
leurs mères, Christiane Dubost et Dominique Butticaz,
Valentine et Timothé Quiminal,
ses petits-enfants,
Camille Belloc,
sa belle-fille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude DUBOST,

survenu à Paris, le 9 août 2024, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 août, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Antoine et Sophie Groborne,
Richard Groborne,
Maryvonne Bouvier,
Anne-Laure Cabantous,
Dominique Neyrod
Et ses ami(e)s,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert GROBORNE,
artiste peintre et sculpteur,

survenu le 24 juillet 2024, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 5 août, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

a.groborne2024@gmail.com

Puy-Saint-Vincent (Hautes-Alpes).

Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Geneviève KERGOMARD,
née **HUMBERT,**

survenu le 31 juillet 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

76, impasse de l'Epilobe,
Prey d'Aval,
05290 Puy-Saint-Vincent.

Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

Emmanuel et Imke de Lanversin,
Anne de Lanversin et Olivier Samain,
Marie Liesse de Lanversin et Mohamed Chebourou,
ses enfants et leurs conjoints,

font part du rappel à Dieu de

Suzel de LANVERSIN,
née **NIEDERGANG,**

vigneronne,
chevalier
de l'ordre du Mérite agricole,

le 11 août 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Une messe a été célébrée ce mercredi 14 août, en la basilique de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (Var), à 14 heures.

Rochefort.

Jean-Claude et Brigitte Morisson,
Patrick et Maïté Morisson,
ses enfants et leurs épouses,
Elodie et Cédric Huillet,
Julien et Sonia Morisson,
Cécile et Grégory Guillemard,
Chloé Morisson,
ses petits-enfants,
Thibault, Arthur, Corentin, Thomas, Gabriel, Pierre, Alban,
ses arrière-petits-fils
Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marthe MORISSON,
née **RIGAUX,**

survenu dans sa cent cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 16 août 2024, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Rochefort, suivie de la crémation, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Vos condoléances sur pf-grandon.fr

Hélène, Etienne et Natacha,
ses enfants,
Myriam, Irène et Darya,
ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Simone SANDIER,
née **SERFATI,**

survenu le 9 août 2024.

Les obsèques auront lieu ce vendredi 16 août, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

helenesandier@free.fr
esandier@yahoo.fr

Valérie Straus,
son épouse,
Anne Strauss,
sa sœur,
Michel Strauss,
son frère
ainsi que leurs enfants et petits-enfants,
Marc et Laurette Cheneau-Susini,
ses beaux-parents,

ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, survenu sur une plage de Corse, le 9 août 2024, à l'âge de soixante-seize ans, de

André STRAUS,
historien économiste,
directeur de recherche émérite
au CNRS.

L'incinération a eu lieu le mardi 13 août, à Ajaccio.

Une réunion de sa famille, de ses amis et collègues sera organisée en septembre à Paris. Les date et lieu seront communiqués ultérieurement.

Souvenir

Paris. Château-Queyras.

Il y a vingt ans, disparaissait brutalement

Jean FREYSS.

Nous pensons toujours à lui.

Mémoire

A la mémoire de

Marcel ULLMANN
(1909-1944),

élève du lycée Janson de Sailly
(1919-1926),
interne des Hôpitaux de Paris
(1936),
docteur en médecine
(1938),
chef de clinique à l'hôpital Cochin
(1938-1939),

oflag XB : Nienburg am Weser
(1940-1943),

Vercors
(1943-1944),

chevalier
de la Légion d'honneur,

croix de guerre avec palme.

« Médecin capitaine d'un moral très élevé, joignant aux plus belles qualités professionnelles un moral exemplaire, comme officier du service de santé du Vercors, il a donné à tous un splendide exemple de sacrifice, replié avec ses blessés dans la grotte de la Luire, il fut fait prisonnier le 27 juillet 1944 et trouva une mort glorieuse sous les balles ennemies à Grenoble le 12 août 1944. »
JO du 27 septembre 1945.

De la part de

Michel,
son fils,
Emilie et Mathieu,
ses petits-enfants,
Stella et Scarlett,
ses arrière-petites-filles,

qui jamais ne l'oublieront.

Commémoration

Commémoration de la déportation des Juifs de France par l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France » et le Mémorial de la Shoah, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des déportés du **convoi n°79** parti, il y a 80 ans, du camp de Drancy pour le camp de Buchenwald.

Samedi 17 août 2024, à 12 heures.

Lecture des noms des 51 déportés, dont 1 enfant du convoi n°79. 36 déportés sont revenus, dont 22 évadés.

Mémorial de la Shoah,
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
75004 Paris.

Renseignements :
Tél. : 01 53 01 12 24.
Courriel :
lieux@memorialdelashoah.org

Communication diverse

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde
JEUDI 15 - VENDREDI 16 AOÛT 2024

Duncan Chisholm fait voyager l'Interceltique

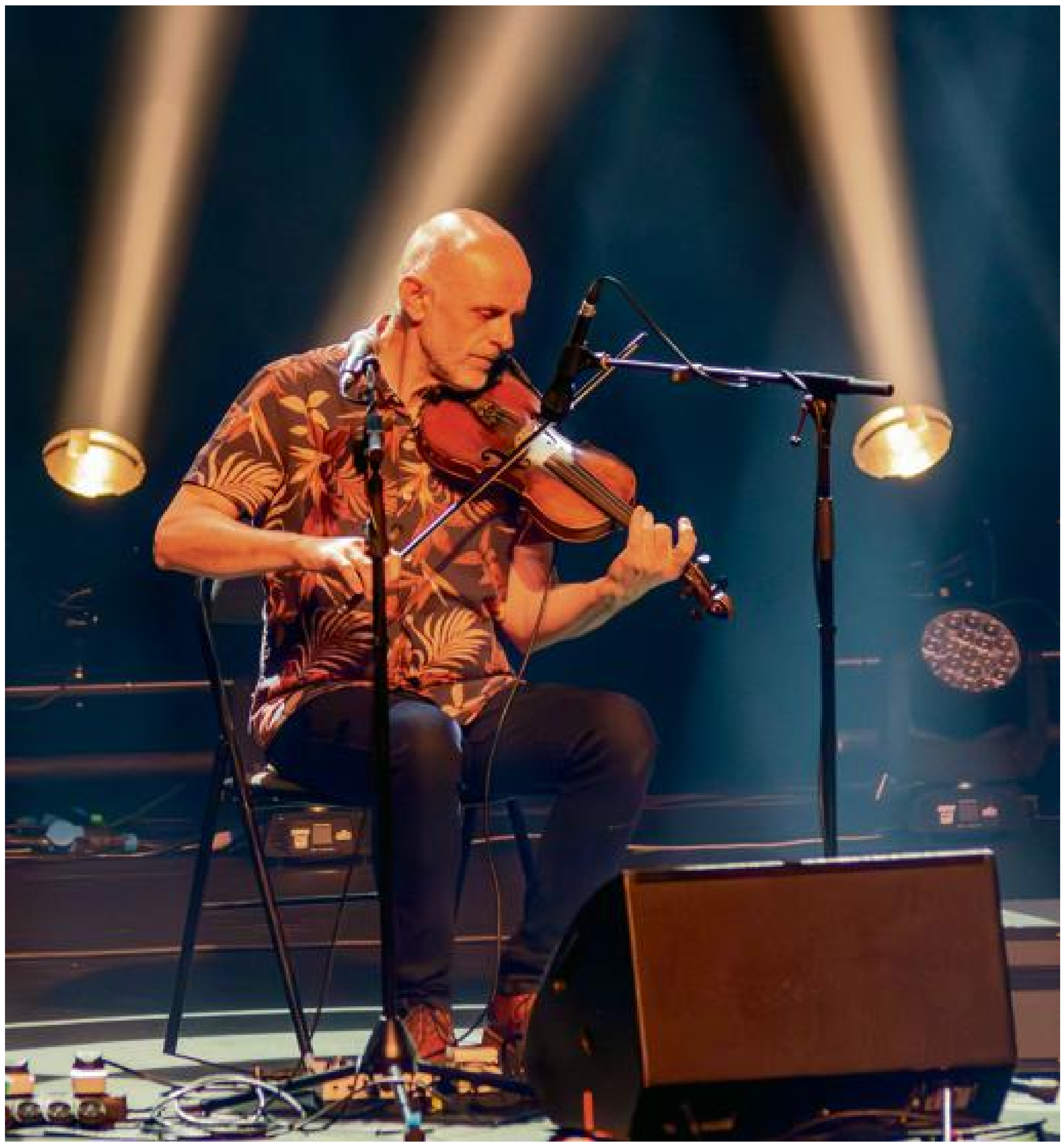
A Lorient, lors de la Grande Nuit de l'Ecosse, le violoniste des Highlands a présenté son album « Black Cuillin »

FESTIVAL
LORIENT (MORBIHAN) - *envoyé spécial*

Il y a de cela une éternité, dans une boutique de Portree, sur l'île de Skye, en Ecosse, nous étions tombé sur un disque hommage, *A Highland Fiddler* (2002), dédié au violoniste Donald Riddell (1908-1992) par trois de ses anciens élèves. Le disque était de toute beauté. Aujourd'hui le maître n'est plus, mais, à 55 ans, Duncan Chisholm, l'un de ces trois disciples, est là devant nous, lundi 12 août, sur la scène du Théâtre de Lorient pour la Grande Nuit de l'Ecosse proposée par le Festival interceltique, dont la 53e édition est organisée jusqu'à dimanche 18 août.

« Donald Riddell était bien plus qu'un professeur de violon, raconte Duncan Chisholm en aparté, *c'était un historien. Quand il nous apprenait un air, il nous expliquait où, pourquoi et par qui le morceau avait été écrit. Par exemple, il racontait que, lorsque Willie Lawrie composa le célèbre* Mrs MacDonald of Dunach, *le joueur de cornemuse* [mort en 1916, à 35 ans, tombé malade dans les tranchées] *était à Ballachulish, assis dans la carrière d'ardoise de son village. Le son résonnait en écho sur les parois, et c'est ce qui lui a inspiré la répétition si particulière des mesures… Quand Donald Riddell nous racontait ça, d'un seul coup vous étiez assis dans la carrière d'ardoise. On joue alors différemment. Donald Riddell nous a donné cette possibilité de visualiser la musique. Cela ne m'a jamais quitté. »*

Dans la salle du théâtre de mille places, quand Duncan Chisholm se met à jouer, ça sent la bruyère, la salle se revêt de pourpre, l'océan gronde, les rares arbres plient sous le vent d'ouest, et l'on marche, silencieux, dans les tourbières qui s'étendent à perte d'âme. Pour un peu, on mettrait une moustiquaire pour se protéger des *midges*, ces insectes aussi petits qu'agressifs qui peuplent les Highlands.



Duncan Chisholm, au Théâtre de Lorient, lors de la Grande Nuit de l'Ecosse, au Festival interceltique, le 12 août. MICHEL LE TENIER

Une musique en mouvement

Comme Donald Riddell, Duncan Chisholm est né à Kirkhill, une petite bourgade à une dizaine de kilomètres d'Inverness. Il est âgé de 7 ans lorsqu'il entend jouer dans la salle municipale le maître de violon, qui était aussi un peu luthier – la légende veut que celui-ci ait construit son premier instrument avec une boîte à cigares, son propre violoniste de père lui interdisant de toucher le sien. Chisholm tombe immédiatement sous le charme de l'instrument, mais le maître n'accepte de le prendre qu'à partir de 8 ans. *« Il était très strict. Sur la tenue d'archet, sur la façon de porter l'instrument, sur tout… Il disait : "Fais exactement comme moi." Et puis un jour, à 16 ans, il m'a dit : "Je t'ai appris tout ce que j'avais à t'apprendre, maintenant tu ne dois plus faire du Donald Riddell, tu dois faire du Duncan Chisholm." C'était me faire tomber du nid. J'étais perdu. Mais, depuis, c'est ce que je cherche à faire : trouver ma voie, ma voix. »*

A 21 ans, Duncan Chisholm, pour fuir son premier travail – *« Dans une banque : j'ai détesté »* –, monte un groupe de folk rock, Wolfstone, qui, avec neuf albums, va faire une jolie carrière. Après quoi il multiplie les collaborations et, finalement, se met à composer. La musique traditionnelle, contrairement à un a priori répandu, est une musique en mouvement. Tout y change en permanence, se métisse, s'ouvre, s'acculture, qu'il s'agisse des instruments, des arrangements ou des morceaux eux-mêmes. C'est ainsi que le répertoire s'agrandit. De tout temps, l'interprète est aussi compositeur.

C'est le cas du Galicien Carlos Nuñez, qui, à l'Interceltique pour trois concerts, deux le jeudi 15 août, et un le lendemain, y proposera sa symphonie panceltique, *Celtic Sea*. C'est encore le cas de Calum Stewart, qui, en trio et avec sa femme, la danseuse Sophie Stephenson, a fait la première partie de cette Grande Nuit de l'Ecosse. Le flûtiste et joueur d'Uilleann pipes (cornemuse irlandaise) vient de sortir *True North*, un hommage à ses terres natales, lui qui habite désormais en partie en Bretagne, à Redon (Ille-et-Vilaine)…

« La musique, ce n'est pas que des notes écrites sur une page. Avec des instruments, on crée une histoire. Tout artiste écrit un récit, mais la musique, elle, vous fait voyager les yeux fermés. Reste que, comme pour la peinture d'un tableau, tout ça est un processus assez long », confie Duncan Chisholm, qui a composé lui aussi ses deux derniers albums (il en compte sept sous son nom, neuf avec Wolfstone) comme des images panoramiques de ces territoires sauvages dont l'âpreté est proportionnelle à leur mythologie cinégénique.

Sur scène, sans chichis, sans affectation, le musicien joue de l'archet comme d'autres jouent du pinceau

En cela, il compare sa démarche à celle d'un plasticien. *Sandwood* (Copperfish Records, 2018) a été un travail de trois ans, dont dix-huit mois – avant même de poser la première note de musique – à faire des allers-retours jusqu'à cette plage des débuts du monde (*« la plus belle que vous puissiez imaginer »*) posée à l'extrême nord-ouest des Highlands. *« C'est là que débarquèrent les Pictes, premiers habitants de ces terres ; que les Vikings traînaient leurs drakkars sur le sable ; que les pêcheurs allaient capturer les baleines qui croisent au large… »* Il en parle effectivement comme un peintre et, sur scène, sans chichis, sans affectation, il joue de l'archet comme d'autres jouent du pinceau. Au Festival interceltique, les virtuoses poussent sous chaque pavé. En revanche, les musiciens dont la sensibilité vous arrête sont monnaie rare.

Black Cuillin (Copperfish Records, 2022), son dernier album en date, est inspiré, quant à lui, du massif montagneux du même nom, dont les escarpements volcaniques donnent à l'île de Skye ses lumières changeantes et ses perspectives fulgurantes. On sent dans son jeu, dans son sourire lorsqu'il pose son violon, la fierté d'être un élément de ces contrées battues par les vents et la pluie. *« Je ne me sens pas britannique, mais écossais et européen. Le Brexit s'est fait contre nous. Je suis internationaliste, et l'Ecosse a une voix là-dedans »*, souligne-t-il, déçu par la débâcle électorale au profit des travaillistes, en juillet, du Scottish National Party – pourtant classé à gauche, mais miné par les affaires et les dissensions internes.

Duncan Chisholm a déménagé à 3 kilomètres de là où il est né. *« Comme la terre que nous laisserons à nos enfants, nous devons préserver la musique et la leur léguer aussi belle – ou plus belle – que lorsqu'on nous l'a donnée. »* ■

LAURENT CARPENTIER

***Festival interceltique de Lorient (Morbihan)**, dans divers lieux de la ville. Jusqu'au 18 août.*

A Locarno, un état des lieux des conditions féminine et masculine

« Seses », de Laurynas Bareisa, et « Mond », de Kurdwin Ayub, deux films très musclés, ont été présentés en compétition au festival

CINÉMA
LOCARNO (SUISSE) - *envoyée spéciale*

Rares sont les grands festivals qui réussissent à mêler, au sein de la compétition, des œuvres de cinéastes identifiés et celles de nouveaux venus. C'est le cas à Locarno (Suisse), dont la 77e édition du Festival international du film, commencée le 7 août, a lieu jusqu'au 17. La manifestation a des airs de pépinière, intégrant à bon escient de jeunes pousses dans le club convoité des films concourant pour le Léopard d'or.

Quelques longs-métrages attendus ont tenu leurs promesses, tel *Bogancloch*, bijou expérimental du Britannique Ben Rivers, filmant le quotidien d'un ermite (Jake Williams) dans les Highlands d'Ecosse, dans une image argentée, au-delà du noir et blanc. Citons aussi *Qing chun (Ku)*, de Wang Bing, nouvelle fresque dans les ateliers textiles de Zhili, près de Shanghaï. Ou encore le film de Virgil Vernier *Cent mille milliards*, qui capte l'indécence de l'argent à Monaco et dévoile un nouveau visage, celui de l'acteur Zakaria Bouti, casté en boîte de nuit.

Parmi les révélations du festival, deux films particulièrement musclés se retrouvent sur le ring de la compétition : *Seses*, du Lituanien Laurynas Bareisa, né en 1988, et *Mond*, de la réalisatrice kurde et autrichienne Kurdwin Ayub, née en 1990. Ajoutons que les deux s'ouvrent par un combat de MMA.

Dans *Seses*, un champion très sexy (Paulius Markevicius) remporte à l'arraché un combat. Dans le public, sa femme, Sarah, belle comme une Barbie (qu'interprète avec finesse Gelmine Glemzaite), fond en larmes après le match, tant elle a eu peur pour son mari. La sœur de Sarah vit avec un fou du volant qui aime faire ronfler le moteur, quitte à prendre des risques insensés sur la route. Le temps des vacances dans la maison familiale, *Seses* scrute le masculinisme dans un récit déstructuré, réduit à l'os, tout en parvenant à explorer la situation sous différents angles. Jubilatoire.

De la force, il en faut aussi à l'héroïne de *Mond*, Sarah (Florentina Holzinger), autrichienne, une ancienne championne de MMA qui accepte une drôle de mission : elle part en Jordanie pour entraîner trois sœurs d'une riche famille. Sur place, Sarah croit comprendre que les jeunes filles vivent barricadées, sans accès à Internet. Celles-ci sont-elles réellement prisonnières, et le grand frère qui a embauché Sarah comme coach est-il un monstre ?

Une dose d'humour noir

Kurdwin Ayub élabore une histoire complexe, nourrie par son vécu et sa double culture, moyen-orientale et occidentale. Née en Irak, la réalisatrice – regard ourlé de khôl, teint clair, cheveux sages aux épaules, telle une réincarnation de Blanche-Neige – a migré très jeune avec ses parents en Autriche. Sélectionné à la Berlinale, en 2022, dans la fertile section Encounters, son premier long-métrage, *Sonne*, l'histoire d'un trio d'adolescentes portant le hidjab et devenant populaires sur les réseaux en dansant le twerk sur une chanson pop, avait déjà surpris et reçu le prix de la première œuvre.

Culotté, avec une dose d'humour noir, *Mond* interroge la figure de la sauveuse blanche qui voudrait libérer ses sœurs opprimées. L'actrice principale, Florentina Holzinger, performeuse et chorégraphe viennoise, qui a pratiqué le kick-boxing, tient sur ses solides épaules cette histoire hors norme, taillée sur mesure pour elle. Lors d'un bref entretien, la trentenaire nous apparaît telle Vénus sortant des eaux, mais en short et claquettes, comme revenant de l'entraînement sportif.

Elle dit simplement les choses : *« Cela ne m'intéresse pas de jouer. Kurdwin Ayub m'a demandé d'être moi-même, et je dis la même chose à mes interprètes dans mes spectacles. »* Sur scène, dans ses créations radicales, l'artiste héritière des actionnistes viennois explore et expose la douleur et la violence, ne craignant pas de choquer, pour mieux déconstruire les normes. On pense au travail de Bertrand Mandico, dont le nouveau film sélectionné à Locarno (en section parallèle, Fuori Concorso), *Dragon Dilatation*, pépite visuelle en *split screen*, mérite le détour. Nous y reviendrons. ■

CLARISSE FABRE

La France de la Libération, entre liesse et douleur

Le documentaire de Valérie Manns revient sur cette période complexe

FRANCE 2
JEUDI 15 - 21 H 10
DOCUMENTAIRE

A la télévision, sur une chaîne nationale, la recette d'une série documentaire historique à succès, est connue : il faut d'abord cibler un événement (guerre mondiale, par exemple) ou un personnage (Hitler, Staline) susceptibles d'intéresser un public relativement large. Il faut ensuite, condition nécessaire pour être programmé en début de soirée, coloriser les archives filmées à disposition. Et enfin bien sélectionner les témoignages, ceux des disparus à travers la lecture de leurs écrits, mais aussi profiter des derniers témoins encore vivants pour les faire parler face caméra.

En cette année du 80e anniversaire de la Libération d'une grande partie de la France, rien d'étonnant à voir France 2 programmer *Libération(s), dans la joie et la douleur,* de Valérie Manns, ambitieux documentaire en trois épisodes. La chaîne a par ailleurs prévu un autre rendez-vous mémoriel, autour de la Libération de Paris, le 25 août. Suivant un classique déroulé chronologique, ce documentaire débute par les combats en Normandie de l'été 1944 pour se terminer par la reddition des dernières poches de résistance allemandes sur la façade atlantique, au printemps 1945.



Image extraite du documentaire « Libération(s), dans la joie et la douleur », de Valérie Manns. AP

Des villages martyrs

Entre les deux, on aura vu des images de foules en liesse, des actes de terreur, des manifestations contre le manque de nourriture, des femmes tondues, des soldats épuisés, des enfants perdus, des retrouvailles émouvantes et parfois compliquées. Une France heureuse et soulagée, mais aussi déchirée et endeuillée. Au-delà des archives filmées parfois inédites et de l'intérêt des témoignages de personnalités (Line Renaud, Jean-François Kahn, Catherine Clément, Marie Chaix), de maquisards, de soldat de la 2e DB ou d'inconnus ayant vécu la Libération dans différentes régions, l'intérêt de ce programme est de ne pas éluder la complexité de cette période.

On n'a pas vécu la Libération de la même façon selon que l'on soit un habitant de Caen ayant tout perdu dans les bombardements alliés ou un Toulousain ayant assisté à l'arrivée de résistants communistes dans une ville qui a moins subi de destructions et de combats. Ou, bien entendu, que l'on soit enfant de résistant ou de collabo. Comme le souligne Valérie Manns, la réalisatrice : *« Cette série est du point de vue des civils et évoque un enchaînement d'événements et de circonstances méconnus des Français. Une histoire de combats, de résistances, de lâchetés aussi, de règlements de comptes à chaque fois singuliers. Cette période complexe montre toutes les ambivalences, les ambiguïtés, les subtilités du kaléidoscope hexagonal, où une France heureuse a côtoyé une France martyre. »*

La France est libérée, mais très meurtrie après cinq ans d'occupation. Il y a des villes en ruine, des villages martyrs, des règlements de comptes sordides, des déportés parfois accueillis avec stupéfaction. Il y a aussi une situation sociale tendue, qui, avec la faim toujours présente et la crise du logement, atténue la liesse générale et crispe les relations. Joie profonde pour beaucoup, traumatismes pour d'autres, privés de leurs biens ou ayant perdu des proches, la France libérée se dévoile ici dans sa diversité. ■

ALAIN CONSTANT

Libération(s), dans la joie et la douleur, *de Valérie Manns (Fr., 2024, 3 × 52 min).*

Un robot programmé pour conquérir le cœur d'une femme

La cinéaste Maria Schrader aborde des questions métaphysiques dans une comédie futuriste servie par un excellent duo d'acteurs

ARTE
VENDREDI 16 - 20 H 55
FILM

Le deuxième long-métrage de Maria Schrader examine l'hypothèse d'un être parfait, taillé sur mesure pour combler sa partenaire : Tom (Dan Stevens), un robot androïde, a été mis au point pour conquérir le cœur d'Alma (Maren Eggert), célibataire, chercheuse et spécialiste de l'écriture cunéiforme au Musée de Pergame, à Berlin.

Je suis ton homme ne s'inscrit pas dans le futur, mais dans un présent décalé, certains enjeux contemporains étant ici poussés à l'extrême. L'intelligence artificielle est en train de s'étendre jusque dans la vie intime, venant au secours des amants esseulés. Après les sites de rencontre et leurs algorithmes, voici les androïdes, d'apparence masculine ou féminine, qui font leur entrée discrète sur le marché du couple.

Alma n'est pas la candidate idéale pour s'amouracher d'un robot. Elle n'est pas en quête de l'âme sœur, mais son département de recherche, en manque de subventions, doit trouver des fonds pour lui permettre de mener à terme ses travaux. Un contrat de mécénat est conclu : elle va tester Tom durant quelques semaines, puis rédiger un rapport d'évaluation, moyennant quoi l'argent privé sera débloqué. Le spectateur ne verra ni laboratoire ni scientifique. La comédie ro(bot)mantique de Maria Schrader se concentre sur la possibilité d'une histoire entre une femme et un androïde. La rencontre a lieu dans une salle de bal, où Tom, tout juste sorti de l'usine, attend Alma. Longiligne, les traits lisses, il a le regard bleu électrique branché sur Alma. Perplexe, incrédule, celle-ci se laisse entraîner sur la piste de danse, remplie de couples, pas tous des humains. Outre les androïdes, l'entreprise fait appel à des hologrammes, moins coûteux, pour peupler le bar et le dance floor.

Le film de Maria Schrader repose sur un duo d'acteurs très ciselé. Dan Stevens travaille le geste au millimètre, dans une chorégraphie subtile. Maren Eggert, elle, reste sur le qui-vive, entre retenue et explosion, entre passivité et rejet de cette situation.

A ce stade du scénario, le film bascule dans le surréalisme, s'aventurant à la frontière de l'humain et de la machine. Alma peut-elle être touchée par l'amour de Tom ? Elle n'est pas dupe, il mettrait autant de zèle à séduire une autre femme s'il était « réinitialisé » pour une nouvelle rencontre. Mais les humains ne passent-ils pas aussi leur temps à se « réinitialiser » ? Tom est-il si éloigné d'Anna ? Mis au point par des hommes et des femmes, les robots nous renvoient à notre condition d'êtres « construits », socialement, culturellement. Et la mélancolie du robot existe. ■

CLARISSE FABRE

Je suis ton homme, de Maria Schrader. *Avec Dan Stevens, Maren Eggert, Sandra Hüller (All., 2022, 121 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 191
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II											■	
III										■		
IV					■							
V			■				■					
VI					■						■	
VII			■						■			
VIII					■			■				
IX				■			■					
X												

HORIZONTALEMENT

I. Mauvaise manière chez les hommes, pas chez les anoures. **II.** Eloignées à bonne distance. **III.** Usure par frottement. En douce. **IV.** Astaire ou Vargas. Pendant la belle saison. **V.** Sur la portée. Enfant de Créüse. Fit tourner la tête. **VI.** Fatales en mars pour César. Agnès la favorite ou Julien le séducteur. **VII.** Personnel. Indicateur à suivre en venant de la droite. Roi de Juda. **VIII.** Irlande libre. Patron normand. Fixe les dunes. **IX.** La queue dans les mots. Protection extrême. Poudre à gratter. **X.** Regarde toujours en arrière.

VERTICALEMENT

1. Laisse tomber les pinceaux pour s'exprimer à la bombe. **2.** Se lancer dans une nouvelle version. **3.** Frontière des Vexin. Manque de retenue. **4.** De Roubaix ou de Tourcoing. **5.** Accord parfait. Bas de gamme. **6.** Accessoires domestiques. **7.** Maman d'Horus. Chez les bonobos. **8.** Philippe le comédien, François le politique. Fin de dictée. **9.** Vladimir Ilitch Oulianov. Pour nos échanges dans le monde. **10.** Bonne carte. Province de l'Empire ottoman. **11.** Préjudice. Habille la belle Indienne. **12.** Exprime la spontanéité et l'émotion.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 190

HORIZONTALEMENT I. Impraticable. **II.** Néroli. Anion. **III.** Clôtures. Lit. **IV.** Rase. Agacera. **V.** Emprisonnées. **VI.** Vie. Ui. **VII.** Ancipités. Ce. **VIII.** Béton. Trôner. **IX.** Le. Désaérera. **X.** Esbaudissons.

VERTICALEMENT 1. Increvable. **2.** Mélaminées. **3.** Prospect. **4.** Roter. Ioda. **5.** Alu. Pneu. **6.** Tiras. Sd. **7.** Egouttai. **8.** Casanières. **9.** An. Cn. Sors. **10.** Bilées. Néo. **11.** Loire. CERN. **12.** Entasseras.

SUDOKU
N°24-191

						4		3
				9			1	
		2			4		8	
						6		
		3		1		7		2
	7				2			
	4			5	1			9
	9	1		3	7	2	4	5

1	9	7	5	3	6	4	8	2
8	2	4	7	9	1	3	5	6
5	3	6	2	4	8	7	1	9
6	7	8	1	2	4	5	9	3
9	5	1	8	6	3	2	4	7
3	4	2	9	7	5	8	6	1
4	8	9	3	1	2	6	7	5
7	6	3	4	5	9	1	2	8
2	1	5	6	8	7	9	3	4

Difficile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Enrique Vila-Matas « Avec l'amour, l'écriture est ce qui donne sens à ma vie »

UN ÉCRIVAIN PARLE TRAVAIL – 5/5 – Les livres pleins d'humour de l'Espagnol se nourrissent de références à ses auteurs fétiches, dans une forme de dialogue avec la littérature, qu'il considère comme une œuvre collective. En passionné, il se confie avec joie



Ouvrir un livre d'Enrique Vila-Matas, c'est s'embarquer dans un voyage vertigineux au cœur des mystères de la création littéraire et en sortir sans autre certitude qu'une sensation de joie pure. Essayiste, romancier et nouvelliste, mêlant à loisir les genres sans distinction, l'écrivain, né à Barcelone en 1948, construit une œuvre débordante d'humour, nourrie d'échos avec celles de Laurence Sterne, Robert Musil, Franz Kafka ou Jorge Luis Borges.

Depuis ses débuts, ses livres dialoguent, surtout, avec leurs lecteurs, les plongeant dans une forme de jeu où s'imbriquent le vrai et le faux, à l'instar d'*Abrégé d'histoire de la littérature portative* (1985 ; éd. Christian Bourgois, 1990), son premier vrai succès. Ses écrits disent aussi la phobie du silence et du néant (*Bartleby et compagnie*, *Le Mal de Montano*, *Docteur Pasavento*, éd. Christian Bourgois, 2002, 2003 et 2006), et interrogent la frontière fragile entre vie et littérature, comme dans *Montevideo*, son dernier livre en date (Actes Sud, 2023).

On le rencontre, par visioconférence, installé dans le bureau de son agent à Barcelone, où il vit toujours. Il parle vite, très vite, se lance dans de savoureuses digressions. Entre ses quatre textes en cours et un déjeuner professionnel, il prend toutefois le temps de lever le voile sur sa *« salle des machines »*.

Repères

1948 Enrique Vila-Matas naît à Barcelone.

1966 Il suit des études de droit, imposées par ses parents, et de journalisme. Il entre au magazine de cinéma *Fotogramas*, où il invente des interviews avec des vedettes.

1971 Il écrit son premier roman, *Mujer en el espejo contemplando el paisaje* (« femme au miroir contemplant le paysage », non traduit), lors de son service militaire à Melilla.

1974-1976 Il vit à Paris, dans une chambre de bonne louée à Marguerite Duras, où il écrit *La Lecture assassine* (Passage du Nord-Ouest, 2002). Il racontera ce séjour dans *Paris ne finit jamais* (éd. Christian Bourgois, 2004), le plus autobiographique de ses livres.

1985 *Abrégé d'histoire de la littérature portative* (éd. Christian Bourgois, 1990) lui vaut son premier vrai succès littéraire.

2001 *Bartleby et compagnie* (éd. Christian Bourgois, 2002).

2002 *Le Mal de Montano* (éd. Christian Bourgois, 2003) reçoit le prix Herralde et le prix Médicis étranger.

2010 *Dublinesca* (éd. Christian Bourgois).

2022 *Montevideo* (Actes Sud, 2023).

Vous avez écrit votre premier livre, « Mujer en el espejo contemplando el paisaje » (« femme au miroir contemplant le paysage », non traduit), en 1971. En quoi annonce-t-il votre œuvre future ?

Je ne me reconnais pas vraiment dans ce texte, contrairement à mon deuxième livre, *La Lecture assassine [1977 ; Passage du Nord-Ouest, 2002]*. Je l'ai écrit pour ne pas trop perdre mon temps pendant mon service militaire à Melilla *[enclave espagnole au nord-est du Maroc]*, sans penser qu'il allait être édité. J'avais auparavant publié dans la presse espagnole des entretiens totalement inventés avec des célébrités – Marlon Brando, Rudolf Noureev, Patricia Highsmith… C'est par le monde du journalisme que je suis entré dans la fiction.

Vous vouliez au départ être réalisateur de cinéma. Qu'est-ce qui vous a conduit à opter pour l'écriture ?

J'écris depuis toujours. J'ai rédigé mon premier livre à 5 ans : des histoires et des dessins. Ma famille l'a conservé. J'en ai écrit un autre à 14 ans, un roman policier. Si j'ai été ébloui par le cinéma, c'est que j'appartiens à une génération d'Espagnols qui a grandi avec cet art. Le genre qui me plaisait était le « nouveau cinéma » de Philippe Garrel, pas la Nouvelle Vague. Mais les films que je voulais faire étaient impensables dans l'Espagne de l'époque.

> « J'AI ÉCRIT MON PREMIER TEXTE POUR NE PAS TROP PERDRE MON TEMPS PENDANT MON SERVICE MILITAIRE, SANS PENSER QU'IL ALLAIT ÊTRE ÉDITÉ »

Après avoir tourné deux courts-métrages à Cadaqués, je les ai présentés à Barcelone. Mon producteur était mon père. A la fin de la projection, il m'a demandé si le sujet était bien la fin de la famille bourgeoise. C'était le cas, bien sûr. Il a rétorqué que, dans ces conditions, il ne pourrait plus produire mon travail. Ma carrière s'est achevée là.

Vous avez dit de « La Lecture assassine », écrit pendant votre séjour à Paris, entre 1974 et 1976, que c'était un texte « capable de tuer qui le lirait »…

L'idée du livre, c'était en fait d'imiter Miles Davis, qui avait fait scandale au Liceu de Barcelone, sous le franquisme, parce qu'il avait joué de la trompette, lors d'une session de jazz, en tournant le dos au public. C'est ainsi que je concevais mon écriture : toujours écrire le dos tourné à ce que demande le public. C'était par pur désir de provocation. Ensuite, cela a changé. On se rend compte qu'il faut d'abord écrire ce qui nous plaît et, si l'on a des lecteurs, cela vaut le coup de tenir compte de leurs goûts. Quant à l'idée de « tuer le lecteur », je me suis rendu compte qu'elle avait déjà été traitée par Agatha Christie et par Ignacio de Luzan, un poète espagnol du XVIII[e] siècle. Comme quoi, on pense être très original et on ne l'est pas.

Dans « Paris ne finit jamais » (éd. Christian Bourgois, 2004), vous avez raconté ce séjour en France, où vous étiez logé dans une chambre de bonne appartenant à Marguerite Duras. Que vous a-t-elle enseigné ?

A l'époque, je ne faisais pas très attention à ce qu'elle écrivait, même si j'aimais beaucoup son film *India Song [1975]*, que je trouvais très littéraire. C'est plus tard, quand j'ai lu ses livres, que je me suis rendu compte à quel point elle était une romancière importante.

Elle m'a appris qu'un écrivain n'est pas obligé de porter une cravate, comme les hommes politiques, qu'il n'a pas besoin d'être un modèle. Un jour, pour un article qu'elle devait écrire, elle m'a demandé de l'emmener au bois de Boulogne afin de vérifier s'il y avait bien des prostituées en habit de communiantes : c'est là qu'a eu lieu notre vraie rencontre. A la fin, elle m'a demandé pourquoi ma voiture n'avait qu'un phare, comme si c'était la raison pour laquelle nous n'avions rien trouvé… Mais je n'ai jamais pensé faire d'elle un personnage de roman. Au lieu de cela, je l'ai incorporée à la partie autobiographique de *Paris ne finit jamais*. C'est, de fait, le seul livre où je raconte des histoires vraies sans les modifier.

Dans ce livre, vous moquez « les écrivains réalistes qui dupliquent la réalité en l'appauvrissant ». Rejetez-vous toujours cette façon d'écrire ?

Oui. Cela remonte au premier voyage que j'ai effectué à Madrid avec l'école. Au musée du Prado, j'ai découvert avec surprise qu'il existait des copistes qui reproduisaient les peintures qu'ils avaient sous les yeux. J'ai trouvé cela très étrange. Un an plus tard, au musée Picasso de Barcelone, j'ai vu *Les Ménines [1957 ; d'après Velasquez, 1656]*. Je me suis alors rendu compte que l'art, ce n'était pas copier, mais recréer : travailler sur l'existant et le modifier. Je suis resté fidèle à cette règle.

Vous multipliez, dans votre œuvre, les références à des auteurs canoniques. Faut-il y voir une marque d'humilité, la volonté de vous inscrire dans leur sillage, ou une façon de vous dissimuler ?

C'est tout cela à la fois. J'ai commencé avec *Abrégé d'histoire de la littérature portative*, où j'inventais des citations d'auteurs qui n'étaient pas à eux, mais que j'avais prises ailleurs – ce qui a d'ailleurs rendu le travail



Enrique Vila-Matas, à Barcelone, en 2022.
EUROPA PRESS NEWS/EUROPA PRESS VIA GETTY IMAGES

de traduction en français très difficile. Avec le temps, ce jeu avec les références littéraires a changé. Il est devenu nécessaire au cours des dernières années, car on oublie même les auteurs les plus remarquables de notre temps, puisqu'ils ne sont pas réédités. Je m'emploie donc à ressusciter la mémoire des grands auteurs que j'ai eu le plaisir de lire et auxquels beaucoup de gens n'ont plus accès. C'est devenu un travail pédagogique.

Mais on peut aussi comprendre cette démarche dans le sens que lui donnait Borges : la littérature est un travail collectif, anonyme. Au bout du compte, il ne restera que ce qui a été écrit au nom de tous. J'ai conscience de faire partie d'un patrimoine et de le transmettre à mon tour à d'autres. Ce rôle de passeur, je me résigne à le jouer.

Comment maintenez-vous ce dialogue avec les auteurs qui vous accompagnent ?

Je relis régulièrement des passages de leurs livres. Je suis conscient de construire une bibliothèque constituée d'extraits. Pour moi, les fragments ne sont pas juste des parties d'un tout, mais des parties très importantes du tout. C'est pour cela qu'ils doivent être assez puissants pour que l'on puisse ouvrir un livre à n'importe quelle page sans avoir besoin de savoir ce qui s'est passé avant et ce qui se produira ensuite.

En revanche, ces dernières années, j'ai lu toute l'œuvre de Kafka en profondeur. On dit qu'il ne savait pas qu'il serait Kafka. Mais je me suis rendu compte du contraire : il le savait parfaitement. C'est la même chose avec Don Quichotte, qui dit : « Je sais qui je suis. »

Vous parlez de « dialogue ». Précisément, dans un documentaire que j'ai regardé hier sur Roger Federer, on disait que son style « dialoguait avec l'histoire du tennis ». Les citations, ma quête de grands auteurs à moitié oubliés me semblent liées à cette phrase. Mon style, c'est peut-être cela : un dialogue avec la littérature, à une époque où les nouveaux auteurs sont nombreux à sembler ne pas la connaître.

Vous citez souvent l'écrivain suisse de langue allemande Robert Walser (1878-1956), notamment dans « Docteur Pasavento ». Il fuyait la gloire littéraire et a fini par disparaître totalement de la scène publique. Pourquoi vous sentez-vous si proche de lui ?

Cela m'a beaucoup étonné moi-même, car nous ne sommes pas proches, d'un point de vue géographique. Le cas de Walser me rappelle ce qu'écrivait Elias Canetti *[1905-1994]* : « Tout écrivain qui s'est fait un nom et a réussi à l'imposer sait très bien que pour cette raison même il cesse d'être écrivain, car il doit gérer sa carrière comme un simple bourgeois. » Il y a les vrais écrivains d'un côté et les imposteurs de l'autre.

Et vous, que pensez-vous être ?

[Rires.] Un vrai écrivain. Mais les imposteurs naissent continuellement…

Vous êtes très prolifique. Est-ce parce que vous avez la phobie de la page blanche, comme le personnage du « Mal de Montano » ?

Oui. L'écriture est ce qui me sauve la vie. Sans elle, je m'ennuierais énormément. Elle est essentielle, car elle s'apparente au travail de construction d'une maison : un défi qu'on se lance à soi-même et qui impose d'aller plus loin que ce que l'on a bâti. Avec l'amour, elle est ce qui donne sens à ma vie. J'écris sans arrêt. C'est ma passion. Je me reconnais dans ce que disait Ricardo Piglia *[écrivain argentin, 1941-2017]* : qu'importe ce que l'on écrit, l'important est la personne qui écrit, celui qui a une passion, une obsession. C'est mon cas.

Quelles sont vos habitudes d'écriture ?

Après le petit déjeuner, je choisis à l'aveuglette le premier livre que je trouve dans la bibliothèque de la pièce obscure où j'ai rassemblé mes ouvrages préférés. Je l'approche de la lumière, près de la fenêtre qui donne sur la rue, et, en le lisant, je me mets à y chercher ce moment qui finit toujours par arriver, où ma pulsion d'écriture se réveille. Cette pulsion me mène naturellement à mon bureau. Je travaille avec un ordinateur – depuis 2001 –, une imprimante, des feuilles, des stylos. En dehors de chez moi, dans les avions, par exemple, je relis le PDF du roman que j'ai en cours (je me le suis envoyé à moi-même par courriel) et je note dans un carnet les modifications que j'apporterai quand je serai de nouveau devant l'ordinateur.

« MICHEL LEIRIS DISAIT QU'IL FAUT ÉCRIRE COMME ON TORÉE : AVEC LE RISQUE DE SE FAIRE ENCORNER. J'AI TOUJOURS VOULU M'AMUSER. CELA VIENT SANS DOUTE DE L'ENFANCE »

Ces derniers temps, et cela m'a beaucoup surpris, moi qui étais adepte du papier, je me mets à me corriger de plus en plus souvent sur mon téléphone portable. Je regarde où sont les allitérations, les répétitions, les erreurs, j'élimine des phrases et des transitions. Il y a parfois des passages que j'aime beaucoup, mais que je dois supprimer parce qu'ils rompent le rythme de la lecture. C'est parfois douloureux, mais il faut bien le faire. Jamais je ne m'étais autant corrigé. Je crois que c'est Macedonio Fernandez *[écrivain et philosophe argentin, 1874-1952]*, le maître de Borges, qui disait : « Ecrire, c'est corriger, corriger, corriger. »

Vous êtes un écrivain joueur : citations inventées, mises en abyme, thème du double… D'où vient ce goût et jusqu'où peut-il vous mener ?

Le risque, c'est que l'on ne comprenne pas mon écriture. Mais Michel Leiris *[1901-1990]* disait qu'il faut écrire comme on torée : avec le risque de se faire encorner. Sans ce risque, l'écriture n'a pas d'intérêt. Quand j'écrivais de fausses interviews de vrais personnages, je jouais de cette façon, en attendant de voir ce qui pouvait arriver. J'ai toujours voulu m'amuser. Cela vient sans doute de l'enfance.

Dans une chronique publiée dans le quotidien « El Pais », vous opposez Flaubert, qui ne se mettait pas au travail tant qu'il n'avait pas en tête la structure complète de son roman, et Kafka, qui se laissait guider par l'inspiration. De quel côté vous situez-vous ?

Je crois beaucoup en l'inspiration. Mais, comme le disait Picasso, et c'est un cliché, elle arrive en travaillant. C'est souvent au bout d'une heure, une heure trente, après un long moment d'écriture, que surgit une pensée que je n'avais jamais eue, ou un mot que je n'avais jamais employé. J'ai alors l'impression que cela provient d'un souffle extérieur, mais il n'y a personne qui souffle : tout vient de l'intérieur, du travail mental.

Dans *Montevideo*, par exemple, le narrateur est devant une porte à Bogota. C'est en découvrant les fonctionnalités de la caméra de mon téléphone portable que j'ai eu l'idée de trouver, derrière cette porte, une autre porte, invisible, qui n'apparaîtrait dans la réalité que la semaine suivante. Ce dispositif permet au narrateur d'être dans plusieurs lieux à la fois : à Bogota mais aussi en Suisse alémanique et à Paris. Ce téléphone, qui permettra de montrer ce qu'il y aura le lendemain, existera un jour, j'en suis sûr. Nos yeux sont faibles. Le vide est plein de choses ; le problème, c'est qu'on ne les voit pas.

Outre « Cette brume insensée » (Actes Sud, 2020), où vous évoquez les troubles indépendantistes en Catalogne, et « Montevideo », où vous mentionnez l'attentat du Bataclan, à Paris, vous abordez très peu l'actualité. Pourquoi vous maintenez-vous à l'écart de cette réalité ?

Comme citoyen, je suis l'actualité politique de très près. Mais celle-ci est un frein à la narration. Face à la vague de livres qui confondent la politique et ce qui relève de la conjoncture, mon travail rappelle ce que Nietzsche criait avant de tomber dans la folie à Turin : pour être vraiment contemporain, il faut être intempestif, légèrement en décalage. C'est ainsi que j'envisage la distance critique qui me permet de définir une divergence politique face au présent.

« Montevideo » est le premier de vos livres à avoir une dimension fantastique. Allez-vous continuer à explorer ce territoire ?

Effectivement, dans le roman sur lequel je suis en train de travailler, et que j'espère achever avant la fin de l'année, cette exploration continue et, pour le moment, je constate qu'elle a des conséquences que je n'aurais jamais soupçonnées. Ce roman traverse les genres et je ne sais pas ce qui va arriver dans les pages qui viennent. Peut-être raconte-t-il l'histoire d'un étranger qui, dans la bibliothèque d'une chambre obscure, constitue un canon littéraire dissident des canons officiels.

Comment savez-vous qu'un livre est terminé ?

Il y a un moment, dans l'écriture, où je vois cette fin, même lointaine, et où je perçois, grâce à elle, le sens du livre dans sa totalité. Mais, même ainsi, je peux mettre des mois à la rédiger. Une fois que j'y parviens, je rends le livre à mon éditeur. Il m'est arrivé une fois, une seule, quelque chose d'étrange ; c'était avec *Montevideo*. Après avoir rendu le livre, j'ai remarqué que je continuais à l'écrire. J'ai fini par rassembler dans une annexe de mon blog tous ces textes « posthumes » qui me semblaient indissociables du livre. J'ai vraiment eu l'impression que *Montevideo* était lié à tout ce qui existait dans le monde. J'ai donc continué à l'écrire.

Vous avez un site Internet, un blog, un compte X et une page Facebook. Pourquoi avez-vous besoin de tous ces supports ?

J'ai uniquement besoin du site Web ; il est énorme parce qu'il s'agit du fonds archi-complet de mon œuvre. Il comporte aussi de nombreux articles sur chacun de mes livres, et compte une section « La vie des autres », où j'ai rassemblé les contributions libres de nombreux écrivains contemporains. Il y en a pour cent mille heures de lecture. Quant à X et à mon blog, je n'y consacre que cinq minutes par jour : autant que ce que je passais avant à allumer et à fumer une cigarette.

Quel regard portez-vous sur le chemin parcouru jusqu'ici ?

Dans cette aventure qu'est l'écriture, il y a des moments d'épiphanie extraordinairement marquants. J'ai ainsi été très ému, à la fin de *Montevideo*, lorsque j'ai écrit que la littérature est une élévation de l'esprit. Rien que pour ces moments où elle apparaît comme quelque chose de sacré, où l'écrivain et l'écriture se confondent au-delà de ce que l'on peut imaginer, cette carrière vaut la peine d'être vécue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ARIANE SINGER

FIN

Un bain au cap Martin avec Jackie, ma mère

FEMMES SUR FOND D'AZUR – 5/5 – L'académicienne Chantal Thomas se remémore sa mère qui, jeune veuve, s'installa à Menton et s'y épanouit, curieuse de tout ce que la vie lui offrait



Chantal Thomas.
ILLUSTRATIONS FLORENCE WOJTYCZKA

Ma mère était une impulsive, une adepte du mouvement. *« Rien ne m'énerve comme la patience ! »*, s'exclamait-elle parfois en me voyant passer des heures à découper dans des magazines mes *« poupées de papier »*, ou, sur la plage, à scruter la vie infime des crevettes au creux des baïnes, ou bien encore, en forêt, à tresser des feuilles de fougère, à coudre à l'aiguille de pin de longs rubans de feuilles de chêne. Tout dans ses attitudes, ses gestes, manifestait son antipathie pour les activités qui exigent la durée, une attention aux détails, parce que les détails aussi, elle les trouvait globalement *« crispants »*.

En vertu de sa nature spontanée, remuante, elle avait détesté l'école. Il lui était arrivé d'y piquer des crises de larmes et d'agonie, au cours desquelles elle criait qu'elle allait mourir. Des années plus tard, son amie d'enfance en était encore ébranlée – et amusée. Car Jackie, adorable avec ses cheveux coupés à la garçonne et ses fous rires, se remettait aussitôt qu'elle avait échappé à l'espace de la classe, et à l'apprentissage d'un savoir indissociable de celui de demeurer assis. Jackie avait une horreur instinctive des « Assis » (*« Oh ! ne les faites pas lever ! C'est le naufrage »*, Rimbaud). C'est pourquoi elle n'avait pas apprécié sa brève expérience professionnelle de sténodactylo (le métier par excellence destiné aux femmes de cette génération, détentrices du brevet). Ecrire sous la dictée, oh ! pitié ! Et même si, dans les différents bureaux où elle fut employée, elle réussit à s'aménager un coin pour la gymnastique, elle resta insatisfaite.

Encore plus que la sténodactylo (et depuis beaucoup plus longtemps), se marier, avoir des enfants, était la voie toute tracée d'un avenir au féminin. Ce qu'elle fit à Arcachon, espérant par là fixer durablement l'air de bonheur de ses vacances. Mais, à la longue, la saison d'été perdit de son brillant. Vivre à l'année, et mariée, dans ce qui lui était apparu comme une fête s'est révélé d'un terrible ennui. Comme si la tristesse de la Ville d'Hiver, quartier le plus célèbre d'Arcachon, trace de ses débuts en tant que station-sanatorium, l'avait gagnée. Etait-elle toujours jeune alors ? Objectivement oui, mais intérieurement et à mes yeux d'enfant, nullement.

A l'âge de 42 ans, le même âge que le prince Albert, époux de la reine Victoria, mon père est mort. Jackie, à la différence de la reine d'Angleterre, eut la conduite d'affliction la plus discrète. Non seulement elle n'érigea pour elle et ses proches aucun culte à la mémoire du disparu, mais elle supprima son nom dans les conversations, comme elle tenta, autant que possible, d'éviter toute évocation d'Arcachon une fois qu'elle l'eut quitté. Un départ décidé avec la rapidité d'une impulsion, au début de son veuvage.

Cette enclave délicieuse

Elle troqua ses habits de deuil pour des jupes bariolées et choisit la petite ville de Menton (Alpes-Maritimes) à cause de cette enclave délicieuse de douceur favorisée par sa situation entre mer et montagne, une promesse de longs étés, de baignades à n'en plus finir et les retours à la maison avec sa mère et mon petit frère par des allées de roses et de citronniers… Nathalie Sarraute, dans *Enfance* (Gallimard, 1983), narre sa stupeur lorsque, petite fille, elle revoit à Paris sa belle-mère en créature sinistre. Il ne reste rien de la jeune femme épanouie et drôle entrevue auparavant à Saint-Pétersbourg. En retrouvant ma mère, souriante, belle et bronzée, sur son balcon fleuri, j'ai eu le même choc, inversé, et j'ai d'abord réagi en Antigone, gardienne du tombeau. D'ailleurs, mes promenades préférées étaient au cimetière de la vieille ville, poignant dans sa succession de tombes aux architectures fastueuses et délabrées de jeunes Russes, Anglais ou Allemands morts, au XIXe siècle, de la tuberculose, dans ce paradis impuissant à les sauver de l'aggravation du mal.

Et puis, presque du jour au lendemain, après un bain partagé dans les eaux turquoise du cap Martin, j'ai changé. J'ai accepté, sans la comprendre mieux que la précédente, cette nouvelle personne, curieuse de rencontres et d'émotions, prompte à se désespérer et aussi rapide à se remettre. Cette sorte d'adolescente un peu sauvage, résolue à ne rien apprendre d'aucun livre, qu'il soit de bibliothèque ou de la vie. J'ai changé, et j'ai aimé cette femme, ma mère, qui me disait en passant devant le Winter Palace, la résidence L'Impérial, la villa Cyrnos ou l'Isola Bella, et comme j'en ébauchais des récits : *« Les histoires des autres, moi, tu sais, ça ne m'intéresse pas. »* Et nous riions, sous nos grands chapeaux de soleil, de nous savoir à ce point différentes. ■

CHANTAL THOMAS

FIN

Monsieur Zelentchouk se fait démarcher

FRAGMENTS D'ÉPOQUE – 5/5 – L'écrivain Hervé Le Tellier termine ce tour estival de quelques étrangetés contemporaines avec les déboires téléphoniques de son héros au cœur pur



Hervé Le Tellier.

Le téléphone sonne et monsieur Zelentchouk décroche aussi vite qu'il le peut. Laisser croire qu'il est occupé ne lui vient pas plus à l'esprit que de faire attendre son interlocuteur, qui est d'ailleurs une interlocutrice : *« Bonsoir, monsieur Zelentchouk. C'est Marie Latour, d'ElecOptima. – Marie Latour ? »*, fait Zelentchouk, étonné. Il connaît bien quelques Marie, mais aucune ne s'appelle Latour, à moins que l'une d'elles ait préféré abandonner son nom pour épouser un M. Latour. Ou bien serait-elle de la famille de ce Stéphane Latour, agent d'assurances ?

« Comment allez-vous aujourd'hui, monsieur Zelentchouk ? – Bien, madame Latour », répond Zelentchouk, même si cette réponse manque de nuance, puisqu'il a malgré tout quelques sujets de préoccupation, et il ajoute : *« Etes-vous liée à Stéphane Lat… »* Mais Marie Latour enchaîne aussitôt : *« Je vous contacte car ElecOptima propose des forfaits très avantageux en matière d'électricité, grâce à un compteur intelligent. »*

Zelentchouk oublie les Latour et s'émerveille devant la prouesse technique : *« Un compteur intelligent ? – Absolument*, répond Marie Latour, *c'est un appareil qui enregistre votre consommation d'énergie et vous permet de la visualiser en ligne et en temps réel. »* Voilà qui n'est pas si intelligent que ça, songe Zelentchouk, mais il ne veut pas contredire cette gentille femme, qui poursuit : *« Grâce au compteur ElecOptima, vous pouvez planifier vos usages et modifier vos habitudes pour économiser de l'argent. »*

« Modifier mes habitudes ? » Il en possède, bien sûr, comme celle de retirer ses chaussures lorsqu'il rentre chez lui, d'allumer la radio, ou de commencer toujours, sous la douche, par se laver les cheveux, lesquels se font plus rares avec les années. *« Mais, madame Latour… ? – Oui, monsieur Zelentchouk ? – Si je modifie mes habitudes, est-ce qu'elles mériteront encore le nom d'habitudes ? »*, demande Zelentchouk inquiet. La femme, étonnée, marque un temps, avant de se ressaisir : *« Etes-vous heureux du rapport que vous entretenez avec votre fournisseur d'énergie ? »*

« Bonheur »

Heureux ? L'adjectif n'est-il pas excessif ? Lui est-il un jour arrivé, à la lecture d'une facture, de sentir qu'il se rapprochait du bonheur ? D'ailleurs, il ne saurait trop le définir. Pour Confucius, le bonheur n'est pas au sommet de la montagne, mais dans la façon de la gravir. Zelentchouk n'en est pas moins décontenancé et il préfère répondre : *« Je vous avoue, madame Latour, n'avoir jamais envisagé mon fournisseur sous cet angle. Qu'entendez-vous exactement par "bonheur" ? »* Il y a un léger silence, et Marie Latour finit par demander : *« Puis-je vous montrer comment nos offres pourraient potentiellement vous faire réaliser des économies sur le long terme ? »*

Zelentchouk réfléchit : il est conscient que le concept de « long terme » varie beaucoup en fonction du contexte, s'il s'agit de planification stratégique, de développement personnel ou de durabilité environnementale. Aussi demande-t-il à Marie Latour, avec toute la politesse du monde, quelle durée elle fixe au court terme, et surtout au moyen terme. Mais déjà Marie Latour soupire, et c'est avec un ton de reproche qu'elle lâche : *« Ce n'est pas très gentil de me faire perdre mon temps, monsieur. »* Elle raccroche alors, et Zelentchouk n'est que surprise et déception. Il songe combien Marie Latour, malgré toutes les difficultés de son métier, tentait d'établir avec lui une relation de confiance.

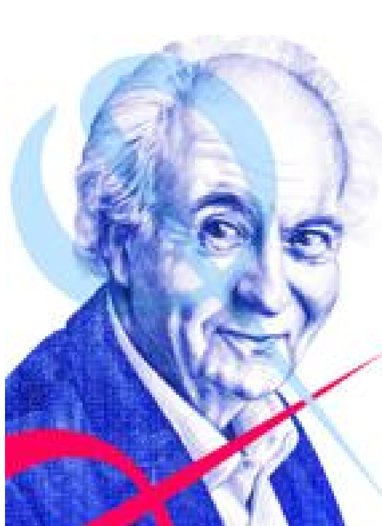
Heureusement, le téléphone sonne à nouveau, et Zelentchouk se prépare à présenter ses excuses à la femme. Il décroche, souriant. Hélas, la voix est masculine : *« Bonsoir, monsieur Zelentchouk, je me présente, je suis Lucas Bourget, d'Avenir Santé. »* ■

HERVÉ LE TELLIER

FIN

Heidegger tue Husserl

DU PARRICIDE CHEZ LES PHILOSOPHES – 5/5 – La relation des deux penseurs oscille entre respect filial et silence glacial, jusqu'au ralliement de Heidegger au nazisme, qui met un terme à leur histoire commune



Roger-Pol Droit.

Il avait seulement une vingtaine d'années quand il fut frappé par ce qu'il appelle *« la magie qui émanait de ce livre »*. A Fribourg-en-Brisgau (dans l'ouest de l'Allemagne), le jeune Martin Heidegger (1889-1976) vient de renoncer à devenir prêtre. Il lit les *Recherches logiques* du philosophe Edmund Husserl (1859-1938), avec un enthousiasme dont il se souviendra encore plus d'un demi-siècle plus tard. *« Je fus si touché par le livre de Husserl que je ne cessai de le relire les années suivantes »*, écrit-il en 1969. Découvrir Husserl, de trente ans son aîné, fut décisif dans le parcours personnel de Heidegger. Il lui doit de pouvoir quitter le psychologisme dominant, d'entrevoir qu'une autre approche de la conscience, de l'humain et de la vérité est possible.

Il soutient bientôt, en 1913, une thèse, « Doctrine du jugement dans le psychologisme », où il se montre un disciple appliqué et docile. Pour défendre l'indépendance de la logique envers la psychologie, le thème du temps commence à s'imposer dans sa réflexion. La *« question de l'être »*, qu'il va réhabiliter dans les années suivantes et placer finalement au centre de sa pensée, est à peine esquissée. Husserl, de son côté, ne semble pas accorder grande attention à cet élève. Tout change au cours de l'hiver 1917-1918. Husserl cherche un nouvel assistant, ses conversations avec Heidegger se multiplient, leurs échanges de lettres vont s'intensifier.

Le maître croit découvrir chez le jeune homme l'*« œil clair de l'âme »*, comme le lui dit bientôt une lettre qu'il lui adresse au front. Car Heidegger est mobilisé, au moment même où Husserl, qui a perdu son plus jeune fils en 1916, apprend que l'aîné vient d'être blessé au cerveau. Il voit en lui un fils de substitution. Commence alors, entre ces deux penseurs profondément différents, une longue relation faite successivement d'amitié intense et d'incompréhension vive, de respect filial et de silence glacial. Histoire éminemment complexe, où s'entrelacent conflits affectifs et divergences d'analyse, clivages métaphysiques et tourmente du siècle.

Peu à peu, il devient clair que tout les sépare. Husserl, qui rêve de faire de la philosophie une *« science rigoureuse »*, croit en l'universel, en la rationalité, en l'Europe. Heidegger critique radicalement l'humanisme classique, exalte l'irrationalité. Et se rallie au nazisme, qui met en œuvre l'exclusion des non-Aryens de la fonction publique. D'origine juive, Husserl est mis en congé. *« La plus grande humiliation de ma vie »*, note-t-il. La mise en œuvre immédiate de cette mesure ayant été fortuitement suspendue, sans que Heidegger ait rien fait pour, ce dernier lui envoie des fleurs. Husserl confie que l'adhésion au nazisme de son ancien disciple a mis un *« terme à la prétendue amitié de leurs âmes philosophiques »* et déplore son *« antisémitisme de plus en plus manifeste »*.

Le vent de l'histoire

Cette fois, le vent de l'histoire se combine au schéma du parricide. Il faudrait évidemment des pages et des chapitres pour explorer ce qui se joue dans ces meurtres symboliques répétés. Aux quelques exemples déjà évoqués dans cette série, différents couples pourraient s'ajouter : Rousseau s'efforçant d'en finir avec Voltaire, Nietzsche s'employant à liquider Schopenhauer… entre autres. Après avoir admiré celui auquel on doit d'être né à la pensée, il s'agit de le réduire à néant.

Ce mouvement ne peut se ramener au progrès régulier des connaissances. Plus qu'une mise en cause créatrice des acquis, plus qu'une contestation des dogmes anciens, il semble animé d'une impulsion destructive souterraine. Derrière les concepts, l'histoire des doctrines, le cours majestueux des théories, il existe aussi des affects, des relations personnelles, des désirs inavoués. Pas question de tout y ramener, cela va de soi. Mais impossible de les ignorer. ■

ROGER-POL DROIT

FIN



De gauche à droite, quelques-uns des auteurs parmi les plus attendus cet automne : Yasmina Reza, Gaël Faye, Maylis de Kerangal, James Ellroy et Sally Rooney.
BRITTA PEDERSEN/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP. JOËL SAGET/AFP. FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD/OPALE. DE MADDALENA/OPALE. BROWNLEE LINDA/EYEVINE GUARDIAN NEWS/ABACA

Rentrée littéraire : top départ

Près de 460 romans sont attendus dans les deux prochains mois. Passage en revue des champions et des outsiders dans les starting-blocks. Une actualité éditoriale dont « Le Monde des livres » rendra compte, sur 12 pages, dès la semaine prochaine

A la rentrée littéraire aussi, on pourrait dire que l'important est de participer. Cette année, 459 romans seront publiés d'ici à la mi-octobre (source *Livres Hebdo*), chiffre stable par rapport à 2023. Ce rituel, qui offre un coup de projecteur formidable à la production éditoriale, est d'une grande importance économique pour les maisons généralistes : les titres de l'automne génèrent de 15 % à 20 % des ventes de fiction en grand format de l'année.

Beaucoup espèrent (sans oser y croire exagérément) que l'automne permette de rattraper un premier semestre considéré comme exécrable, les contextes économique et géopolitique (guerres en Ukraine et à Gaza), peu propices aux achats en librairie, s'étant doublés en France d'élections accaparantes pour les esprits. Le tout alors que le monde de l'édition vit un continuum de turbulences autour du rachat du groupe Hachette par Vivendi et d'Editis par CMI, mais qui s'étend au-delà. Parmi les épisodes les plus récents, citons, au Seuil, le remplacement du PDG, Hugues Jallon, par Coralie Piton ; chez Actes Sud, le départ du directeur éditorial historique, Bertrand Py ; chez Humensis (PUF, L'Observatoire, Passés composés…), la mise en pause des négociations de rachat…

Dans ce climat, les maisons placent d'autant plus d'espoirs en leurs auteurs les plus connus. Certains sont « identitaires » de leurs maisons, tels Maylis de Kerangal pour Verticales (elle y fait paraître *Jour de ressac*, dont la narratrice revient dans Le Havre de sa jeunesse), Jérôme Ferrari pour Actes Sud (*Nord sentinelle* entame un cycle sur le tourisme), Amélie Nothomb pour Albin Michel (*L'Impossible Retour* ramène l'écrivaine au Japon), Yasmina Reza et Alice Zeniter pour Flammarion (respectivement, *Récits de certains faits* examine « *l'arrière de la vie* », et *Frapper l'épopée* se penche sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie), Philippe Jaenada pour Mialet-Barrault (*La désinvolture est une bien belle chose* enquête sur le suicide d'une jeune fille en 1953), Miguel Bonnefoy pour Rivages (*Le Rêve du jaguar* livre une saga familiale), Christine Montalbetti pour P.O.L (*La Terrasse*, où un homme imagine les vies de ceux qui l'entourent dans un café), Thomas Clerc pour Minuit (*Paris, musée du XXI*e *siècle. Le 18*e *arrondissement*)…

D'autres auteurs très repérés viennent de changer de casaque, à l'image de Kamel Daoud, passé d'Actes Sud à Gallimard pour *Houris* (sur la décennie noire algérienne – 1992-2002), Aurélien Bellanger, de Gallimard au Seuil pour *Les Derniers Jours du Parti socialiste* (roman à clé autour du Printemps républicain), ou Abdellah Taïa, dudit Seuil à Julliard pour *Le Bastion des larmes*.

Parmi les 148 auteurs de littérature étrangère, sont très attendus les Américains Richard Ford (*Le Paradis des fous*, à l'Olivier, fait revenir son héros Frank Bascombe) et James Ellroy (*Les Enchanteurs*, Rivages, troisième volet du *Quintette de Los Angeles*), ainsi que l'Irlandaise Sally Rooney (*Intermezzo*, Gallimard, sous embargo), le Roumain Mircea Cartarescu (*Théodoros*, Noir sur Blanc) ou l'Egyptien Alaa El Aswany (*Au soir d'Alexandrie*, Actes Sud, autour d'une bande d'amis sous Nasser)…

Si les têtes d'affiche rassurent, il arrive que les plus beaux succès éditoriaux soient signés par des inconnus, à l'image de Neige Sinno, en 2023, avec *Triste tigre* (P.O.L, prix littéraire *Le Monde*, entre autres). Ou de Gaël Faye, qui avait remporté le prix Goncourt des lycéens pour *Petit pays* (Grasset, 2016) ; huit ans plus tard, son *Jacaranda* évoque à nouveau l'histoire du Rwanda. Trois ans après le très remarqué *Voyant d'Etampes*, Abel Quentin revient, lui, avec *Cabane* (L'Observatoire), roman sur l'inaction face au changement climatique.

Il est impossible de prévoir qui connaîtra un comparable triomphe cet automne ou si l'un des soixante-huit premiers romans francophones fera de son auteur une star. Plutôt que de jouer aux devins, on peut noter quelques points saillants.

Par exemple, si l'actualité a des effets directs sur la fréquentation des librairies, elle irrigue aussi les textes. Ainsi le conflit en Ukraine est-il au cœur du *Courage des innocents*, de Véronique Olmi (Albin Michel), de *Père-patrie*, de Jean-Robert Jouanny (L'Aube) et de *La Ballerine de Kiev*, de Stéphanie Perez (Récamier). Le mouvement iranien « Femme, vie, liberté » a inspiré à la journaliste Delphine Minoui *Badjens* (Seuil). Du 7-Octobre est né *Shabbat noir*, de Lisa Hazan (Les Equateurs). De son côté, Justine Augier prolonge son travail sur la guerre civile en Syrie avec *Personne morale* (Actes Sud).

EN LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE, CITONS RICHARD FORD OU MIRCEA CARTARESCU

Mais il est aussi frappant de voir à quel point notre époque, marquée par la montée des populismes, semble pousser les écrivains à se pencher sur les années 1930 et leurs suites pour y traquer des échos. On assiste à une mélancolique valse de personnages de cette époque entre les livres : Sigmund Freud et Stefan Zweig se rencontrent dans *Le Sentiment des crépuscules*, de Clémence Boulouque (éd. Robert Laffont) ; on retrouve le premier dans un roman consacré à sa fille, *Les Sept Maisons d'Anna Freud*, d'Isabelle Pandazopoulos (Actes Sud), et le second dans *Echec et mat au paradis* (Actes Sud), où Sébastien Lapaque revient sur la visite que l'écrivain autrichien rendit à Georges Bernanos au Brésil en 1942, peu avant de se suicider.

Concomitamment, la seconde guerre mondiale est au cœur d'un nombre de textes encore plus important qu'à l'ordinaire. Citons : *Les Grandes Patries étranges*, de Guillaume Sire (Calmann-Lévy), *Les Franc-Tireuses*, d'Emmanuelle Hutin (éd. Anne Carrière), *Ces féroces soldats*, de Joël Egloff (Buchet-Chastel), *Le Tumulte et l'Oubli*, de Timothée Demeillers (Asphalte), *Une double faute*, de Pascale Tournier (Le Cherche Midi), *Les Derniers sur la liste*, de Grégory Cingal (Grasset), « *Vous êtes l'amour malheureux du Führer* », de Jean-Noël Orengo (Grasset), *La Mission*, de Richard Morgiève (éd. Joëlle Losfeld)…

Pour parler du présent, d'autres préfèrent se projeter dans l'avenir, et c'est ainsi que la dystopie et l'anticipation continuent à s'imposer comme des veines à part entière de la littérature générale. S'y inscrivent *Malville*, d'Emmanuel Ruben (Stock), *Fragile/s*, de Nicolas Martin (Au diable vauvert), *Trash Vortex*, de Mathieu Larnaudie (Actes Sud), *Mélusine reloaded*, de Laure Gauthier (Corti), *Nous sommes immortelles*, de Pierre Darkanian (éd. Anne Carrière)…

Loin de ce sillon, le récit à la première personne n'a cependant pas dit son dernier mot. Plusieurs auteurs y recourent pour livrer des enquêtes familiales, à l'image de Thibault de Montaigu (*Cœur*, Albin Michel), Virginia Tangvald (*Les Enfants du large*, JC Lattès), Julia Deck (*Ann d'Angleterre*, Seuil) et Nathalie Rheims (*Ne vois-tu pas que je brûle*, éd. Léo Scheer), ou pour évoquer des deuils, de Clémentine Mélois (*Alors c'est bien*, Gallimard) à Doan Bui (*Le Pays de nulle part*, Grasset). Emma Becker, de son côté, use de l'autofiction dans *Le Mal joli* (Albin Michel), qui relate quatre saisons d'une liaison avec un autre écrivain. Rien d'aussi torride entre Emmanuelle Lambert et Alain Robbe-Grillet (1922-2008), sur les archives duquel l'autrice travailla, ce qu'elle raconte (à la troisième personne) dans *Aucun respect* (Stock).

PARMI LES AUTEURS FRANÇAIS, ALICE ZENITER, PHILIPPE JAENADA OU EMMA BECKER

Au nombre des écrivains présents dans cette rentrée comme protagonistes de romans, on peut citer Marguerite Yourcenar chez Christophe Bigot (*Un autre m'attend ailleurs*, La Martinière), Georges Feydeau chez Thierry Thomas (*Feydeau s'en va*, Albin Michel) et Cesare Pavese chez Pierre Adrian (*Hotel Roma*, Gallimard). Mais tous les « biopics » ou exofictions de cette rentrée ne portent pas sur des auteurs. Il est par exemple question du compositeur Arnold Schönberg (1874-1951) dans le livre posthume de Gemma Salem, *Le Satan (Bach ?) de la musique moderne* (Serge Safran). De l'aventurière Gertrude Bell (1868-1926) dans *Mesopotamia*, d'Olivier Guez (Grasset). De Luchino Visconti chez Guillaume Perilhou (*La Couronne du serpent*, L'Observatoire). De la militante Angela Davis chez Alain Mabanckou (*Cette femme qui nous regarde*, éd. Robert Laffont). Ou encore, dans *La Vie meilleure*, d'Etienne Kern (Gallimard), du pharmacien Emile Coué (1857-1926), inventeur de la fameuse méthode.

La pensée positive ? Voilà quelque chose dont auteurs, éditeurs et libraires ont bien besoin en période de rentrée littéraire. ■

RAPHAËLLE LEYRIS

Renée Damien, une vendeuse du Printemps face aux « Fritz »

1940-1942, sur les traces du photographe inconnu –3/5–
Un homme brave tous les interdits en prenant nombre de photos à Paris et en banlieue pendant l'Occupation. Qui est-il ? A-t-il des complices ? A mesure que l'enquête progresse, de singuliers personnages émergent

Cet homme-là est une ombre, un passe-muraille. On croit l'approcher, il s'éloigne. On pense l'identifier, il s'éclipse. Le Paris occupé du début des années 1940 est son maquis, sa jungle ; il nous incite à le suivre sans jamais se dévoiler, égrainant dans son sillage de troublants indices : au moins 700 photos prises à la volée, complétées au verso de commentaires aigres-doux, si « parisiens » que l'on jurerait entendre Jean Gabin dans *La Belle Equipe*, le chef-d'œuvre de Julien Duvivier (1936). Avec lui, les Allemands sont des *« Fritz »*, les Françaises jugées trop dociles des *« poulettes »*, voire des *« morues »*, et Paris un théâtre permanent. Il faut bien la connaître, et sacrément l'aimer, cette ville, pour y plonger de la sorte, au mépris du danger, puis la saisir à l'état brut, dans toute la laideur de l'époque. Une arrestation et c'est la prison, voire la mort ou la déportation.

Qui est-il, ce fantôme ? L'enquête lancée à l'automne 2020 nous a apporté plusieurs certitudes. Résumons… Entre le 30 juin 1940 et au moins l'été 1942, il prend de très nombreuses photos, lesquelles sont ensuite datées, numérotées, commentées. L'écriture, en lettres capitales, est en général soignée, avec quelques fautes d'orthographe et, souvent, de bien curieux grattages, comme s'il avait fallu corriger ou effacer tout ou partie du texte d'origine. Que lui arrive-t-il ensuite ? Est-il interpellé, emprisonné ? D'un coup, c'est le black-out, tout s'arrête ; pas de nom, pas de trace, aucune piste.

A la libération de Paris, il y a tout juste quatre-vingts ans, un jeune militaire français du nom de Paul Leduc (1921-1995), membre des services spéciaux au sein du bureau de sécurité militaire 407, récupère une grosse partie de ces images auprès d'un réseau de la Résistance (non identifié) et les garde dans ses archives. Par la suite, il en sélectionne 377 pour composer un album. En guise de présentation, il rédige une fiche qui commence ainsi : *« En juin 1940, un promeneur parisien s'est armé de son appareil photo pour fixer de nombreuses scènes de l'armée d'occupation. »* Celles qu'il ne retient pas pour l'album – plusieurs centaines – sont rangées dans une caisse en bois, avec des images personnelles, sans lien avec le mystérieux *« promeneur parisien »*.

Intrigue plus enivrante que jamais

Comme indiqué dans les premiers volets de cette série, l'enquête du *Monde* a permis de réunir les deux parties de cette collection : d'un côté l'album, déniché en 2020 dans une brocante gardoise ; de l'autre, les photos de la caisse, parvenues au Musée de la Résistance nationale (MRN), à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Le tout compose un tableau unique du Paris des années 1940-1942.

A la différence de bien d'autres fonds, celui-ci ne relève pas de la propagande ; il présente la capitale et sa proche banlieue telles qu'elles sont, soumises et meurtries : les troupes du IIIe Reich sur les Champs-Elysées ; les drapeaux nazis au fronton des hôtels ; des soldats au parc des Buttes-Chaumont ou devant un cinéma ; les affiches à la gloire du maréchal Pétain… Et tout le reste, ces petits riens qui témoignent d'une réalité. La photo n° 54, par exemple, où des clients français et allemands se pressent autour d'un marchand de glaces ambulant. Au dos, ces mots : *« Doux pays que la France où les Fritz peuvent acheter des glaces. Vue prise place de l'Etoile, 27 août 1940, 19 h 05. »* Ou encore celle-ci, où des soldats contemplent la fosse aux ours blancs du zoo de Vincennes, un après-midi de l'été 1941. Commentaire : *« Ces messieurs disent qu'ils préfèrent l'ours à l'URSS. »* Une allusion à la toute récente entrée en guerre des Soviétiques.

Ces textes ajoutent au côté unique de la collection. Dans l'iconographie de l'Occupation, il n'existe aucun autre exemple où les mots viennent à ce point donner un ton, une unité, voire une coloration politique, aux images et en orienter la lecture. Ils disent la détermination, le courage, et une forme de résistance. Sans eux, bien des photos pourraient paraître « neutres », peut-être même ambiguës, tant elles placent le spectateur à proximité des Allemands. Ainsi légendées, elles gagnent en caractère, en puissance d'évocation, et nous entraînent chaque jour davantage à la poursuite de leur auteur.





Photographies non datées de Renée Damien et de son époux, Jacques Ben David.
COLLECTION PARTICULIÈRE

Pister pareil risque-tout a un côté étourdissant. L'affaire vire vite à l'obsession, à la quête effrénée d'indices passés inaperçus. Scruter sans cesse les images. S'interroger sur les commentaires, envisager un sens caché, voire un langage codé. Noter les dates, les horaires, les lieux. En déduire qu'il se déplace sans doute à vélo ou à moto, qu'il a donc le droit et les moyens de le faire en ces temps d'interdictions et de pénurie de carburant. Se demander s'il dispose d'un appareil miniature, caché sous un vêtement, équipé d'un système de déclenchement ingénieux. Dresser une carte de ses périples puis en conclure qu'il habite l'ouest de la capitale, ou sa très proche banlieue, et sort souvent le dimanche. Déceler derrière chaque prise de vue, chaque légende plus ou moins grattée, un défi à l'ennemi, à l'instar de ces croix de Lorraine et de ces « V » de victoire qu'il aime tant repérer sur les murs noircis de la ville à partir du printemps 1941.

> **LE NOM DE RENÉE DAMIEN N'APPARAÎT NI DANS LES FICHIERS DE RÉSISTANTS, NI DANS LA BASE DE DONNÉES DU MINISTÈRE DES ARMÉES**

Bien avant nous, Paul Leduc, le découvreur de ce trésor à la Libération, avait éprouvé le besoin de sauver ces images, perçues comme autant d'actes de rébellion. Sa fiche d'introduction de l'album, ces lignes manuscrites où il dépeint le photographe comme un *« promeneur parisien »* sans mentionner son nom, se conclut en ces termes : *« C'est la vie de chaque jour sous la botte nazie. Ce sont des témoignages souvent émouvants. Ayez le courage de les examiner. »* Nous les avons *« examinés »*, ces *« témoignages »*, et ils nous ont emmenés beaucoup plus loin que prévu…

En cours d'enquête s'ouvre une piste inespérée, sans lien, cette fois, avec Paul Leduc. Nous apprenons en effet qu'un livret de 82 pages, intitulé *Paris humilié, 1940-1941. Chronique photographique inédite en 101 clichés*, a été publié en septembre 2020 par un éditeur normand, Les Editions du pavé. L'auteur, un historien amateur du nom d'Albert Hude, y reproduit des images provenant de toute évidence du même inconnu ! Autrement dit, il n'y a pas deux lots de photos, comme nous le croyions, mais trois. Même s'il y a des doublons, la mine paraît sans fond, l'intrigue plus enivrante que jamais.

Nous entrons en relation avec Albert Hude, un septuagénaire qui a longtemps vécu en Ile-de-France avant de se retirer en Eure-et-Loir, département où il peut s'adonner à sa passion : l'histoire de la Résistance locale. C'est d'ailleurs en discutant avec un « ancien » des environs qu'il a eu connaissance, début 2018, de l'existence d'étonnantes photos. *« Ce monsieur me dit qu'un certain Jean Baillon, âgé de 88 ans, détient des clichés pris à Paris au début de l'Occupation,* raconte Albert Hude. *J'ai voulu en savoir plus. »* Jean Baillon ne saurait être le photographe, puisqu'il n'avait que 9 ans en 1939, mais son témoignage va apporter des éléments inédits, en particulier sur sa mère, Renée Damien, ex-vendeuse au rayon parfums d'un grand magasin, Le Printemps, à Paris. Le personnage féminin de l'histoire.

Réputation de femme indépendante

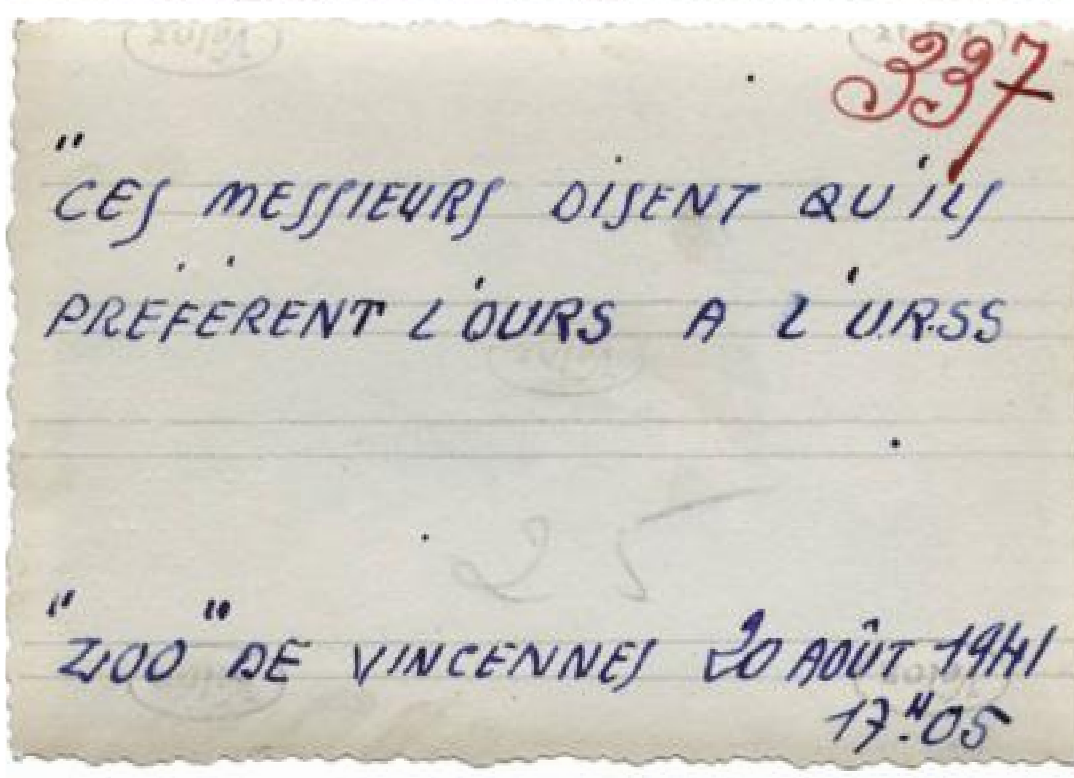
Pour mesurer son rôle, il faut revenir en 1990. Cette année-là, la vieille dame s'éteint à l'âge de 81 ans au Pradet (Var). Quand son fils Jean entreprend de vider son appartement, il découvre dans un meuble un étui en tissu violet et, dans cet étui, 117 photos datées de juin 1940 à juin 1941. Il se souvient alors que sa mère lui avait un jour confié les avoir obtenues auprès d'un ami, un homme à la fois curieux et courageux, prêt à tout pour photographier Paris occupé.

Jean Baillon ignore le nom de cet ami mais assure qu'il avait fini par être arrêté par la Gestapo avant de mourir en déportation. A l'entendre, c'est sa mère, Renée, qui avait rédigé les commentaires inscrits au dos des photos : en les lisant, le vieil homme dit d'ailleurs reconnaître l'ironie grinçante de cette femme de caractère, Parisienne pur jus, résolument hostile aux *« Fritz »*. Quand ils posent en groupe sous la tour Eiffel le 4 mai 1941 à 14 h 45, la moquerie fuse : *« C'est moins dangereux que sous le Tower Bridge à Londres. »*

Albert Hude brûle d'en savoir davantage sur le photographe. Où se procurait-il des pellicules et du papier ? Disposait-il d'un laboratoire ? Comment faisait-il pour approcher les Allemands ? Appartenait-il à un réseau ? Malheureusement, au moment où l'historien amateur se lie d'amitié avec Jean Baillon, celui-ci est déjà très âgé. Sa mémoire vacille, il croit juste se souvenir que ce passionné de photo avait imaginé un dispositif astucieux pour dissimuler son appareil dans un banal cabas et l'actionner à l'aide d'une commande. Difficile de dire si tout cela est véridique ou si l'octogénaire transmet en toute bonne foi une légende familiale un peu trop romanesque. Toujours est-il qu'il confie sa collection à Albert Hude, et l'autorise à la publier.

Jean Baillon s'est éteint en septembre 2022, dans un Ehpad des environs de Chartres, mais nous disposons grâce à lui de bribes de renseignements sur le photographe, semble-t-il arrêté à Paris par la Gestapo puis déporté. Sauf qu'aucune des recherches menées dans les archives ou auprès de spécialistes de l'Occupation ne permet de trouver mention d'un Français accusé d'avoir pris environ 700 photos et qui aurait connu ce destin. Il ne reste plus qu'à enquêter sur la femme par laquelle ce troisième lot





Recto et verso d'une photographie figurant dans l'album retrouvé par Stéphanie Colaux dans une brocante de Barjac (Gard) en 2020. COLLECTION PRIVÉE STÉPHANE JAEGLE/ STÉPHANIE COLAUX



« Doux pays que la France, où les Fritz peuvent acheter des glaces, vue prise place de l'Etoile, 27 août 1940, 19 h 05 », peut-on lire au verso de l'image. COLLECTION PRIVÉE STÉPHANE JAEGLE/STÉPHANIE COLAUX

nous est parvenu, Renée Damien, en espérant que cela nous conduira à son « ami » photographe.

Est-elle vraiment, comme le prétendait son fils, l'autrice des commentaires rédigés en écriture cursive sur les photos conservées dans l'étui ? Et pourrait-elle être aussi celle des textes, en lettres capitales cette fois, des deux autres lots, celui de l'album et celui du MRN ? *Le Monde* a soumis l'énigme à une graphologue renommée, Christine Navarro, experte auprès des tribunaux. Sa conclusion : tous les textes sont l'œuvre d'une seule personne… et cette personne ne saurait être Renée Damien ! *« Je suis formelle »*, insiste M^me^ Navarro, après avoir comparé les commentaires avec divers documents personnels signés de la main de la vendeuse du Printemps.

Ce mystère n'est pas le seul la concernant. Comme son ami photographe, elle reste en partie dans l'ombre, échappant aux outils d'investigation. Son nom n'apparaît ni dans les fichiers de résistants, ni dans les dossiers de la Préfecture de police de Paris, ni sur « Mémoire des hommes », la très riche base de données du ministère des armées. Il nous a fallu plusieurs mois, et l'aide des archivistes du Printemps, pour reconstituer le parcours de cette femme.

Née en janvier 1909, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), Renée Damien se marie très jeune avec un dénommé Maurice Baillon, poissonnier. De cette union naîtra le petit Jean, le 16 juillet 1930. Mais le couple ne tarde pas à se séparer. Renée, réputée indépendante, place son garçon dans diverses institutions, à Paris puis du côté de Chartres, auprès de la famille paternelle. En 1932 et 1933, elle travaille rue Saint-Lazare, dans un magasin de bonneterie. L'année d'après, la voici à deux pas de là, au rayon beauté du Printemps. Elle s'y fait vite une place : ses supérieurs la jugent *« jolie »* et *« aimable avec la clientèle »*. En dehors du travail, sa vie sociale est active ; on la dit vive, dynamique, toujours prête à sortir avec ses amis ou l'une de ses cousines, mère du futur comédien Jean Rochefort.

Lors de ses pauses déjeuner, Renée court les boutiques du passage du Havre, une galerie marchande voisine du Printemps. Elle s'y rend si souvent qu'elle finit par s'éprendre, dans les années suivantes, d'un vendeur de bas et lingerie, Jacques Ben David, un trentenaire issu d'une famille juive de Salonique, en Grèce. Veuf depuis la mort de sa jeune épouse, il habite Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) avec plusieurs de ses proches. Lui aussi a un enfant, Jacqueline, née en 1935.

Situation intenable

En 1939, quand la France pense encore être en mesure de vaincre l'Allemagne d'Hitler, Jacques Ben David s'enrôle dans la Légion étrangère, mais la « drôle de guerre » emporte vite ses illusions. Dès le mois de juin 1940, Philippe Pétain annonce l'armistice, les Allemands s'emparent de Paris, déserté par une partie de la population. Renée et Jacques, eux, sont toujours là ; elle, au Printemps, lui, passage du Havre. Seule la petite Jacqueline a pu être mise à l'abri auprès de sa marraine, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques).

En juin 1941, après un an d'occupation, la situation du couple devient intenable, surtout pour Jacques, conscient des menaces pesant sur les juifs. Renée lui trouve alors des faux papiers pour se rendre à Lyon, en zone dite « libre », au sud. Avant de partir, Jacques tente de convaincre son frère Albert de l'accompagner, et de fuir leur logement de Levallois-Perret avec son épouse et leurs deux petites filles, mais ce dernier refuse, persuadé de pouvoir s'en sortir. Albert et les siens, « raflés » à Paris, périront à Auschwitz.

Renée Damien, de son côté, cherche à quitter le Printemps au plus vite. Le directeur du personnel, Edmond Machinel, va l'y aider ; il sait que son compagnon est juif et qu'elle doit le rejoindre sans tarder. Il favorise donc son passage en zone sud et sa mutation express à Lyon, où il a prévu pour elle une place chez Prisunic, une autre enseigne du groupe. Jacques, lui, travaillera sous une identité d'emprunt dans une usine de fabrication de pièces détachées pour Citroën.

En octobre de cette même année 1941, le couple se marie à Avignon. Pourquoi Avignon ? Mystère. Idem pour les activités non professionnelles de Renée de 1941 à 1944. Est-elle en relation avec la Résistance ? Dans une lettre postérieure à la guerre, elle affirmera avoir été arrêtée par les nazis, mais sans préciser les motifs, le lieu et la date de son interpellation. Elle écrira aussi : *« J'ai dû faire un séjour en prison qui m'a valu un transfert à l'hôpital par suite de mauvais traitements. »* Quelle *« prison »* ? Quel *« hôpital »* ? Impossible, à ce moment de l'enquête, de savoir si cette séquence douloureuse a un lien avec les photos.

A la fin de la guerre, le couple reste vivre à Lyon, avec Jacqueline, venue les rejoindre en provenance du Pays basque. Ils ouvrent en ville un magasin de tissus joliment baptisé Renée-Jacques. Bien plus tard, ils s'installeront plus au sud, au Pradet (Var), dans une maison puis en appartement. Ils mourront à six ans d'intervalle ; elle en 1990, lui en 1996. Nulle trace, dans ces chemins de vie, de faits de résistance, d'un nom de réseau, juste un couple d'anonymes, inconnus des historiens.

PLUS LES SEMAINES PASSENT, PLUS LE PHOTOGRAPHE S'ATTARDE SUR LES MONUMENTS OU LES AFFICHES DE PROPAGANDE

Etaient-ils tous les deux liés au photographe, ou ce dernier était-il un ami de la seule Renée ? Pour le savoir, il ne reste qu'un témoin potentiel : Jacqueline, la fille de Jacques. Si elle est encore de ce monde, cette dame doit avoir 88 ans. Interrogé à son sujet, Jean Baillon en gardait un excellent souvenir, mais pas de coordonnées. *« Je crois qu'elle était mariée avec un avocat de la région lyonnaise »*, disait-il, sans autre indication. La retrouver est d'autant plus crucial que de nombreuses photos ont pour cadre le quartier parisien où son père et Renée travaillaient autrefois. Du Printemps aux Galeries Lafayette, de la gare Saint-Lazare aux Grands Boulevards, il y en a une bonne trentaine, bien davantage si l'on pousse jusqu'à la Madeleine ou la place de la Concorde.

Ben David est un patronyme très commun. Facebook et Google en proposent une multitude, aussi bien aux Etats-Unis, en Israël qu'en France, mais pas une seule Jacqueline susceptible de correspondre à la fille du marchand de soieries, sans doute plus connue sous son nom d'épouse. Au terme de six mois d'enquête, *Le Monde* l'a tout de même localisée à Villefranche-sur-Saône (Rhône), où son époux fut effectivement un avocat de renom.

Quand nous la rencontrons, un après-midi de décembre 2021, cette dame à la mémoire vive se prête volontiers au jeu des questions sur Renée Damien, sa défunte belle-mère, mais elle n'a jamais entendu parler de photos. *« Je découvre cette histoire »*, admet-elle avant d'étaler quelques images personnelles sur la table basse du salon : Renée sur un rocher de bord de mer, posant en star hollywoodienne ; Renée dans un jardin, tout sourire, en maillot de bain une pièce ; Renée et Jacques à la terrasse d'un café… *« C'était une femme intelligente, une forte personnalité,* commente Jacqueline. *Elle m'a bien élevée mais tout en étant assez dure. Malgré son côté un peu "pin-up", comme on disait alors, elle n'avait peur de rien. »*

« Trahison, lâcheté, fuite éperdue »

Entre elles, la guerre n'a jamais été un sujet de confidences. La mort en déportation d'une partie de la famille Ben David restait une blessure profonde qu'il fallait éviter de raviver : *« Renée parlait peu de cette période, mais elle détestait les Allemands, les "Fritz" comme elle les appelait. Il lui arrivait de citer ses copains de l'époque, des gens très "Vive la France !", comme elle, mais que je ne connaissais pas. Quand je lis les commentaires des photos, c'est tout à fait son style. Je l'entends ! Paris, Paris, Paris, il n'y avait rien de mieux à ses yeux. »*

A ce stade des investigations, fin décembre 2021, un surprenant personnage féminin – Renée Damien, la vendeuse du Printemps – émerge donc à l'avant-scène de notre histoire. Mais le photographe, lui, reste insaisissable. Au fond, il est un peu comme ses prises de vue, relativement rapprochées dans les premiers temps, à l'été 1940, puis plus éloignées après le mois de septembre de la même année, quand les autorités d'occupation renforcent les interdictions.

Plus les semaines passent, plus il s'attarde sur les monuments ou sur les affiches de propagande, moins sur les défilés militaires, ou alors de loin. Les soldats sont photographiés de dos, comme s'il les filait à la façon d'un détective ou d'un paparazzi. Celle-ci notamment, où deux d'entre eux arpentent les quais de Seine le 8 décembre 1940. Au verso, cette remarque : *« Il est rare de trouver un Fritz seul. A deux ils peuvent marcher au pas, même le long de la Seine. »*

Les mois s'écoulent pour notre photographe. L'Occupation lui pèse, la passivité ambiante le révulse. *« Trahison, lâcheté, fuite éperdue, ces quatre mots expliquent pourquoi les drapeaux hitlériens flottent à Paris depuis 11 mois »*, est-il précisé, en rouge, au dos de la photo 210 (place de la Concorde, 14 avril 1941, 17 h 45).

Quand il s'aventure à la lisière de la capitale – porte d'Asnières, porte de Saint-Cloud, porte des Ternes… –, c'est pour nous montrer la ville emprisonnée, cernée de barrières et de sacs de sable, et franchir ensuite cette « frontière » pour nous entraîner avec lui en banlieue. Un jour, le voici sur les hauteurs de Saint-Germain-en-Laye, un autre dans une gare, à Sèvres ou à Saint-Cloud. Au marché de Pantin, le 15 février 1942, il repère des clients allemands devant les étals : *« Avec les marks à 20 francs, ces messieurs font marcher le commerce. »* Pour la plupart des Parisiens, cet hiver glacial est au contraire le temps des privations, des tickets de rationnement, des réquisitions.

Dans ce périple, une ville de la banlieue ouest revient davantage que toutes les autres : Courbevoie. C'est là, dans le quartier de Bécon, qu'une photo, la seule sur environ 700, a été prise depuis l'intérieur d'un immeuble, et non en extérieur. Au verso, pour une fois, ni date ni horaire, mais ces mots troublants : *« Bécon, poste d'observation, vue sur la cour. »* ■

PHILIPPE BROUSSARD

Prochain épisode L'énigme de Courbevoie

« Mais qui m'en veut à ce point ? »

Suzanne et l'empoisonneur – 3/5 – Pour la troisième fois, Suzanne Bailly est saisie de convulsions, mais elle a le temps de signaler le « mauvais goût » de sa bouteille d'eau, qui s'avère contenir de l'atropine, une substance toxique

A 7 h 5, mardi 7 avril 2015, Suzanne reçoit un message sur son téléphone à clapet. C'est le propriétaire de son viager, Olivier Cappelaere. *« Bonjour madame Bailly, sans vous déranger, pouvez-vous me dire à quels moments vous serez absente aujourd'hui ou demain ? L'artisan voulait passer voir le joint à refaire. Bien à vous. »* Suzanne le rappelle aussitôt, l'échange est bref, elle se prépare pour son rendez-vous chez le coiffeur et ne sera de retour qu'à l'heure du déjeuner. Ce Cappelaere commence à l'agacer, elle lui avait dit qu'elle était toujours de sortie le mardi et le samedi. En plus, elle l'a prévenu que dans trois jours elle ferme l'appartement du Cannet (Alpes-Maritimes) pour remonter chez elle, à Belfort. Ses deux hospitalisations récentes l'ont fatiguée, elle a hâte de retrouver son pavillon et ses pommiers.

En fin de matinée, Anne-Marie toque à la porte de sa voisine de palier, avant d'ouvrir avec sa clé. Elle a un an de moins que Suzanne, 84 ans, et depuis que celle-ci a été hospitalisée elle vient chaque jour s'assurer de sa santé. *« Comment ça va, Suzanne ? »* Pas de réponse. Anne-Marie répète un peu plus fort. *« Suzanne ? Ça va ? »* Insiste. *« Su-zanne ? – Oui, ça va… »* La voix vient de la salle de bains ou peut-être des toilettes. *« Vous êtes sûre ?*, insiste Anne-Marie. *Ça n'a pas l'air d'aller. Vous avez une drôle de voix… »* Au même moment, de l'autre côté du couloir, son téléphone sonne. Anne-Marie rebrousse chemin, décroche, il n'y a personne au bout du fil. C'est sans doute une erreur, le numéro lui est inconnu. Elle revient chez sa voisine, la porte a été claquée, il ne lui semblait pourtant pas l'avoir refermée. Elle fait le tour de l'appartement. Pas de Suzanne. Jette un coup d'œil sur le parking. Sa voiture n'y est pas. Anne-Marie rentre chez elle, courroucée.

« Vous auriez pu me prévenir, tout à l'heure, avant de vous en aller », lance-t-elle à sa voisine quand elle l'entend arriver sur le palier. Suzanne ne comprend rien à ce qu'Anne-Marie lui raconte. Les deux femmes se séparent pour déjeuner chacune de leur côté.





Suzanne Bailly, dans sa cuisine, à Belfort, en avril. PHOTOS RÉMI LAINÉ/RECTANGLE PRODUCTIONS

« Une bêtise »

Trois heures plus tard, paniquée, Suzanne crie dans le téléphone : *« Ça recommence ! Ça recommence ! »* Anne-Marie se précipite. Alerté lui aussi, Gaby, le solide bricoleur qui rend souvent service aux dames de la résidence, prévient les secours. *« Goûtez l'eau ! Elle a mauvais goût ! »*, leur dit Suzanne. Anne-Marie trempe ses lèvres dans le verre posé sur la table de la cuisine, recrache aussitôt. Gaby goûte à son tour, ne sent rien, se ressert, trouve en effet que l'eau est amère. Quand les pompiers arrivent, Suzanne gît au sol, désarticulée, les yeux révulsés. Gaby suit l'ambulance avec sa voiture jusqu'à l'hôpital de Cannes, patiente en vain dans la salle d'attente dans l'espoir d'obtenir des nouvelles, puis se décide à rentrer chez lui. Sur la route, il voit flou, heurte un trottoir, peine à tenir le volant. Il parvient tant bien que mal au pied de son immeuble, se gare n'importe comment et tombe dans la cage d'escalier. Son fils le conduit à l'hôpital, où il perd connaissance.

Le lendemain matin, la cheffe des urgences du centre hospitalier de Cannes alerte la police. Deux de ses patients, hospitalisés depuis la veille, une dame de 85 ans, Suzanne Bailly, et un homme de 62 ans, Gaby Moreno, présentent le même tableau clinique atypique, avec aphasie, dilatation des pupilles, mouvements désordonnés des quatre membres. L'un et l'autre ont dû être contentionnés tant ils étaient agités. Des examens complémentaires sont en cours, l'homme va mieux, il dit connaître la dame. Mais, pour celle-ci, le pronostic vital est engagé. La médecin suspecte un empoisonnement. Moins d'une heure plus tard, le brigadier-chef de police Stéphane Ragnoni entre dans la chambre de Gaby Moreno. Avant de recueillir sa déposition, il demande à vérifier s'il porte des traces de griffures sur le corps et fait prélever de l'ADN sous ses ongles. Il ordonne la même vérification sur Suzanne, toujours attachée et délirante sur son lit, récupère son adresse et file au Cannet.

Anne-Marie, la voisine, lui ouvre l'appartement, au deuxième étage de la résidence Sérénité. Pendant que le technicien de la police scientifique fait les premières constatations, place le verre et la bouteille d'eau minérale sous scellés, relève les empreintes sur les portes et la toile cirée, elle raconte au brigadier-chef les deux précédentes hospitalisations inexpliquées de Suzanne. *« Pouvez-vous dire si quelqu'un venait la voir avant ses hospitalisations ? – Nous, ses voisines, comme toujours. Et aussi son propriétaire. »* Anne-Marie donne son nom, Olivier Cappelaere. Elle évoque aussi l'épisode qui l'a tant contrariée dans la matinée : cette drôle de voix, chez Suzanne. Puis cet appel d'un numéro inconnu. Stéphane Ragnoni note aussitôt le 06 resté affiché sur l'écran de son téléphone.

« Très, très urgent », note le policier, en marge des réquisitions qu'il adresse à l'opérateur téléphonique. Idem pour l'expert toxicologue chargé d'analyser la bouteille d'eau minérale. Moins d'une semaine après l'hospitalisation de Suzanne, les résultats tombent. Le 06 inconnu appartient à Olivier Cappelaere. Le 7 avril au matin, il a justement activé le relais proche de la résidence Sérénité. L'analyse toxicologique révèle que l'eau a été contaminée à l'atropine, un puissant toxique, retrouvé aussi dans les urines de Suzanne Bailly et de Gaby Moreno. *« Madame, vous avez été empoisonnée »*, annonce le brigadier Ragnoni à la patiente toujours hospitalisée. Suzanne fond en larmes. *« Mais qui m'en veut à ce point ? Je ne suis plus toute jeune, je vais m'épuiser… »*

POURQUOI CES RECHERCHES SUR INTERNET À PROPOS DE L'ATROPINE ? LE PRÉVENU RÉPOND QU'IL EST « NATURELLEMENT CURIEUX »

Le 20 avril, les policiers perquisitionnent la villa des Cappelaere, chemin de l'Olivet, au Cannet. *« Découvrons dans le placard du haut central de la cuisine une boîte du laboratoire Virbac Santé Animale sur laquelle il est inscrit "VT Doses Atropine 1 % Collyre", contenant dix unidoses de 0,4 % ml »*, relève le procès-verbal. Le couple est placé en garde à vue. Madame ne comprend pas de quoi on lui parle, monsieur fait un malaise, sa garde à vue est interrompue. A la reprise, il a beaucoup de choses à expliquer. Oui, dit-il, il s'est bien introduit, le 7 avril, chez Suzanne Bailly, à son insu. *« Une bêtise »*, dit-il, qui partait d'un bon sentiment. Il voulait faire des photos de l'appartement, car il envisage de le vendre, et redoutait que ce projet ne contrarie sa crédirentière. *« Elle a 85 ans, je ne voulais pas la perturber davantage. »* Vérification. Aucune photo de l'appartement ne se trouve dans son téléphone. C'est normal, il n'a pas eu le temps, se justifie-t-il, puisqu'il a entendu la voisine entrer avec la clé et s'est précipité dans les toilettes pour se cacher. C'est là qu'il a eu le réflexe de composer son numéro pour l'éloigner. Il avait tellement *« honte »*.

Mais à part cette *« attitude idiote »*, dont il est déterminé à s'excuser, Olivier Cappelaere n'a rien à se reprocher. Les doses d'atropine dans sa cuisine ? Elles sont destinées à son chien Calvin, qui a des problèmes d'yeux. Il ne peut *« vraiment pas expliquer »* pourquoi on a trouvé ce même produit dans la bouteille d'eau de Mme Bailly. Peut-être utilise-t-elle ce collyre pour sa chienne ? Il se sent *« déboussolé et complètement innocent »*. *« De quoi est morte Mme H. ? »*, lui demande abruptement le brigadier Ragnoni, qui a sous les yeux l'historique de ses achats en viager, dont celui de cette dame morte d'une crise cardiaque à 89 ans, en 2010, huit mois après lui avoir vendu son appartement. *« Je ne sais pas. »* Le brigadier ne peut aller plus loin. Contacté, le neveu de Mme H. a expliqué que sa tante avait été incinérée. Mis en examen pour empoisonnement, Olivier Cappelaere est incarcéré.

Suzanne est entendue une première fois par la juge d'instruction, en mai 2015. A-t-elle des soucis de santé ? *« Avant tout ça, je n'avais jamais été à l'hôpital, je n'avais jamais été opérée. »* Comment se sent-elle ? *« Ça pourrait aller mieux, mais ça va. »* Elle pleure, s'en excuse. *« Je n'ai jamais autant pleuré de ma vie. »* A-t-elle un soutien psychologique ? *« Je ne suis pas du genre à me confier. »* Souhaite-t-elle ajouter quelque chose ? *« Non, à part que M. Cappelaere est un piètre individu. »*

Grossiste en viande

Sur l'écran d'ordinateur de la juge défilent les relevés bancaires d'Olivier Cappeleare. A l'été et au début de l'automne 2014, les incidents de paiement sont nombreux. Le quadragénaire a été licencié avec fracas de la société de viande en gros qu'il dirigeait et où il avait succédé à son père. Il ne perçoit plus de salaire, est lourdement endetté. Ni les multiples virements en espèces, près de 70 000 euros à l'origine inexpliquée, ni la vente d'une montre Rolex et de pièces d'or, mises en gage auprès du Crédit municipal de Nice, ne suffisent à combler les découverts.

L'expertise de son ordinateur et de sa tablette révèle qu'à cette même époque, en navigation masquée, Olivier Cappelaere consulte des sites de vente en ligne de produits pharmaceutiques en Belgique et fait des recherches sur les mots « atropine » et « chlorure de potassium ». Quand la juge lui en demande les raisons, le prévenu répond qu'il est *« naturellement curieux »* et aime être informé. *« Par exemple sur la catastrophe qui vient de se passer en Chine, impliquant notamment du cyanure de sodium. Si j'avais eu ma tablette à ce moment-là, j'aurais recherché. »* A chacune de ses auditions, il répète qu'il est *« parfaitement innocent »* et que *« jamais, jamais »*, il n'aurait pu avoir l'idée d'attenter à la vie d'une dame âgée. *« Etre un investisseur en viager ne fait de moi ni un coupable ni une mauvaise personne »*, s'indigne-t-il.

Deux ans après avoir été ouverte, l'instruction est en passe d'être bouclée. Le journaliste Christophe Perrin signe dans *Nice-Matin*, le 12 avril 2017, un article très bien informé sur l'affaire. Gaby Moreno a accepté de témoigner ; le prévenu est désigné sous son prénom (Olivier) et l'initiale de son nom (C.) ; la victime âgée, elle, est prénommée « Rose ». Suzanne contacte le directeur de l'agence Lodel, chez laquelle elle avait signé la vente de son appartement en viager. *« Vous avez lu le journal ? »* Bien sûr qu'il l'a lu. *« Eh bien, Rose, c'est moi ! »*

Ce même 12 avril, les sœurs Marie-Martine et Evelyne Rencurel lisent, elles aussi, *Nice-Matin*. *« Olivier C. »* ? Au Cannet ? Grossiste en viande ? Leur tante, qui vivait également au Cannet, aimait beaucoup son voisin, un certain Olivier Cappelaere. Elle est morte subitement, à 92 ans, le 3 novembre 2014. Celui qu'elle appelait son *« filleul de cœur »* a hérité de tous ses biens. Marie-Martine Rencurel compose le numéro du commissariat. ■

PASCALE ROBERT-DIARD

Prochain épisode « Il a joué, il a perdu »

FAÇONS DE PARLER – 3/10



MAYEULE GUESPEREAU

Le kitsch épatant du lexique des boomeurs

Les baby-boomeurs, nés entre le milieu des années 1940 et celui des années 1960, ont fait prévaloir leurs valeurs, leur musique, leur façon de manger et, forcément, leur langage. Cette prééminence qui a vu pendant des années des nanas et des mecs sympas prendre leur pied à rouler en mob et boire des pots s'est progressivement étiolée. Il suffit pourtant de tendre l'oreille pour saisir au vol quelques-unes de ces expressions générationnelles qui fleurent bon la seconde partie du XXe siècle.

Le parler du boomeur reste du genre démonstratif et l'intéressé ne renonce qu'avec modération à un héritage lexical généreusement doté. « Vachement » demeure envers et contre tout un adverbe qui s'impose pour signifier que l'on est impressionné. Ce qui est censé être « cool » – une expression qu'il porta jadis sur les fonts baptismaux – lui apparaît « chouette ». Dommage qu'il n'emploie plus guère « épatant », un brin kitsch. On observe au passage que l'infatigable « super ! », lui aussi inauguré par le boomeur dans sa jeunesse, continue d'exercer une puissante attraction dès qu'il s'agit de manifester une marque d'enthousiasme.

« La classe à Dallas »

Pour exprimer déception ou indifférence, les 55 ans et plus peuvent souffler un « bof ! » désabusé, voire un « c'est ballot » légèrement jubilatoire depuis que l'expression est devenue pleinement ironique. Si les vents leur sont vraiment contraires, ils n'auront pas le « seum », mais ne feront pas mystère de « l'avoir mauvaise ». Face à une progéniture incrédule, le boomeur continue d'étendre sa lessive sur un Tancarville et prépare le pot-au-feu avec un Econome plutôt qu'un épluche-légumes. Il s'exclame « c'est la classe à Dallas », comme s'il fallait garder en mémoire la navrante série éponyme des années 1980, et complimente la décoration intérieure d'une maison, la jugeant « à la mode », même si elle s'inspire de cette décennie.

Le baby-boomeur continue de dire « c'est branché » et décrit avec gourmandise une situation qualifiée de « rock'n'roll » sans avoir tout à fait pris conscience que le rock n'est plus une garantie de rébellion. Régulièrement taxé de « relou » par sa descendance, son vocabulaire reflète aussi une tentative certes maladroite mais louable de suivre l'accélération des évolutions de la technologie et de ses usages. Papy et mamie boomeurs promettent à leurs petits-enfants de leur envoyer « un WhatsApp » et les exhortent à cesser de passer leur journée à « jouer à l'ordinateur ». Non mais !

Pas toujours à l'aise dans l'époque, boomeurs et boomeuses sortent de leurs gonds plus souvent qu'à leur tour. Sans pour autant verser dans l'impérissable « on ne peut plus rien dire », il leur arrive de se lancer dans des harangues sur le thème du « et puis il faut arrêter avec… ». Avec, pêle-mêle, les tatouages, les radars routiers, les « féministes de l'extrême », l'« écologie punitive », le crop top, les sites Internet « mal foutus », l'intelligence artificielle, les « gamins insupportables » ou les choix tactiques de Didier Deschamps. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Prochain épisode *Juste un anglicisme*

Lucie Letertre, 17 ans, cherche l'info à l'heure du scroll

Fous du « Monde » – 3/4 – La lycéenne cherbourgeoise s'informe surtout sur TikTok, où elle dévore les vidéos du journal pour mieux appréhender l'actualité



Lucie Letertre, dans sa chambre, à Cherbourg (Manche), le 26 juin. SANDRA MEHL POUR « LE MONDE »

CHERBOURG (MANCHE) - *envoyée spéciale*

Ce que Lucie Letertre déteste le plus dans les médias, c'est le jargon. Les expressions toutes faites, les mots inutilement compliqués, les références non explicitées. Pour cette lycéenne de 17 ans comme pour une bonne partie de sa génération, le fait de tomber sur une terminologie peu accessible est une tentation de plus de scroller, autrement dit de zapper vers le contenu suivant. *« Parfois, quand je m'informe, il y a des choses que je ne comprends pas,* explique-t-elle. *Il y a une référence à un événement qu'il va falloir chercher pour comprendre l'article. Ça décourage. Si je dois relire vingt fois la même ligne, je décroche direct. »*

Dans la grande famille des lecteurs et des lectrices du *Monde*, les 15-25 ans se distinguent très nettement dans leur consommation de l'actualité. Comme Lucie, en classe de 1re dans un lycée général de Cherbourg (Manche), ils délaissent les traditionnels journaux papier, les journaux télévisés, les émissions de radio. Ils lisent, un peu, mais surtout, ils s'informent sous forme de vidéos, et quasi exclusivement sur les réseaux sociaux. Les vidéos du *Monde*, disponibles en accès gratuit sur TikTok, Instagram, Facebook, YouTube et Snapchat, réunissaient, pour le seul mois de juin 2024, soixante-six millions de vues et plusieurs millions d'abonnés, toutes plates-formes confondues.

Le succès du *Monde* sur les réseaux sociaux ne dit rien de la difficulté de l'exercice. Quatre-vingts ans après sa fondation, le journal doit aussi exister bien loin de ses colonnes, sur des applications brassant divertissement, insolite et *lifestyle*. L'enjeu ne se résume pas à atteindre les plus jeunes pour les informer : il faut garder leur attention. En une phrase lapidaire, Lucie Letertre résume le fléau de toute une époque : *« Je me déconcentre très, très facilement.* [Dans un article], *c'est pas simple de dépasser l'en-tête. »*

La bataille de l'attention

Messages, pushs, mails… Tout est fait pour que les notifications se multiplient et grignotent notre capacité à nous concentrer. Mais, malgré cette bataille pour capter l'attention, les productions du *Monde* – des vidéos d'explication de faits d'actualité entre une et trois minutes – sont parvenues à s'intégrer dans la vie de Lucie. *« On comprend tout direct, on n'a pas besoin de se dire : "Attends, ça veut dire quoi, ça ?"* (…) *Je trouve ça génial, parce qu'en fait c'est simple et complet. »*

« Simple » et *« complet »* : voilà ce que Lucie Letertre attend des médias. Des contenus digestes, qui restent néanmoins des concentrés d'information. L'exemple parfait ? Cette vidéo du *Monde* sur le fonctionnement des élections européennes, qui comparait sur un ton humoristique les groupes politiques du Parlement européen aux maisons de Poudlard, l'école des sorciers de l'univers Harry Potter. *« Quand je rigole devant un truc, j'ai un peu plus envie de rester »*, avoue la lycéenne, avant de nuancer : *« Je sais que c'est sérieux quand même, parce que ça m'a vraiment aidé à comprendre le système européen. Mais s'il y a moyen de placer une bonne blague, c'est chouette. »*

Lucie Letertre partage sa vie entre ses cours, ses amis et des entraînements de tennis. En rentrant du lycée, en fin d'après-midi, l'adolescente prend le temps de s'informer. Une fois montée dans sa chambre, au dernier étage de la maison familiale, elle se pose sur sa chauffeuse et commence sa revue de presse. Au programme, à part *Le Monde* : l'hebdomadaire *Courrier international*, les vidéos d'*HugoDécrypte* (média de vidéos en ligne fondé et incarné par le journaliste Hugo Travers), pour *« vite fait avoir les informations essentielles quand on n'a pas vraiment le temps de se renseigner »* et puis, sur YouTube, les décryptages du « Dessous des cartes », l'émission de géopolitique d'Arte. Curieuse, elle nous confie avoir pris l'habitude inattendue de cliquer au hasard sur certaines vidéos YouTube, pour parfaire sa culture générale. *« En ce moment, par exemple, je suis très "guerres", "conflits" et "révolutions". »*

Scroller sans arrêter, allongée sur son lit, ce n'est pas pour elle. Bien loin des clichés des ados vissés à leur smartphone, la lycéenne s'impose une limite de temps d'écran pour lutter contre le sentiment d'avoir perdu des heures à faire défiler des contenus sans but. *« Après, je me sens coupable pendant des jours… »*, en rigole-t-elle. Pour y parvenir, Lucie Letertre s'est fixé plusieurs règles : ne pas aller sur TikTok ou Instagram avant de se coucher ni dès le réveil et, surtout, ne pas rester passive dans sa gestion des réseaux sociaux. *« Sur TikTok, il y a un côté "Je suis happée par le truc. Je scrolle, je scrolle, je scrolle."* (…) *J'ai l'impression de ne plus vraiment avoir le choix car tout va si vite. »*

Malgré tout, l'algorithme de TikTok, qui fonctionne sur une logique de recommandations de contenus, lui réserve de bonnes surprises. Un jour, le réseau social lui propose une vidéo du *Monde* qui décrypte le succès des films d'animation de Hayao Miyazaki. *« J'étais là : "Ah mais, c'est fait par* Le Monde *!" C'est trop bien. »* Une aubaine pour Lucie, qui dit dévorer *« à la pelle »* les productions du Studio Ghibli, dont le réalisateur japonais est le membre emblématique.

« Saint Graal de l'actualité »

Que le journal s'empare de ce genre de sujets de pop culture, cela lui semblait au départ inattendu. Car, pendant longtemps, l'image qu'elle en avait se résumait en une formule martelée par sa professeure de HGGSP (une option d'histoire-géographie et de sciences politiques) : *«* Le Monde, *c'est le Saint Graal de l'actualité. »* Une sorte d'idéal journalistique, un peu éloigné de sa vie à elle. Finalement, Lucie découvre qu'elle peut aussi y trouver des sujets qui font écho à ses passions.

Ce *« Saint Graal »* lui sert aussi de repère dans des séquences d'actualité parfois difficiles à suivre, à l'image de la guerre entre Israël et le Hamas. Face à ces grands conflits, l'adolescente concède qu'il n'est pas toujours évident de s'informer, tant les réseaux sociaux diffusent souvent de fausses informations. Elle constate : *« Les commentaires sur les réseaux sont la première source de désinformation au monde… Vraiment, il n'y a pas pire. »* Alors, pour comprendre les enjeux et tenter de se forger son propre avis, elle se tourne vers des titres de référence, comme *Le Monde*. *« Je vais aller voir des médias que je sais fiables et qui gardent le plus possible un ton neutre. Pour moi, la neutralité, ça reste super important dans ce genre d'événements. »*

En entrant dans sa chambre, impossible de ne pas ressentir l'enthousiasme dévorant de la lycéenne pour le Japon. Près de son bureau, un poster de *La Grande Vague de Kanagawa*, la plus célèbre estampe de Hokusai, trône en majesté. Dans sa bibliothèque, de très nombreux mangas, dont l'incontournable *One Piece*, d'Eiichiro Oda. Cette joyeuse obsession l'a conduite à un autre hobby : celui du dessin de manga. Il faudra attendre une confidence de sa mère, Mathilde Letertre, professeure en classes préparatoires, pour découvrir l'ampleur de ce passe-temps : des dizaines de planches, où la jeune fille crée ses univers et personnages. Plus tard, Lucie Letertre s'imagine une carrière dans la diplomatie. Découvrir des pays, aborder d'autres cultures, d'autres façons de vivre, de penser… Et puis, pourquoi pas le Japon ? Le choix serait évident, mais elle ne se ferme aucune porte. A 17 ans, on peut encore rêver. En attendant, au moment de sa rencontre avec *Le Monde*, elle s'apprêtait à passer les épreuves de français du bac. ■

BARBARA MARTY

« LES COMMENTAIRES SUR LES RÉSEAUX SONT LA PREMIÈRE SOURCE DE DÉSINFORMATION AU MONDE… VRAIMENT, IL N'Y A PAS PIRE »

Prochain épisode *Bertrand Verdier, papivore compulsif et collectionneur*

La ville où le joueur devient le héros de sa propre fiction

La saga GTA, un rêve américain – 3/5 – « GTA » emprunte son décor à des métropoles des Etats-Unis comme New York et Miami, telles que les montre le cinéma. Là, le joueur est libre de devenir le héros de son aventure – ou le figurant d'un monde plus vaste que lui



LEONEL LOPES

Dans *Grand Theft Auto V* (2013), le centre de la carte est occupé par Vinewood, et c'est tout sauf un hasard… Cette colline, flanquée de l'immanquable panneau parodiant celui d'Hollywood, domine la ville fictive de Los Santos, elle-même inspirée de Los Angeles. Elle ne cesse de signaler que tout, ici, n'est que décor : celui d'un film, dont vous êtes le héros.

Un film ou même tous les films. Avec ses trois gangsters de bas étage dont les histoires s'entrecroisent, *GTA V* a un air de *Pulp Fiction*, la Palme d'or qui a fait de Quentin Tarantino le roi des films de truands en 1994. D'autres références sont, sinon plus subtiles, du moins plus discrètes : on croisera, par exemple, le chapeau d'Indiana Jones, une scène de crime tirée de *No Country for Old Men*, des frères Cohen (2007), une hache plantée dans une porte comme dans *Shining*, de Stanley Kubrick (1980), ou une fresque montrant Marylin Monroe, John Wayne et Charlie Chaplin…

Cette cinéphilie est assumée par les développeurs dès les origines de la série. Au départ, si *GTA* se déroule dans des Etats-Unis fantasmés, c'est d'abord pour des raisons techniques : tels que les Ecossais de DMA Design l'ont conçu, l'affichage de la ville dans *Grand Theft Auto* (1997) est calculé case par case, à la façon d'une grille vue du dessus – grille au sein de laquelle les bâtiments à angles droits et les routes larges s'intègrent naturellement.

Mais, dès les premiers mois de son développement, le prototype de ce qui deviendra le premier *GTA* est fortement influencé par les cascades automobiles des blockbusters de son époque, *Speed* (1994) et *Heat* (1995), ainsi que des séries des années 1980 qui ont bercé l'enfance de l'équipe : *Deux flics à Miami* ou *L'Agence tous risques*. *« Il y avait la volonté de susciter un sentiment d'évasion. Celui de se retrouver au volant de voitures de rêve et de recréer des courses-poursuites folles que l'on voyait à la télévision et au cinéma »*, se rappelle Paul Farley, cocréateur du jeu.

Décors urbains et road-movie

Lorsqu'il rejoint le studio DMA Design en 1994, une dizaine de personnes travaillent sur ce projet de jeu de course urbain, encore baptisé *Race'n'Chase*, dans lequel on peut incarner alternativement les policiers et les voleurs. D'un commun accord, ils parient sur *« la familiarité instantanée du public »* avec les films et les séries produits aux Etats-Unis. *« Tout le monde a déjà vu un film hollywoodien, non ? »*, justifie le *game designer*. Plus tard, quand il est finalement décidé de se focaliser sur les criminels, ce sont davantage les références au *Parrain* ou aux *Affranchis* qui s'imposeront.

La conception de chacune des trois villes du jeu est confiée à un développeur différent. Paul Farley, ancien étudiant en architecture reconverti en créateur de jeux vidéo, jette rapidement son dévolu sur la cité la plus peuplée des Etats-Unis : *« Je savais que ma ville allait être la première que le joueur allait parcourir. Et je ne pouvais pas trouver plus iconique que New York. »* Les autres optent pour Miami et San Francisco. Les trois villes, immédiatement reconnaissables, deviendront respectivement Liberty City (avec son île centrale et ses gratte-ciel), Vice City (bordée par une plage) et San Andreas (avec ses rues en pente et son équivalent du Golden Gate Bridge). Les monuments et quartiers des véritables villes sont disposés sur leurs cartes, sans soucis de réalisme. Les cités sont grossièrement maquillées, de la même façon que les précédentes productions du studio (*Hired Guns*, *Walker*), toujours à la limite du pastiche, avaient déjà dissimulé leurs emprunts à des classiques de la science-fiction – *Terminator* (1984) en tête.

En 2001, l'avènement de la 3D permet de modifier le placement de la caméra de *Grand Theft Auto III* et d'en donner le contrôle au joueur, dévoilant Liberty City à hauteur d'homme. La simulation de cités toujours plus réalistes et grouillantes de vie devient l'argument de vente des jeux de DMA Design (renommé Rockstar North en 2002), au point que les épisodes de 2002 et 2004 porteront le nom des villes dans lesquelles ils se déroulent : *Vice City*, évoquant le Miami des années 1980, et *San Andreas*, réplique du Los Angeles gangrené par les gangs des années 1990.

Dans *GTA V*, qui reproduit en miniature plusieurs lieux emblématiques de Californie du Sud, la tentaculaire Los Santos est une savante *« recomposition »* de Los Angeles, rappelle John Wills, directeur du centre des études américaines de l'université du Kent. *« Les développeurs ont effacé les parties sans âmes de Los Angeles pour les remplacer par des représentations purement architecturales. La ville, toujours critiquée pour son absence de centre, est plus facile à explorer, plus compacte et expressive dans sa version numérique »*, relève l'auteur de *Gamer Nation. Video Games and American Culture* (« La nation des joueurs. Jeux vidéo et culture américaine », 2019, Hopkins Press, non traduit).

Outre celle des films d'action et de mafia, *Grand Theft Auto* s'inscrit également dans la lignée du genre cinématographique du road-movie, dans lequel, selon l'expression consacrée, le voyage compte davantage que la destination. *« On a toujours pensé que les joueurs auraient une meilleure expérience de la ville s'ils devaient la traverser »*, se souvient Obbe Vermeij, directeur technique des *GTA* entre 1999 et 2009. Contrairement à la plupart des titres du genre, il est d'ailleurs impossible dans les premiers *GTA* de se téléporter ou même de se faire conduire automatiquement d'un point à l'autre : ce n'est qu'à partir de *GTA IV* (2008) que des taxis jaunes ou des chauffeurs pourront transporter le joueur en échange d'une commission. Depuis le siège passager, comme installé au fond d'un fauteuil de cinéma, le joueur pourra alors s'abandonner à la pure contemplation du décor urbain qui défile. A pied ou en voiture, il est possible d'approcher chaque monument qui se détache à l'horizon, d'examiner chaque bâtiment sous tous les angles.

« Aucun autre genre ne propose autant d'éléments de distraction que les jeux urbains. La ville, en tant qu'espace de jeu, est assourdissante. Quel que soit l'endroit où vous arrivez, beaucoup de détails vous crient au visage. Même les publicités sur les murs sautent aux yeux », s'enthousiasme Przemyslaw Sawicki, responsable du monde ouvert de *Cyberpunk 2077* (CD Projekt RED, 2020), un jeu qui, comme *GTA*, a fait de sa métropole son personnage principal.

> **« IL Y AVAIT LA VOLONTÉ DE SUSCITER UN SENTIMENT D'ÉVASION. CELUI DE SE RETROUVER AU VOLANT DE VOITURES DE RÊVE »**
> PAUL FARLEY
> cocréateur du jeu

Un espace de liberté

Un décor ne prend vie devant la caméra que lorsqu'il est peuplé d'acteurs et de figurants. Les personnages qui se pressent dans les rues de Los Santos, parce qu'ils réagissent de façon crédible à nos actions, sont l'une des plus grandes réussites de *GTA V*. Le Japonais Hideaki Itsuno, réalisateur de *Dragon's Dogma 2* (Capcom, 2024), n'en revient toujours pas. *« Que l'on soit en mission ou pas, nos actes ont des conséquences qui viennent interférer avec l'environnement direct, par exemple les personnages* [gérés par l'intelligence artificielle] *qui marchent sur le trottoir. L'un d'entre eux peut être touché par une balle ou une voiture. Cela donne l'impression que ce monde est imprévisible. Peu importe ce que l'on va faire, tout peut arriver et le résultat sera toujours cool. »*

« Ce qui compte dans ces jeux, c'est que vos actions résultent de vos choix et expriment votre personnalité », abonde Jesper Juul, chercheur en études vidéoludiques de l'Académie royale des beaux-arts du Danemark. Ce principe de libre choix contrevient aux règles traditionnelles des premiers jeux vidéo, popularisés sur les bornes d'arcade. *« Auparavant, les jeux étaient intéressants parce que l'on essayait d'améliorer sa dextérité ou sa stratégie. On avançait en direction d'un but fixe »*, complète le Danois. *GTA*, en permettant au joueur de faire dérailler le script, s'inscrit dans l'héritage d'un jeu vidéo inspiré du jeu de rôle, lui-même cousin du théâtre d'improvisation, popularisé par *Ultima* (Origin Systems, 1981) en Occident, *Dragon Quest* (Enix, 1986) au Japon, ou, dans le même pays et sous une forme différente quoique moins linéaire encore, *The Legend of Zelda* (Nintendo, 1986).

Avec son mode multijoueur en ligne, *Grand Theft Auto V* achève sa mue vers un jeu sans but autre que celui de la libre expression du joueur, à la manière des *Sims* (Electronic Arts, 2000) ou de *Minecraft* (Mojang, 2009). La cité ultradétaillée de Los Santos et sa région y forment un monde virtuel alternatif au nôtre, dans lequel des centaines de milliers de joueurs se connectent quotidiennement depuis onze ans – un succès qui, à force, a fait de *GTA V*, avec 200 millions d'exemplaires vendus, le deuxième jeu vidéo le plus vendu de l'histoire.

Là, pour ses joueurs qui s'y inventent une double vie, *GTA* n'est plus un simple jeu d'action, mais une scène de théâtre : une discipline à part entière, baptisée « GTA RP » (pour *roleplay*, « jeu de rôle »). Certains, en immersion dans la cité californienne, se réinventent ainsi en caissier dans un drugstore, d'autres en employés de bureau ou en stylistes… Celui qui, comme dans une partie classique de *GTA*, multiplie les infractions court le risque de se faire arrêter par un autre joueur qui incarnerait un policier zélé. Sans sortir de son rôle, à sa charge de payer une amende, de se rendre au poste ou de résister à l'arrestation.

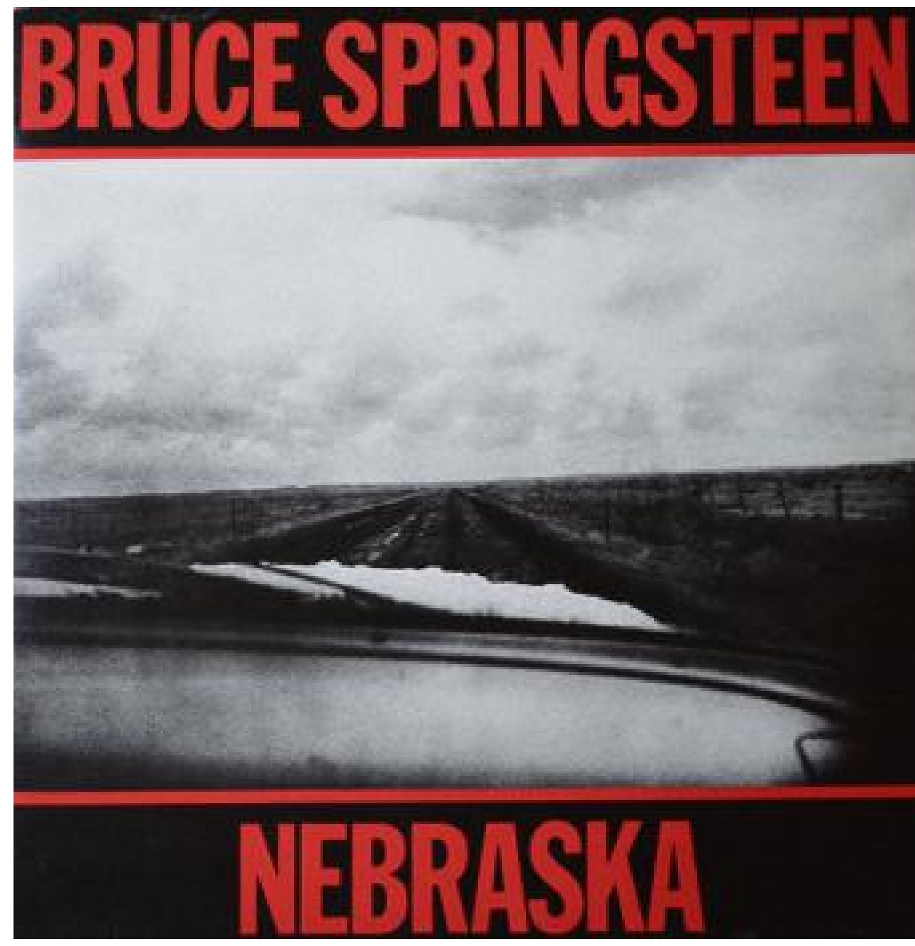
Tel le membre d'une troupe qui compterait plusieurs milliers de comédiens, il est tenu de respecter les règles édictées par les administrateurs de la partie, les metteurs en scène de ces feuilletons au long cours souvent retransmis en direct sur la plate-forme vidéo Twitch. Si la majorité des participants sont d'illustres inconnus, les contributions d'influenceurs de premier plan ont donné une forte visibilité au phénomène, au point que le *roleplay* sur *GTA V* est devenu une discipline à la popularité comparable à celle d'expériences plus codifiées, telles que *League of Legends* ou *Fortnite*. Los Santos, berceau d'une nouvelle forme de divertissement participatif : une tentative réussie du jeu vidéo pour se substituer à l'inaccessible Hollywood qui l'a tant inspiré. ■

PIERRE TROUVÉ

Prochain épisode Au commencement était la voiture

Un dilemme entre folk en solitaire et rock en groupe

Bruce Springsteen et les 40 ans de « Born in the USA »
– 3/5 – Achevé en mars 1984, l'enregistrement de l'album aura duré plus de deux ans, durant lesquels le chanteur, guitariste et auteur-compositeur se montre indécis sur le choix du traitement musical des chansons





En haut : la pochette de l'album « Nebraska » (1982), avec une photographie de David Michael Kennedy. ALAMY STOCK PHOTO
En bas : la pochette de l'album « Born in the USA » (1984), avec une photographie d'Annie Leibovitz. ALAMY STOCK PHOTO

Avec *The River* (1980), Bruce Springsteen atteint enfin le sommet du classement américain, ce qui n'est pas un mince exploit pour un double album. Etalée entre les automnes 1980 et 1981, la tournée associée lui permet de conquérir le public européen, après une première tentative, encore timide, réduite au nord du continent (Londres, Stockholm et Amsterdam), en 1975. Il était âgé de 26 ans et c'était la première fois qu'il quittait le territoire des Etats-Unis. Cette fois, il a enflammé les scènes, d'Oslo à Barcelone. Le retour à la terre ferme s'annonce compliqué. Apparemment, tout va pour le mieux. Les dettes creusées par le procès avec son ancien manageur Mike Appel sont remboursées. Springsteen ne sait même que faire de son nouvel argent. Dans l'immédiat, le nomade se contente, sans même l'avoir visité, de louer un ranch à Colts Neck, dans son New Jersey natal. Provisoirement, imagine-t-il, avant de constater que rien ne lui convient. A commencer par cette vie sans boussole ni foyer.

A l'automne 1982, il peut réaliser un projet digne de l'écrivain et poète Jack Kerouac (1922-1969) : traverser son pays d'est en ouest, en passant par le sud. Parti en voiture avec un ami concessionnaire, Springsteen ignore ce qui l'attend. Le duo s'arrête dans un bled texan et se joint à une foire. L'ambiance est joyeuse, on danse devant un groupe jouant sur une estrade. Pendant qu'il sombre. *« Cette boue noire menace maintenant d'étouffer tout ce qu'il y a de vivant en moi »*, se souvient-il dans son autobiographie *Born to Run* (Albin Michel, 2016), en décrivant le premier débordement de sa dépression, ce mal aux allures de malédiction qui a miné son père bipolaire.

Tardivement faite, cette « révélation » n'en était pas une pour ceux qui avaient écouté *Nebraska*, son sixième album paru en septembre 1982. Déjà, Springsteen s'était effacé de la pochette au profit d'une image du photographe David Michael Kennedy. Prise à travers le pare-brise d'un pick-up, elle montre une route déserte en hiver, alors qu'un orage menace à l'horizon. L'esthétique en noir et blanc rappelle *Les Américains* (1958), le livre fondateur de Robert Frank (1924-2019), préfacé par Kerouac pour la version américaine. Ce pourrait être n'importe où. Comme nulle part.

Prolificité phénoménale

Le contenu de *Nebraska* s'apparentait à un suicide commercial. Du folk austère, enregistré en solitaire pour un coût total de 1 000 dollars. Les quatre pistes d'un magnétophone à cassette ont suffi à contenir deux guitares sèches et de l'harmonica, un tambourin et une mandoline. Et son chant, pour dix élégies crépusculaires jusqu'au nihilisme. La chanson-titre est murmurée par un fantôme, celui de Charles Starkweather (1938-1959). L'équipée meurtrière – onze morts, dont des proches – de cet admirateur de James Dean avec sa copine Cary Ann Fugate (14 ans) avait traumatisé l'Amérique en 1958. Le fait divers avait inspiré le film *La Balade sauvage* (*Badlands*, 1973), de Terrence Malick, qui a fait si forte impression sur Springsteen que *Nebraska* débute par une description identique à la première scène.

Egalement inscrite dans la tradition séculaire des *murder ballads*, *Johnny 99* concerne un ouvrier automobile licencié, couvert de dettes *« qu'aucun homme honnête ne pourrait payer »*. Alors il se saoule, tue un employé de nuit et implore qu'on l'envoie dans le couloir de la mort plutôt que de purger une peine de quatre-vingt-dix-huit ans. Quant aux fuyards de *State Trooper* et d'*Open All Night*, ils répètent les mêmes suppliques avant de s'évanouir dans le néant : *« Ecoute ma dernière prière »* et *« Délivre-moi de nulle part »*.

« J'ai puisé dans le gospel blanc, dans les premières musiques des Appalaches et le blues », expliquera Springsteen dans ses Mémoires. On ne s'étonnera pas qu'avec son ambition affichée – faire entendre *« la voix plate et morne qui planait sur ma ville les soirs où je n'arrivais pas à dormir »* – *Nebraska* soit l'un de ses albums les moins vendus, dépassant difficilement le million d'exemplaires. De quoi garantir son statut de disque culte. La chanson *Highway Patrolman* sera développée en scénario pour *The Indian Runner*, le premier film réalisé par Sean Penn en 1991. Basé sur *Deliver Me from Nowhere. The Making of Bruce Springsteen's Nebraska* (Crown, 2023), livre du musicien et critique Warren Zanes, un biopic par Scott Cooper est actuellement en préparation autour de ce seul album, pierre noire et angulaire du courant que l'on nommera « americana ».

« Une histoire à raconter »

Le plus étonnant est que ce modèle de minimalisme morose est directement lié à ce qui sera le plus grand succès commercial de son auteur. Les chansons de *Nebraska* et de *Born in the USA* ont même failli cohabiter dans un double album – un volume acoustique, l'autre électrique –, alors que Springsteen venait d'en publier un avec *The River*. Une preuve supplémentaire que sa prolificité, à cette époque, est phénoménale. Pour *Darkness on the Edge of Town* (1978), il avait déjà en sa possession six fois plus de chansons que les dix retenues. Le flot continu allait lui apporter un nouveau stock d'une soixantaine de titres. Or, chez lui, abondance de biens peut nuire.

« Tous les artistes sont tiraillés entre deux impératifs : faire des disques et faire de la musique. Si on a de la chance, parfois c'est la même chose », observe Springsteen dans son livre *Born to Run*. Il s'en rend compte lorsque, au printemps 1982, il retourne au studio new-yorkais Power Station avec les musiciens du E Street Band. Il s'agit d'électrifier les maquettes enregistrées seul à Colts Neck début janvier. Le résultat le laisse dubitatif, à trois exceptions près : *Born in the USA*, *Downbound Train* et ce qui deviendra le tonique rockabilly *Working on the Highway*.

La décision de commercialiser des versions brutes avec *Nebraska* règle provisoirement le problème. En groupe, une quinzaine de chansons (*Glory Days*, *I'm Goin' Down* ou *I'm on Fire*) aboutissent, largement de quoi composer un album. Mais l'indécis s'isole de nouveau, cette fois dans un homestudio de Los Angeles. Il en sort avec la même quantité de nouveautés, dont *My Hometown*. L'utilisation d'une boîte à rythmes, notamment pour du rockabilly (*Pink Cadillac* et *Johnny Bye-Bye*, deux futures faces B), l'oriente vers l'esthétique de Suicide, duo électronique new-yorkais qu'il admire. Surtout quand il ajoute un synthétiseur au sinistre *The Klansman*. Un homme se souvient du jour où il vit, gamin, un membre du Ku Klux Klan se présenter chez lui pour recruter son père et son frère. L'interprétation malheureuse du sujet de la chanson *Born in the USA* aura probablement dissuadé Springsteen de révéler un jour cet inédit.

> « LES ARTISTES SONT TIRAILLÉS ENTRE DEUX IMPÉRATIFS : FAIRE DES DISQUES ET FAIRE DE LA MUSIQUE. SI ON A DE LA CHANCE, PARFOIS C'EST LA MÊME CHOSE », OBSERVE SPRINGSTEEN DANS SON AUTOBIOGRAPHIE

Après avoir constaté de nouveau que ce qu'il crée peut ne pas convenir à son collectif, il hésite à proposer un deuxième album solo… De quoi rendre dingue son entourage, à commencer par les trois autres coproducteurs du projet en cours, son manageur Jon Landau, l'ingénieur du son Chuck Plotkin et le guitariste du E Street Band, Steven Van Zandt. Lassé de son rôle frustrant de lieutenant, celui-ci ne participe pas aux dernières séances à partir d'octobre 1983, au studio Hit Factory de New York. En naissent *Bobby Jean* et *No Surrender*, à l'évidence liés à son départ. A l'arrivée, il y a pléthore de matériel.

Achevé en mars 1984, l'enregistrement de *Born in the USA* aura duré plus de deux ans. Le temps nécessaire pour que le sceptique se convainque qu'*« il y a là une histoire à raconter »*, comme il l'explique, en décembre 1984, au magazine *Rolling Stone*. Douze titres seront retenus pour l'album, commercialisé le 4 juin, cinq autres – dont la merveille pop *Janey, Don't You Lose Heart* – iront en face B des singles. Une partie du reste alimentera le coffret *Tracks*, en 1998.

« Fourre-tout »

A-t-il été heureux du résultat final ? Rien n'est moins sûr. Dans le recueil *Songs* (Avon Books, 1998), l'éternel insatisfait constate avec justesse que la chanson-titre est *« plus ou moins autonome »* des autres, à la différence de *Born to Run*, qui *« donnait le ton »* général de l'album associé. Si *Born in the USA* est *« probablement une de [s]es cinq ou six meilleures chansons »*, il qualifie ce qui suit de *« fourre-tout »*. Pour lequel il a toujours eu de l'*« ambivalence »*, pis, de la *« gêne »* s'agissant du refrain triomphant de *No Surrender*. A le lire, son best-seller serait presque un échec artistique : *« Je me suis mis beaucoup de pression pendant longtemps pour reproduire l'intensité de* Nebraska *sur* Born in the USA. *Je n'ai jamais réussi. »*

Ces tergiversations précèdent la fin d'un cycle. *Born in the USA* sera le dernier album studio à réunir le E Street Band avant *The Rising*, consécutif aux attentats du 11 septembre 2001. Le 3 octobre 2009, lors d'un concert à East Rutherford (New Jersey), Springsteen devait pour la première fois interpréter l'album dans son intégralité et dans l'ordre. Nul traitement de faveur puisqu'il agit alors de même avec *Born to Run* et *Darkness on the Edge of Town*. Seul *The River* sera célébré par une tournée commémorative en 2016.

Plus révélateur, ces trois classiques ont tous fait l'objet de coffrets. Quand *Born in the USA* a dû se contenter d'une modeste réédition en vinyle pour ses 40 ans. Sollicité pour cette série, Bruce Springsteen n'a pas donné suite, officiellement parce qu'il décline actuellement toute demande d'interview. Il n'aurait de toute façon pas été capable de parler de *Born in the USA* lors de sa venue, samedi 25 mai, au Stade-Vélodrome de Marseille. Une « extinction de voix » a entraîné l'annulation du concert une heure avant le début et son report au 31 mai 2025. ■

BRUNO LESPRIT

Prochain épisode Une offensive pop avec des vidéoclips et des synthétiseurs

Le Monde
JEUDI 15 - VENDREDI 16 AOÛT 2024

Philippe Garabiol La pénibilité au travail doit être la pierre angulaire du débat sur les retraites

Le haut fonctionnaire propose de moduler l'âge de départ dès 60 ans en fonction d'une grille d'évaluation de la pénibilité

La question de la réforme des régimes de retraite est devenue un élément structurant du débat public, alors qu'elle pourrait être l'objet d'un consensus. L'équation n'a rien d'impossible, pourvu qu'une approche graduée fondée sur la pénibilité au travail en soit la pierre angulaire.

L'équilibre financier des régimes de retraite repose sur des variables connues : l'espérance de vie, le rapport entre actifs et inactifs, la croissance économique. Les grandes tendances de ces variables ne sont pas favorables : les gains d'espérance de vie se poursuivront à un rythme moindre ; le ratio actifs-inactifs se dégradera même si le nombre de demandeurs d'emploi diminue, en raison d'une détérioration du taux de fécondité et de flux migratoires restreints ; la croissance économique restera limitée.

Le risque, à terme, est aussi connu : l'effondrement des régimes de retraite, qui ne pourraient plus servir qu'une pension de retraite résiduelle obligeant les bénéficiaires à cumuler emploi et retraite ou à recourir à des fonds de pension. Le système de retraite par répartition laisserait ainsi la place à un système de retraite par capitalisation de type anglo-saxon, défavorable aux classes sociales les moins aisées.

Dans ces conditions, il paraît difficile de ne pas jouer sur différents leviers pour préserver le système des retraites par répartition : l'innovation pour accroître les gains de productivité, la politique familiale pour accroître le taux de fécondité, l'immigration à vocation professionnelle, l'âge d'entrée et de sortie de la vie active pour rééquilibrer le ratio entre actifs et inactifs.

L'exemple belge

Ce dernier point est le plus problématique, mais il n'est pas forcément dirimant si la diversité des situations est prise en compte. La plupart des salariés souhaitent pouvoir faire valoir leurs droits à la retraite, une fois atteint l'âge où ils bénéficient de la retraite à taux plein. D'autres, à l'inverse, souhaitent poursuivre leur vie professionnelle jusqu'à 70 ans. D'autres, enfin, qui subissent la pénibilité du travail, souhaitent quitter leur emploi au plus tôt.

En Belgique, des négociations interprofessionnelles avaient conduit en 2018, dans le cadre d'une réforme reportant progressivement l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans, à l'accord suivant : les personnes qui effectuaient un métier qualifié de « pénible » pouvaient soit jouir d'une pension de retraite plus élevée, soit anticiper leur départ à la retraite de deux à six ans, mais jamais avant l'âge de 60 ans.

> IL PARAÎTRAIT LÉGITIME QUE CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS BÉNÉFICIENT D'UN ÂGE DE DÉPART ANTICIPÉ

Quatre critères avaient été retenus pour définir une fonction pénible : les contraintes physiques ; l'organisation du travail ; les risques de sécurité ; la pénibilité mentale ou émotionnelle.

Un coefficient de pénibilité, rangeant les métiers en quatre catégories de pénibilité croissante, était établi à partir de ces critères. A titre d'illustration, un agent de sécurité ou un professeur des écoles du primaire se retrouvaient dans la première catégorie, un professeur des écoles de la maternelle ou un douanier dans la seconde, un éboueur ou un agent pénitentiaire dans la troisième, un policier ou un contrôleur du trafic maritime dans la quatrième.

Disparité des situations

En France, il existe dans la fonction publique la notion de « catégorie active », qui permet d'anticiper l'âge légal de départ à la retraite. Il en va de même, sous certaines conditions, pour les personnes en situation de handicap. Ces conditions de départ anticipées ne doivent en aucune façon occulter les politiques d'amélioration des conditions de travail à tout âge, ainsi que les politiques d'insertion professionnelle des travailleurs en situation de handicap.

Il n'empêche : confier aux partenaires sociaux le soin de fixer une grille d'évaluation de la pénibilité des métiers aurait tout son sens, d'autant plus qu'ils ont déjà la charge du fonds d'investissement pour la prévention de l'usure professionnelle. Il serait judicieux de permettre à ceux qui veulent travailler jusqu'à 70 ans, y compris dans la fonction publique, de poursuivre leur carrière jusqu'à ce terme, et à ceux qui exercent un métier pénible d'anticiper leur départ à la retraite à partir de 60 ans.

Au regard de la situation démographique et des perspectives de croissance économique, il paraît difficile de fixer un âge légal de départ à la retraite à 60 ou 62 ans pour l'ensemble des travailleurs. En revanche, en matière de justice sociale, il paraîtrait légitime que certaines catégories de travailleurs puissent bénéficier d'un âge de départ anticipé, si elles répondent à des critères de pénibilité établis par les partenaires sociaux. Ce serait nettement plus équitable que la disparité actuelle des situations, héritage des régimes spéciaux. ■

Philippe Garabiol *est haut fonctionnaire, ancien secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (2018-2024)*

LA CAMPAGNE EN PANNE DE DONALD TRUMP

ÉDITORIAL

Il y a un mois, le 13 juillet, Donald Trump sortait par miracle indemne d'une tentative d'assassinat au cours d'un meeting électoral en Pennsylvanie. Cet attentat manqué et sa réaction spectaculaire, le poing dressé, après les tirs qui l'avaient légèrement blessé, mais tué l'un de ses sympathisants, lui avaient attiré un large mouvement de sympathie. Avoir frôlé la mort offrait à l'ex-président une occasion unique de prendre de la hauteur et de rallier derrière lui une majorité de ses concitoyens dans la dénonciation de la violence en politique, qui commence souvent par celle des mots.

Cette occasion n'a pas été saisie et la soudaine promotion de Kamala Harris comme candidate du Parti démocrate à l'élection présidentielle du 5 novembre en lieu et place de Joe Biden, après le retrait du président sortant, a partiellement offert aux électeurs des Etats-Unis le renouvellement qu'ils appelaient désespérément de leurs vœux. Elle permet d'éviter une redite de la campagne de 2020 opposant les deux plus vieux candidats de l'histoire des Etats-Unis.

Déstabilisé, Donald Trump est retombé dans ses pires travers : se perdre dans ses diatribes absconses, stigmatiser une adversaire dont il prend plaisir à écorcher le nom, alimenter les théories du complot les plus absurdes pour contester la réalité de l'engouement que suscite la démocrate et dont témoignent les milliers de personnes qui se pressent désormais à ses réunions publiques.

Donald Trump apparaît plus que jamais comme l'homme d'un seul type de campagne, celle de 2016, dans laquelle il s'était présenté comme un homme neuf, sans passé politique, comme un franc-tireur jouant habilement du rejet des élites et de l'anxiété identitaire alimentée par l'évolution démographique des Etats-Unis. Cette posture est pourtant difficile à tenir aujourd'hui.

Le Parti républicain lui est totalement dédié, comme les médias conservateurs, le mastodonte Fox News en tête. Il a l'appui aveugle de l'écosystème des cercles de réflexion conservateurs, au point de devoir prendre ses distances avec le programme radical concocté pour lui par l'un d'eux, l'Heritage Foundation.

Il bénéficie également du soutien ostentatoire de l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, défenseur autoproclamé d'une liberté qui s'arrête où commencent ses intérêts économiques et propriétaire influent du puissant réseau social X où libre cours est donné aux thèses de l'extrême droite. L'interminable conversation qu'y ont tenue les deux hommes le 12 août, cousue de complaisance et de connivence, en a été une éclairante illustration.

Le candidat antisystème est devenu celui de l'establishment, qui s'est regroupé derrière lui. Cette réalité complique la stratégie de triangulation qui lui avait permis en 2016 d'attirer à lui d'anciens électeurs démocrates. Il avait alors joué la carte du protectionnisme que le Parti démocrate s'est depuis réappropriée.

Ses surenchères annoncées en la matière relanceraient l'inflation aux dépens des moins fortunés. Les reconductions promises de baisses d'impôts profiteraient de nouveau aux plus riches, et des suppressions supplémentaires compliqueraient la pérennité de programmes sociaux. Quant à la promesse d'expulsions de masse de sans-papiers, l'électeur de 2024 peut se demander si elle subirait le même sort que celle de 2016, qui voulait que le Mexique finance contre son gré l'érection d'un « mur » à sa frontière avec les Etats-Unis. ■

Daniel Cohn-Bendit et Zaki Laïdi Le pays a besoin d'une nouvelle gouvernance

Pour l'ancien eurodéputé et le politiste, le futur premier ministre doit être une personnalité rompue aux usages de la politique et suffisamment respectée pour transcender les clivages

La magie des Jeux a opéré. Elle a enchanté la France et son peuple. La débauche d'énergie, de talent et de créativité les a galvanisés au-delà de toute espérance. Autant de ressources qui ne seront pas inutiles pour aborder la crise politique, dont il nous semble possible de sortir à condition d'en avoir la bonne lecture.

La situation politique est fort délicate. Mais il serait dommageable de vouloir l'enjamber dans l'attente d'une présidentielle anticipée. Car rien ne serait plus faux que de voir dans cette crise le seul résultat de la décision de dissoudre. Elle n'a bien sûr rien arrangé. Mais le mal était déjà là. Il résulte de l'incapacité d'une bipolarité électorale à s'accommoder d'une tripartition politique que seule une logique de compromis peut surmonter. Mais l'hyperprésidentialisation du système rend cet exercice impraticable.

Pour sortir de l'impasse actuelle, le choix du nouveau premier ministre est donc essentiel. Mais la couleur de son plumage politique importe moins que son ramage. A cette fin, il lui faudra prendre trois engagements vis-à-vis de l'ensemble de la représentation nationale. Trois engagements qui peuvent inciter une majorité de députés à ne pas le censurer.

Le premier sera de considérer son passage à Matignon non comme un mauvais moment à passer dans l'attente de nouvelles élections, mais comme une tentative crédible pour dénouer une partie de la crise. Car ne nous y trompons pas : si de nouvelles élections interviennent dans un an, elles seront probablement suivies d'une présidentielle anticipée. Soit parce que les nouvelles élections ne permettront pas de modifier sensiblement les équilibres entre les trois blocs, soit parce que, dans l'hypothèse d'une victoire du Rassemblement national (RN) en 2025, celui-ci sera en droit de réclamer une nouvelle élection présidentielle pour clarifier le paysage. Autant dire que, en dehors de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, les autres forces politiques n'ont pas un intérêt immédiat à provoquer une crise.

C'est pourquoi le nouveau premier ministre doit prendre deux autres engagements. Affirmer clairement qu'il ne sera pas lui-même candidat à la prochaine élection présidentielle. En contractant un tel engagement, les forces politiques, hors RN et La France insoumise (LFI), pourront trouver intérêt non pas tant à le soutenir qu'à ne pas le renverser.

Tropisme présidentialiste

Il devra faire ensuite voter une nouvelle loi sur le mode de scrutin proportionnel. Certes, une projection des résultats de 2024 sur une base proportionnelle ne modifierait pas les équilibres entre les forces. Ils accroîtraient d'ailleurs probablement la représentation du RN, ce qui est arithmétiquement logique.

Mais alors, pourquoi passer à la proportionnelle si les résultats ne sont pas fondamentalement différents ? Parce que dans un scrutin proportionnel, chacun part sous ses propres couleurs. Il envoie alors à ses électeurs le message suivant : « Voici mes objectifs programmatiques. Mais faute d'y parvenir, je serais alors contraint de composer avec d'autres forces politiques puisque je souhaite participer à l'exercice du pouvoir. » Simplement, au lieu d'être enfermées dans un accord électoral préalable, les alliances seraient bâties et assumées au lendemain des élections. C'est particulièrement vrai pour le Parti socialiste (PS), dont l'alliance avec LFI est une prison.

Si, demain, il aspirait à signer un contrat de gouvernement avec le bloc central, il le ferait sur des bases claires, échappant ainsi au procès en trahison politique qui mina le quinquennat de François Hollande et a toujours hanté la gauche. Ce qui vaut pour le PS vaut d'ailleurs également pour le bloc central comme pour la droite républicaine. Il est en effet totalement irréaliste de la part du centre et de la droite de plaider pour une coalition centrale incluant le PS et les Verts et excluant LFI sans se poser la question de la réforme du mode de scrutin. C'est pourquoi refuser la proportionnelle serait, pour les forces politiques du centre et de la droite, une erreur gravissime. Le pays a besoin d'une nouvelle gouvernance politique fondée sur la reparlementarisation de la vie publique ainsi que sur des alliances construites après, et non avant, le scrutin.

A cette fin, le choix du premier ministre que le président va désigner est essentiel. Il nous semble qu'il devrait se porter sur une personnalité rompue aux usages de la politique, mais suffisamment respectée pour transcender les clivages. Ce ne serait ni l'homme du président, ni un premier ministre de cohabitation, ni un premier ministre technique, mais tout simplement le premier ministre de la situation.

La Ve République est parfaitement armée pour se réinventer et accepter un nouvel équilibre entre l'exécutif et le législatif, quitte à libérer les partis du tropisme présidentialiste, qui a fini par tout dérégler. Le Parlement français n'a pas moins de pouvoirs que le Bundestag allemand. Ce n'est donc pas la Constitution qu'il faut changer, mais l'esprit dans lequel elle fonctionne aujourd'hui. Il nous semble que l'intérêt bien compris du président de la République est aujourd'hui d'encourager cette mutation. Et ce pour protéger à la fois la fonction qu'il incarne et les institutions qu'il lui revient de défendre, au nom de ce peuple qui ne demande qu'à être réenchanté. ■

> LA Ve RÉPUBLIQUE EST PARFAITEMENT ARMÉE POUR SE RÉINVENTER ET ACCEPTER UN NOUVEL ÉQUILIBRE ENTRE L'EXÉCUTIF ET LE LÉGISLATIF

Daniel Cohn-Bendit *est ancien député européen Les Verts (1994-1999), puis Les Verts/Alliance libre européenne (1999-2014) ;*
Zaki Laïdi *est politiste, directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)*